
**É T U D E
DES CRÉDITS
1992-1993**

Ministère
des Affaires
internationales



**Cahier
explicatif
des crédits**

Québec 

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1992-1993**

**Cahier explicatif des crédits
du ministère des Affaires internationales**

Le 10 avril 1992

**ÉTUDES DES CRÉDITS 1992-1993:
CAHIER EXPLICATIF**

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I - Aperçu général

. Mandat du Ministère	1
. Organigramme	3
. Personnel	
- Répartition du personnel régulier et occasionnel selon le corps d'emploi au Québec et à l'étranger	4

SECTION II - Bilan 1991-1992 et orientations 1992-1993

. Faits saillants 1991-1992	5
. Orientations générales 1992-1993	7
. Direction générale des États-Unis	10
. Direction générale Europe	15
. Direction générale France	26
. Direction générale Asie et Océanie	34
. Direction générale Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine et Antilles	41
. Direction générale des institutions francophones et multilatérales	46
. Bureau des ententes internationales	55
. Direction de la formation et de la gestion des programmes financiers	61
. Direction générale de la politique commerciale	66
. Direction générale des politiques et priorités	71
. Direction de la coordination et de l'évaluation	77
. Protocole	79
. Direction des communications	81
. Direction de la vérification interne	83
. Direction générale de l'administration	84

ril

SECTION III - Synthèse des crédits 1992-1993

. Ventilation des crédits budgétaires	86
---	----

MANDAT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

La mission du Ministère est définie par les mandats et pouvoirs que la loi 42 (1988, chapitre 41), sanctionnée le 10 novembre 1988, confie au ministre des Affaires internationales:

11. Le ministre planifie, organise et dirige l'action à l'étranger du gouvernement ainsi que celle de ses ministères et organismes et coordonne leurs activités au Québec en matière d'affaires internationales.

Il élabore, en collaboration avec les ministères concernés, une politique en matière d'affaires internationales, la propose au gouvernement et s'assure de sa mise en oeuvre. Cette politique doit favoriser le rayonnement du Québec et son développement, notamment sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social.

Il est d'office:

- 1^o le conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales;
- 2^o le dépositaire de l'original de toute entente internationale ainsi que d'une copie conforme de toute autre entente et, à ce titre, il établit un bureau des ententes et prescrit le mode d'enregistrement de ces ententes.

Il établit et maintient avec les gouvernements étrangers et leurs ministères, les organisations internationales et les organismes de ces gouvernements et de ces organisations les relations que le gouvernement juge opportun d'avoir avec eux.

Il favorise le renforcement des institutions francophones internationales auxquelles le gouvernement participe, en tenant compte des intérêts du Québec.

12. Le ministre a la responsabilité des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères et organismes.

À cet égard, il peut convenir, avec chacun des ministres concernés, de modalités de collaboration.

Il peut également recommander au gouvernement de confier à un autre ministre la responsabilité de certaines de ces activités.

13. Le ministre effectue des recherches, des études et des analyses sur les pays et leur situation géopolitique et économique afin d'informer les ministères et organismes notamment quant aux possibilités d'y exporter des produits et services québécois ou d'y promouvoir les investissements étrangers au Québec.

Il fait la promotion à l'étranger des produits et services québécois, notamment au moyen de missions, de stages, d'expositions ou de programmes d'aide financière, et coordonne les activités des ministères et organismes concernés.

14. Le ministre assure les communications officielles entre d'une part, le gouvernement, ses ministères et organismes et d'autre part, les gouvernements étrangers et leurs ministères, les organisations internationales, les organismes de ces gouvernements et de ces organisations et maintient les liaisons avec leurs représentants sur le territoire du Québec.

Il favorise l'établissement sur le territoire du Québec d'organisations internationales et de représentants de gouvernements étrangers.

15. Le ministre, dans la conduite des affaires internationales, veille à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec.

16. Le ministre assure la participation du gouvernement à l'élaboration et à la mise en oeuvre à l'étranger des politiques et programmes fédéraux ayant des incidences sur le développement du Québec et favorise, à cette fin, la concertation intergouvernementale.

17. Le ministre recommande au gouvernement la ratification des traités et accords internationaux dans les domaines ressortissant à la compétence constitutionnelle du Québec.

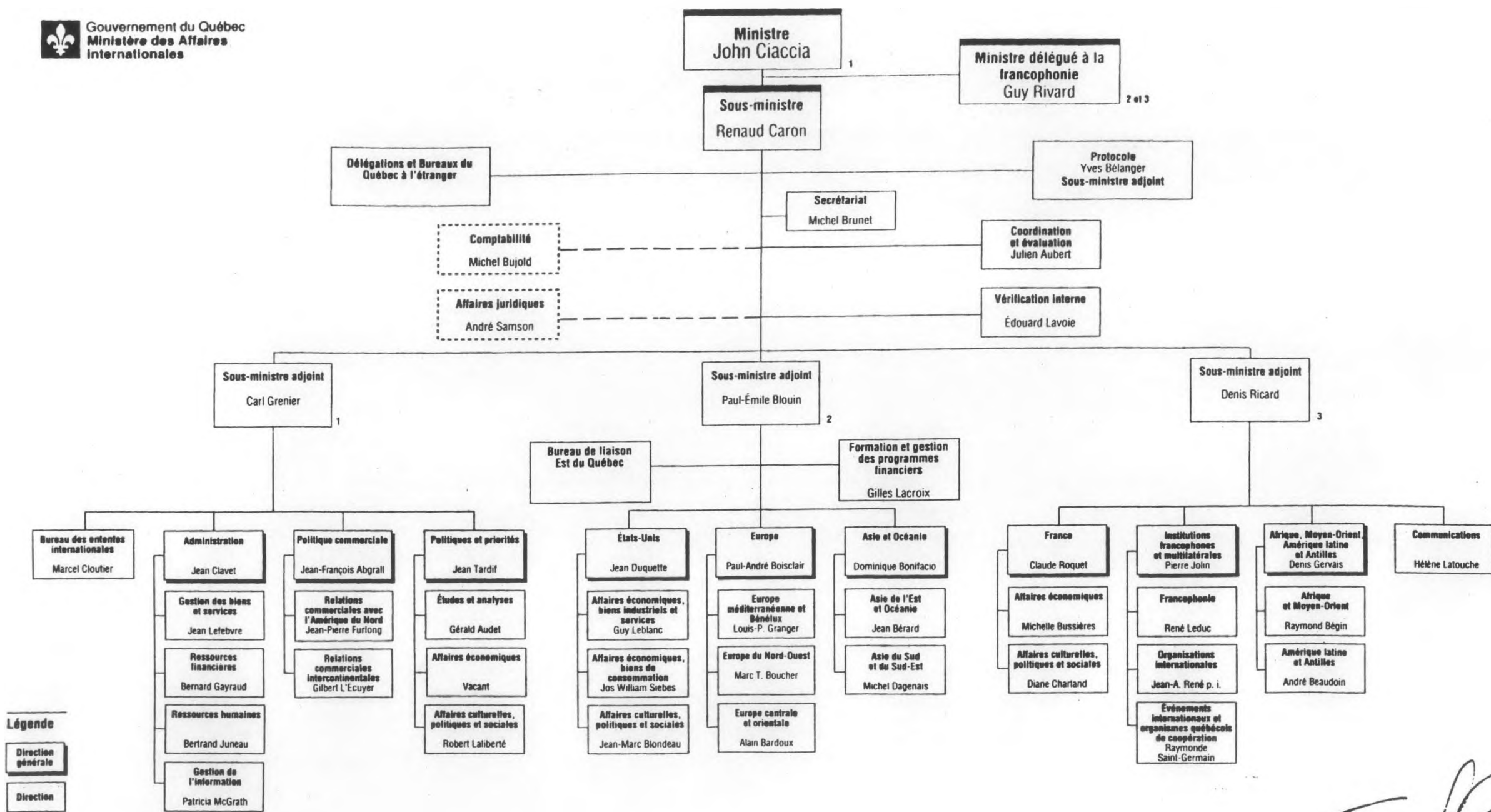
Il assure et coordonne la mise en oeuvre au Québec des traités et accords internationaux impliquant le gouvernement.

18. Le gouvernement peut constituer un comité, présidé par le ministre des Affaires internationales, chargé:

- 1^o de favoriser la collaboration entre les ministères concernés, en vue de l'élaboration par le ministre de la politique en matière d'affaires internationales;

- 2^o d'analyser la programmation des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères et organismes, de même que celle relative à leurs activités au Québec en matière d'affaires internationales, de faire des recommandations à ce sujet au gouvernement et d'évaluer annuellement les résultats de ces activités;

- 3^o d'exercer toute autre fonction connexe que lui confie le gouvernement.



1. Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
2. Agence Québec-Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ)
3. Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)

Renaud Caron
Renaud Caron sous-ministre

Mars 1992

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES
Nombre d'employés par statut, par catégorie d'emploi et lieu de travail

EMPLOYÉS RÉGULIERS (situation au 1^{er} avril 1992)
(en équivalent temps complet)

STATUT	QUÉBEC	MONTREAL	ÉTRANGER	TOTAL
Cadres supérieurs (hors cadres et cadres supérieurs)	49	18	22	89
Cadres intermédiaires et professionnels	185	72	81	338
Personnel de bureau, techniciens, ouvriers	199	63	2	264
TOTAL	433	153	105	691

EMPLOYÉS OCCASIONNELS (situation au 1^{er} avril 1992)
(en équivalent temps complet)

STATUT	QUÉBEC	MONTREAL	ÉTRANGER	TOTAL
Contractuels	0	0	5	5
Professionnels	2	.5	65	67.5
Personnel de bureau, techniciens, ouvriers	3.5	1	249	253.5
TOTAL	5.5	1.5	319	326

GRAND TOTAL	438.5	154.5	424	1 017
--------------------	--------------	--------------	------------	--------------

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Faits saillants 1991-1992

La **politique d'affaires internationales** du gouvernement du Québec a été rendue publique et diffusée en septembre 1991. La publication de cette politique répond au souci de fournir un instrument permettant d'adapter l'action internationale du gouvernement et de ses partenaires québécois aux nouvelles exigences découlant des transformations de la scène internationale.

La politique d'affaires internationales a fourni au Ministère et à ses partenaires un cadre de référence qui lui a permis d'élaborer une programmation intégrée des affaires internationales qui tient davantage compte des orientations et des priorités de développement du Québec.

Le domaine de l'**économie** a représenté la première priorité du Ministère en 1991-1992. Des efforts importants ont été consacrés aux activités de transfert de technologies et de prospection d'investissements aux alliances entre des entreprises québécoises et étrangères, au développement de relations avec les entreprises étrangères installées au Québec et à l'appui aux projets prometteurs des entreprises aux États-Unis, dans certains pays d'Europe et en Asie.

Le Ministère a poursuivi ses efforts afin de faire valoir les intérêts du Québec dans la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada/États-Unis, dans les négociations de l'Accord entre le Canada, les États-Unis et le Mexique et dans les négociations de l'Uruguay Round. En outre, le Ministère a veillé à la défense des intérêts du Québec dans les différends commerciaux relatifs aux exportations aux États-Unis: le bois d'oeuvre, le porc vivant et le magnésium.

Le programme d'aide à l'exportation du Ministère (APEX) a mis l'accent sur la prospection des marchés aux États-Unis et en Europe. Le programme APEX a également permis d'intensifier l'action des entreprises québécoises en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique. Dans la perspective de l'Europe 92, de nombreuses activités (missions, séminaires) ont permis d'informer et de préparer les entreprises à s'adapter à cette évolution des marchés. En outre, la mise en oeuvre du programme SAM (Service d'agents manufacturiers) a permis à des entreprises québécoises de s'inscrire dans des réseaux de ventes aux États-Unis.

L'énoncé de politique du gouvernement en matière de tourisme a permis avec l'appui de la politique d'affaires internationales de redéfinir les produits, de mieux cibler les marchés (États-Unis, Europe et Japon) et de structurer la recherche d'investissements en vue du développement de cette importante industrie au Québec.

En **science et technologie**, la coopération importante avec la France et la Belgique a été marquée par une restructuration de la coopération scientifique en vue d'accroître les recherches conjointes et de favoriser la formation des chercheurs. Un programme de coopération scientifique avec les États-Unis a été amorcé en collaboration avec le MESS, et est en préparation avec le Japon, en collaboration avec les universités et les centres de recherche du Québec.

En matière de **développement technologique**, les actions du Ministère ont porté sur le développement d'alliances et de partenariats avec des centres de recherche et des organismes d'Allemagne et du Royaume-Uni. Par ailleurs, le projet Euro-Québec hydrogène s'est poursuivi en 1991-1992 avec la collaboration du MER, du MICT et d'Hydro-Québec.

Dans le domaine de la **culture, des communications et de la langue**, le Ministère a poursuivi ses efforts pour concentrer ses activités de diffusion culturelle dans les secteurs d'excellence et sur les marchés les plus prometteurs (France, Europe et États-Unis). A ce titre, il convient de noter le succès obtenu par les artistes québécois d'avant-garde au Next Wave Festival de New-York.

Les colloques franco-québécois sur les technologies de l'information et sur le financement de la production audiovisuelle ont permis de renforcer la présence des industries québécoises de la culture, des communications et de la langue sur le marché français et de favoriser des alliances susceptibles d'accroître le potentiel de production de ces industries.

Dans le domaine des **ressources humaines**, l'action du Ministère, conformément aux objectifs de la politique d'immigration du gouvernement, vise à accroître le nombre d'immigrants susceptibles de s'intégrer à la majorité francophone et de contribuer au développement du Québec. Dans cette perspective, et en concertation avec le MCCI, les ressources du réseau ont été redéployées en faveur des pays pouvant répondre à cet objectif, particulièrement la France. Le Ministère a également continué d'apporter sa contribution à la formation d'étudiants étrangers au Québec et à accentuer ses efforts pour inclure la dimension formation dans les échanges de jeunes avec la France et la communauté française de Belgique.

Dans le domaine du **développement social**, l'action a été centrée sur la collaboration avec les principaux partenaires, particulièrement la France, autour de sujets d'intérêt prioritaire et sur la promotion de l'expertise québécoise dans certains pays d'Amérique latine et d'Afrique, de même, qu'auprès d'organismes internationaux de financement.

En matière d'**environnement**, l'attention a porté sur la poursuite de la coopération avec certains pays liés par ententes avec le Québec et sur la participation aux mécanismes de discussion établis avec les États américains du Nord-Est et des Grands Lacs. Le Ministère a également coordonné la participation québécoise aux travaux préparatoires au Sommet de la Terre de Rio, ainsi qu'à la Conférence des ministres francophones de l'Environnement qui s'est tenue à Tunis.

Dans le domaine du **rayonnement**, qui regroupe les activités dont l'objectif est de faire connaître la réalité du Québec à l'étranger, une part importante des efforts a visé à présenter à nos divers partenaires les divers aspects de la réalité, notamment auprès des milieux sensibilisés par ailleurs à certains enjeux du développement du Québec. La coordination de la participation québécoise à l'exposition universelle de Séville a également constitué un dossier important de rayonnement tandis que la poursuite des activités du programme d'aide aux événements internationaux multilatéraux aura permis de mieux faire connaître le Québec à l'étranger. En outre, le Ministère a continué d'apporter son soutien au maintien et au développement des centres d'études québécoises aux États-Unis et en Europe.

Dans le domaine des **relations intergouvernementales et institutionnelles**, les principales activités ont été liées à la participation du Québec à certains forums internationaux comme le 4^e Sommet réunissant les chefs d'États et de gouvernements des pays membres de la francophonie, à l'organisation de missions et visites ministérielles, à l'accueil de représentations étrangères et au développement de liens plus étroits avec les organisations internationales, dont l'OCDE. En outre, le Ministère a contribué à la création du fonds de développement international de Montréal (FDIM) afin d'encourager l'établissement au Québec d'organisations internationales de première importance.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Orientations 1992-1993

Les transformations en cours sur la scène internationale continueront d'avoir un impact important sur le Québec au cours de la prochaine année et nécessiteront une vigilance constante de la part du gouvernement dans la conduite de l'action internationale.

La politique d'affaires internationales du gouvernement du Québec, rendue publique en septembre 1991, a permis de fixer un cadre que la programmation intégrée des affaires internationales va commencer à traduire afin que l'action internationale du gouvernement, de ses ministères et organismes, contribue réellement au développement économique, social, culturel et politique du Québec ainsi qu'à son rayonnement à l'étranger.

En termes opérationnels, le Ministère consentira d'importants efforts à la mise en oeuvre de la politique qui s'appuiera sur l'élaboration de plans d'action internationale à perspective triennale, notamment pour les domaines de la science et technologie, de la culture et des communications, du rayonnement et pour plusieurs secteurs du domaine de l'économie.

La mise en oeuvre de la politique appelle également la traduction opérationnelle d'autres propositions de la politique concernant les moyens d'action : bourses d'études avancées pour les Québécois, volet international du fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), soutien au développement des études au Québec sur les États-Unis, l'Europe et l'Asie, la participation systématique des communautés culturelles à l'action internationale, l'adaptation de la configuration du réseau en y intégrant les propositions de la politique relatives notamment aux conseillers en science et technologie et l'examen des instruments de soutien à l'action internationale.

Conformément à la politique, les priorités de l'action internationale iront au **développement économique** (recherche d'investissements étrangers destinés à renforcer les grappes industrielles concurrentielles et à la promotion des exportations et du tourisme), au développement des échanges **scientifiques et technologiques**, notamment avec les pays industrialisés, au développement des industries de la **culture et des communications** et au développement des **ressources humaines**.

Dans le **domaine économique**, les orientations retenues pour 1992-1993 mettent un accent particulier sur le soutien au **développement industriel** et sur l'appui aux entreprises capables de s'engager dans une action soutenue sur les marchés étrangers.

Le Ministère continuera à participer aux discussions entourant l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, à suivre la mise en oeuvre et le développement de l'Accord entre le Canada et les États-Unis et les négociations de l'Uruguay Round et à veiller à la défense des intérêts du Québec dans les différends commerciaux.

En matière de prospection d'investissements, la création d'un **Bureau de prospection des investissements étrangers** au Ministère permettra de développer une approche systématique et de mieux planifier et coordonner l'action du Ministère et de ses principaux partenaires (MICT, MER, MTO). Par ailleurs, plusieurs délégations développeront une action plus systématique en la matière.

Une préoccupation importante concerne le **transfert de technologie**. Des actions seront entreprises en étroite collaboration avec les ministères et organismes dans ce domaine, notamment grâce au démarrage prévu du réseau de circulation d'offres et de demandes de technologie originant d'entreprises québécoises et visant les partenaires étrangers (système OPTECH).

Les efforts de promotion des exportations se poursuivront afin d'accroître le nombre d'entreprises exportatrices capables d'une action soutenue sur les marchés étrangers. Le nouveau programme de la Société de développement industriel (SDI), le programme d'aide à la promotion des exportations (APEX) révisé pour favoriser une meilleure connaissance des marchés extérieurs, le développement du programme SAM (Service d'agents manufacturiers) aux États-Unis et l'appui du Ministère à la mise en place d'une maison de commerce sont autant de moyens qui devraient permettre d'accroître le nombre d'entreprises exportatrices et les exportations du Québec à l'étranger.

Dans le domaine de la **science et de la technologie**, l'accent portera sur la collaboration entre équipes et centres d'excellence québécois avec ceux des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Belgique et du Japon. L'ajout d'un volet international au fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) et d'un conseiller "science et technologie" dans une délégation aux États-Unis, le développement du nouveau programme de coopération scientifique avec les États-Unis et avec le Japon et le renforcement de cette coopération avec la France et les instances francophones en liaison avec les champs d'application technologique possibles, permettront de donner une importance accrue à cette deuxième priorité identifiée par la politique.

Dans le domaine de la **culture**, des **communications** et de la **langue**, les efforts portent essentiellement sur l'accroissement de la promotion des activités de diffusion culturelle à l'étranger dans les secteurs d'excellence de la création et de la production artistiques québécoises (arts visuels et arts de la scène), sur la promotion des industries culturelles (édition, cinéma, disque et spectacle) et l'établissement de partenariats, de coproductions et d'échanges de ressources. Par conséquent, les projets et activités se déroulant dans le cadre d'événements majeurs seront privilégiés afin d'obtenir des effets multiplicateurs en termes de développement d'alliances et de partenariats.

En matière de **ressources humaines**, la sélection et le recrutement d'immigrants pouvant contribuer au développement du Québec et l'augmentation, parmi ces immigrants, du nombre de francophones et d'investisseurs demeurent une priorité. Par ailleurs, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et avec le FCAR, des efforts additionnels seront consentis afin de contribuer, dans des secteurs prioritaires de développement, à la formation d'étudiants étrangers de cycles avancés au Québec, et à la formation d'étudiants québécois dans des centres d'excellence étrangers. En outre, le Ministère appuiera le développement au Québec d'études sur certaines régions du monde (États-Unis, Europe, Asie). En matière d'échanges de jeunes avec la France et la Belgique, la proportion des stages permettant l'acquisition de connaissances liées à l'exercice d'une profession sera augmentée sensiblement et, avec la participation des HEC, les échanges de jeunes étudiants en administration des affaires seront encouragés aux États-Unis.

Dans le domaine du **développement social** et de l'**environnement**, l'action internationale en matière sociale vise essentiellement à favoriser le renforcement ainsi que la promotion de l'expertise québécoise. Dans cette perspective, la coopération établie en matière d'affaires sociales, principalement avec la France et la Belgique, sera poursuivie sur des questions d'intérêt prioritaire. Cette coopération sera complétée par des activités de promotion de l'expertise québécoise en Amérique latine, en Afrique, en Europe de l'Est, en Asie et auprès d'organismes internationaux susceptibles d'être intéressés à y avoir recours. En matière d'environnement, l'accent est mis sur le suivi des ententes bilatérales avec les États-Unis, le développement d'une coopération technique et industrielle avec la France, le renforcement d'une coopération scientifique, technologique et industrielle avec les pays ou régions d'Europe signataires d'une entente de coopération avec le Québec (Pays-Bas, Flandre, Wallonie et Bavière) ainsi que la promotion de l'expertise québécoise en Amérique latine et auprès des organisations internationales se consacrant à l'environnement.

En matière de **rayonnement**, la politique propose une démarche active visant à faire connaître aux décideurs étrangers, les principaux aspects de la réalité québécoise actuelle : économique, culturelle et institutionnelle. Pour ce faire, le Ministère compte faire partager aux principaux intervenants publics québécois le positionnement adopté dans la politique et pouvant leur être utile dans la mise en oeuvre de leur stratégie et de leurs programmes de communication à l'étranger afin d'assurer l'efficacité de l'action gouvernementale en cette matière et de cibler les milieux influents chez nos principaux partenaires étrangers.

Le plan d'action que le Ministère compte élaborer à ce sujet avec la collaboration de ses partenaires publics et privés devrait permettre de répondre à cette préoccupation.

En matière de **relations intergouvernementales et institutionnelles**, la priorité est accordée au renforcement des relations institutionnelles privilégiées, structurées et continues avec les gouvernements étrangers et centrées sur des enjeux d'intérêt commun. Le Ministère entend également maintenir une participation active aux instances multilatérales et aux conférences traitant de questions d'intérêt majeur et entretenir des relations suivies avec les organisations internationales, notamment de financement. Dans cette perspective, le Ministère participera à la planification et à l'organisation des missions et visites ministérielles susceptibles de contribuer au resserrement des liens avec des gouvernements étrangers et poursuivra ses efforts afin d'encourager certaines organisations internationales à s'implanter au Québec.

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTATS-UNIS

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la Direction du Ministère, la Direction générale des États-Unis doit élaborer et proposer une stratégie de relations avec les États-Unis. Elle doit établir la programmation des activités qui en découlent et visant à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social. Elle doit aussi gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

Bilan 1991-1992

Au cours de l'année budgétaire 1991-1992, la recherche de la qualité de l'action auprès des clientèles québécoise et américaine a été l'objectif premier de la programmation. Les efforts ont porté sur la valorisation du rôle des conseillers, au siège et dans le réseau, et sur la modification de programmes, particulièrement dans les domaines scientifique, culturel et de la formation des ressources humaines, en vue d'en faciliter la compréhension et l'utilisation par les clientèles. Au niveau des communications, la direction a mis au point plusieurs nouveaux outils afin de mieux informer les clientèles. Les domaines prioritaires d'intervention ont été la prospection d'investissements, les transferts technologiques, le développement du commerce et la coopération scientifique et technologique. Les relations directes avec les milieux politiques, administratifs, financiers, des affaires et des médias ont également été intensifiées dans la capitale fédérale américaine.

Dans le domaine de la culture et des communications, le dossier du cinéma a fait l'objet de rencontres suivies et actives avec la SOGIC, l'OMDEQ et la CIDEQ afin de préparer une stratégie favorisant le tournage cinématographique au Québec.

Plusieurs activités ont été réalisées avec le ministère du Tourisme, notamment une campagne publicitaire concentrée dans la région du Nord-Est et la venue de journalistes spécialisés en tourisme, chasse et pêche.

Dans le domaine **économique**, les secteurs et champs d'intervention prioritaires ont été la prospection d'investissements, les transferts technologiques, le développement du commerce et les relations avec les médias. Cinquante-trois (53) activités ont été réalisées sur le territoire américain, essentiellement dans les sous-domaines du commerce, du développement technologique et de la prospection d'investissements. Plusieurs activités ont dû être annulées dans le secteur de la défense, qui connaît actuellement une situation très difficile. D'autres activités ont été ajoutées, par exemple dans le secteur de l'aéronautique afin de suppléer au manque à gagner des sous-traitants spécialisés.

Au plan de la **prospection des investissements**, la direction a poursuivi sa recherche des entreprises américaines installées au Québec mais qui ont leur siège social ailleurs au Canada. Les délégations ont amorcé un suivi auprès de 180 de ces compagnies. Des activités de prospection d'investissements ont été menées conjointement avec le ministère du Tourisme, dont une à Providence (Rhode Island) à l'occasion d'une semaine québécoise dans cette ville. En concertation avec le MICT, plusieurs activités de maillage d'entreprises dans le domaine de la biotechnologie ont été réalisées, notamment à Orlando, Tampa et Milwaukee. Finalement, une table de concertation réunissant les entreprises et les principaux intervenants du domaine a également été organisée.

La DGEU a reçu, au cours de l'année, 474 dossiers dans le cadre du programme APEX : 290 ont été acceptés à ce jour et 71 sont encore à l'étude.

Le MAI a collaboré étroitement avec le MICT, le MAPAQ et la SDI au développement de la capacité exportatrice des entreprises québécoises en assumant ses fonctions de conseil, d'animation, de concertation et en favorisant leur participation à des expositions et des missions commerciales et techniques.

Ainsi, les conseillers des directions économiques et le conseiller économique en poste à Québec ont effectué 526 visites industrielles et accueilli 745 entrepreneurs québécois. De plus, les conseillers économiques ont participé et/ou organisé 254 séminaires, conférences, colloques et consultations, en concertation avec d'autres ministères ou organismes du gouvernement du Québec et du secteur privé.

En matière d'énergie, les échanges entre le Québec, la Nouvelle-Angleterre et New York ont été nombreux et diversifiés et ont touché également les considérations environnementales.

Plusieurs activités et mesures de formation du personnel ont été initiées au cours de l'année afin de concrétiser une approche nouvelle axée sur l'amélioration de la qualité de la relation globale avec les clientèles et la valorisation de l'expertise tant du personnel de la Direction générale États-Unis que de celui des délégations. La DGEU a organisé des sessions et des séminaires spécifiquement destinés aux conseillers économiques en poste aux États-Unis, aux attachés commerciaux et aux conseillers économiques à Montréal.

De nouveaux programmes ont également été développés ou consolidés. Le programme SAM (Service d'agents manufacturiers), amorcé lors de la précédente programmation, a fait l'objet d'efforts particuliers, si bien que les banques combinées de la DGEU et du réseau du Québec aux États-Unis totalisent aujourd'hui 5 000 inscriptions d'agents regroupant près de 15 000 représentants américains intéressés à représenter des entreprises québécoises et à vendre leurs produits aux États-Unis. Jusqu'à maintenant (31 mars 1992), 378 entreprises des secteurs manufacturiers se sont inscrites au Programme et 750 réseaux de ventes américains ont été référés.

Plus de 350 foires et expositions américaines (nationales, régionales et thématiques), spécialisées et/ou pour grand public, sont visitées annuellement par des exportateurs québécois qui y participent et par les conseillers et attachés économiques et commerciaux en fonction au Québec et aux États-Unis. Pour assurer aux clientèles l'accès à l'information recueillie à l'occasion de ces expositions, la DGEU a travaillé, cette année, à la création d'une nouvelle banque de données appelée SIFE (Système d'information sur les foires et expositions) proposant diverses informations à partir d'un rapport standardisé sur les faits saillants de ces événements (par exemple, la fréquence de la foire ou de l'exposition, son envergure, sa vocation professionnelle ou grand public, le nombre de visiteurs, les secteurs couverts, le nombre d'exposants, ceux en provenance du Québec et du Canada, les conditions générales de participation, les coûts de location, etc.). Une évaluation de la foire est également faite par le conseiller ou l'attaché.

Plusieurs nouveaux outils de communication ont été créés afin de promouvoir les programmes et services de la direction générale. Ainsi, la DGEU a établi des profils pour chacun des États avec lesquels le Québec entretient des rapports importants (28 États), de même que des fiches synthèse pour chacun des 50 États de l'Union, ainsi que pour le district de Colombia. Une fiche nationale sur les États-Unis et une fiche sur le Québec ont également été préparées et elles proposent différents points de comparaison. Le guide de prospection du marché de la Nouvelle-Angleterre a été entièrement revu et servira de modèle pour les marchés de l'Ouest, du Sud, du Mid-Atlantic et du Midwest.

Une attention particulière a été apportée à la réorganisation du travail à la Direction des affaires culturelles, politiques et sociales (DACPS) de la DGEU, à Québec. Ainsi, la fonction "pupitre" a été consolidée afin d'améliorer le lien entre le siège et le réseau dans le traitement de tous les dossiers. Ces trois pupitres ne joueront plus ce rôle traditionnel de transitaires et deviendront progressivement le lieu premier de coordination de l'action internationale du gouvernement du Québec sur les différents territoires.

Également, à la DACPS, les anciens programmes ont été redéfinis, regroupés et parfois abolis, afin d'améliorer la structure d'intervention aux États-Unis et d'harmoniser les divers volets des programmes à des fins de rayonnement du Québec. Les programmes sont désormais articulés par domaines d'intervention : échanges scientifiques (recherche scientifique et développement technologique), échanges académiques (rayonnement et ressources humaines) et affaires culturelles (culture et communications). L'appui accordé aux études canadiennes et québécoises a été réorienté afin de diversifier les relations avec les universités américaines et de s'assurer que les bourses soient accordées à des chercheurs qui traitent du Québec contemporain dans ses dimensions économique, politique et sociale.

Les programmes d'échanges de jeunes ont été revus ou consolidés, notamment par l'instauration d'un stage pour trois (3) étudiants des HEC dans des entreprises new-yorkaises, sélectionnées par la Pace University, pour une période de deux (2) mois. En matière d'échanges d'étudiants, la DGEU vise à augmenter le nombre de boursiers québécois et à diversifier les universités de provenance, diversifier également les États américains receveurs, à faciliter les stages dans les entreprises québécoises d'étudiants américains et à favoriser des ententes inter-universitaires de réciprocité.

Par ailleurs et jusqu'à maintenant, les relations institutionnelles aux États-Unis se sont développées avec des intervenants régionaux (États et regroupements d'États). La conjoncture politique et économique a amené le gouvernement du Québec à rechercher, parallèlement, la création de liens nouveaux avec des institutions et organismes nationaux américains afin de s'assurer que ses intérêts soient adéquatement représentés et pris en compte dans les dossiers majeurs (constitution, hydro-électricité, environnement, langue, culture). Le ministre des Affaires internationales s'est ainsi rendu à Washington à trois reprises. Des contacts directs avec des représentants des divers milieux de la capitale fédérale ont permis de présenter la position du gouvernement du Québec dans de nombreux dossiers, notamment en matière constitutionnelle. Ces visites ont permis d'établir une ligne de communication directe avec des interlocuteurs américains.

En **environnement**, le secrétaire aux Ressources naturelles du Wisconsin s'est rendu à Québec, en octobre 1991, pour y rencontrer le ministre de l'Environnement dans le cadre de l'entente Québec-Wisconsin en matière d'environnement.

Le Comité sur l'environnement de la Conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada s'est réuni à Portland (ME) en novembre.

Le Comité Québec-Vermont sur la gestion des eaux du lac Memphrémagog s'est réuni à six reprises pour mettre en oeuvre son plan de travail. Deux rencontres tripartites au niveau ministériel Québec/Vermont/New York ont eu lieu : la première à Plattsburgh (NY) en juin et la seconde à Burlington (VT) en septembre.

Le comité Canada/États-Unis sur la qualité de l'air s'est réuni pour la première fois à Washington en novembre. Le Québec est membre de la délégation canadienne de ce comité.

Le Québec a aussi délégué de nombreux représentants aux divers mécanismes créés par les États des Grands Lacs sur l'environnement: Comité de gestion des ressources en eaux des Grands Lacs, Accord sur la qualité de l'eau, comités techniques de la Commission mixte internationale.

La coopération institutionnelle a aussi été intense dans de nombreux secteurs : tourisme, transport, communications, commission des valeurs mobilières, communautés culturelles et immigration et bureau de l'Inspecteur général des institutions financières.

Orientations 1992-1993

Les virages entrepris en 1991-1992 ont été amplifiés ou modifiés en 1992-1993 pour respecter les orientations annoncées dans la politique d'affaires internationales rendue publique par le gouvernement du Québec. Les nouvelles responsabilités qui ont été confiées à la DGEU seront assumées pleinement. Les cinq domaines d'action prioritaires sont : l'économie, la science et la technologie, les ressources humaines, la culture et le rayonnement. Des réaménagements importants ont été réalisés au niveau des ressources humaines et financières pour permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Cinq orientations de base sont retenues en 1992-1993 :

- a) le développement de l'expertise;
- b) l'amélioration des communications avec les clientèles;
- c) l'amélioration des stratégies sectorielles;
- d) la diversification des marchés et des produits pour les directions économiques et celle des intérêts pour la DACPS;
- e) le développement de nouvelles formes de promotion.

En matière de rayonnement, l'"Offensive États-Unis" est proposée et un budget important y est consacré. Cette "Offensive" permettra au Québec de faire activement la promotion de ses intérêts aux États-Unis dans sept secteurs, choisis en fonction des préoccupations actuelles. Le dossier Grande-Baleine fait évidemment partie de ce plan d'action qui comporte des opérations variées, tant au Québec qu'aux États-Unis, par et auprès d'intervenants actifs dans différents secteurs d'activités : politique, économique, universitaire, culturel, médiatique et autres.

La DGEU poursuivra le développement des rôles d'expert, d'acteur et de stratège qu'elle avait entrepris en 1991-1992. Elle continuera de demander à son réseau de délégations aux États-Unis de concentrer ses énergies sur les fonctions "Reporting, Acting et Networking" (RAN). La qualité du service à ses clientèles sera présente dans toutes ses interventions et demeurera, en 1992-1993, une des priorités. Les efforts seront poursuivis pour améliorer le lien entre le siège et le réseau de délégations dans le sens des gestes importants qui ont été posés au cours de la dernière année.

La direction générale a travaillé en étroite collaboration avec le réseau des délégations pour mettre au point la problématique des territoires couverts et pour déterminer les orientations et les stratégies. Les propositions présentées sont le fruit d'un consensus et le résultat de consultations intenses, notamment avec 17 ministères et organismes du gouvernement du Québec actifs aux États-Unis. Plusieurs projets seront réalisés avec l'un ou l'autre de ces organismes ou par l'un d'entre eux. Le MICT, le MAPAQ, le MESS, le MEQ, le MER, le MENVIQ, les ministères des Transports, des Communications, des Affaires culturelles, le MCCI, le MTO, le SAIC, la Société d'assurance automo-

bile et même l'Assemblée nationale sont quelques-uns des partenaires qui travailleront avec la DGEU.

La direction générale assure la mise sur pied de nouveaux projets ou le développement de programmes existants totalisant une somme de 301 000 \$, soit presque 20 % du budget alloué. Ces nouvelles allocations budgétaires serviront à mieux atteindre les priorités 1992-1993. Cette réallocation a été rendue possible par un resserrement important des dépenses dans les activités traditionnelles et par l'abandon ou la réduction de programmes moins performants.

DIRECTION GÉNÉRALE EUROPE

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la Direction du Ministère: élaborer et proposer une stratégie de relations avec l'Europe; établir la programmation des activités qui en découlent et qui visent à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social; gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

Bilan 1991-1992

DIRECTION EUROPE MÉDITERRANÉENNE ET BÉNÉLUX (DEMB)

Le bilan des activités 1991-1992 portera essentiellement sur les activités avec les pays de l'Europe méditerranéenne et du Benelux avec lesquels le Québec entretient des relations suivies et importantes, notamment avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne. Parmi les événements les plus importants, rappelons:

- la Semaine Italie-Québec: mission économique dirigée par le ministre des Affaires internationales à laquelle ont participé 76 personnes représentant 57 entreprises et organismes;
- la création de la Sous-commission mixte italo-québécoise;
- la mission conjointe MICT-MAI de promotion des investissements en Espagne et réorientation des accords de coopération avec la Catalogne et la Communauté autonome de Madrid en faveur d'un accroissement de la coopération économique;
- la mission du ministre des Affaires internationales aux Pays-Bas;
- le Séminaire sur l'environnement dans le cadre de la Semaine Wallonie-Québec;
- la participation à Flander's Technology de 11 sociétés ou organismes, auquel s'est associé le ministre des Communications et, enfin,
- le séjour du premier ministre à Bruxelles dans le cadre de sa mission à Davos.

Dans l'ensemble du territoire, 109 dossiers ont été traités dans le cadre du programme APEX et 5 dossiers dans le cadre du programme Acheteurs.

Benelux

Dans le domaine de la prospection des investissements, un certain nombre de compagnies se sont établies au Québec avec l'aide de la Délégation générale du Québec à Bruxelles. Mentionnons en particulier: ION Beam Application (R/D en électronique) et la Brasserie RIVA qui a établi un partenariat avec la Brasserie Massawipi. Deux autres compagnies ont fait des acquisitions: Ackermans et Van Haren ont acquis la filiale de Provigo, Distribution aux consommateurs (50 millions \$), et DEHIK a acquis Eastern Township Inc. (5 millions \$).

En matière de transfert technologique, M3I, filiale d'Hydro-Québec a conclu une entente de partenariat avec LANDYS et GYR; ils ont obtenu un contrat de 3 millions \$ pour installer une mosaïque interactive (4 écrans) dans la salle de contrôle de la ville de Gand.

Dans le domaine des technologies de l'information, DESTIN Inc. (représenté en Belgique par BJI) a obtenu de nombreux contrats et a même effectué une percée sur le marché français.

Répondant à l'invitation de la ministre du Commerce extérieur des Pays-Bas, le ministre s'est rendu aux Pays-Bas pour:

- raffermir les liens sur les plans politique et économique;
- informer les interlocuteurs institutionnels, ainsi que ceux du secteur privé, sur les contextes politique et économique, au Québec et au Canada, par le biais entre autres d'une allocution au World Trade Center d'Amsterdam;
- appuyer les efforts des représentants de sociétés québécoises dans les domaines de l'aéronautique, de l'informatique, de l'environnement et de l'instrumentation médicale.

Suite à cette mission, Ideonic Europe (logiciel hospitalier) a effectué une importante percée aux Pays-Bas.

Dans le cadre de l'entente en environnement, une séance de travail réunissant les représentants des ministères de l'Environnement du Québec et des Pays-Bas a eu lieu, en janvier 1992, afin de déterminer les axes prioritaires pour 1992-1993. Ceux-ci porteront sur les indicateurs environnementaux, la gestion du lisier et les sols contaminés.

Le Québec a organisé un séminaire de promotion d'investissements à Eindhoven, de concert avec les banques néerlandaise MNB et flamande KREDIETBANK. Plus d'une centaine de représentants des milieux d'affaires et institutionnels, néerlandais et belges, y ont participé.

Le Québec a participé, à titre d'exposant, à l'important salon technologique Flanders' Technology International (FTI) qui a eu lieu à Gand du 22 au 28 avril 1991. Le ministre des Communications, M. Lawrence Cannon, s'est associé à la délégation québécoise qui était composée de 11 sociétés et organismes du domaine des technologies de l'information. Au volet exposition s'est greffé un séminaire sur le potentiel québécois dans ce secteur à l'intention des participants et visiteurs du salon. Le Québec a obtenu une importante couverture médiatique; de nombreux articles sur des industriels québécois ont été publiés.

Le Québec a introduit une dizaine de dossiers d'offre et de demande de technologie auprès de son partenaire flamand. À la suite de modifications aux modes de fonctionnement respectifs, la gestion des dossiers de transfert de technologie s'avérera plus efficace encore en 1992-1993.

La coopération Wallonie/Québec compte 42 activités cette année. Quatorze originent du Québec, 13 de la Wallonie et 15 sont conjointes. En date du 31 mars, 28 ont été réalisées. Elles se répartissent dans la coopération institutionnelle et en majeure partie dans les échanges technologiques, commerciaux ou industriels. Ces activités ont permis à 34 Québécois d'effectuer des missions en Wallonie.

Au chapitre de l'agro-alimentaire, toutes les activités prévues ont été réalisées. Du côté des technologies de l'information, un répertoire des logiciels québécois exportables, produit par Logibase, est maintenant diffusé sur le territoire.

Au chapitre de l'environnement, toutes les activités prévues ont fait l'objet d'échanges d'information ou de missions. Les points forts de ce secteur ont été le Séminaire conjoint sur les sols contaminés, tenu à l'occasion de la Semaine wallonne au Québec, et la signature d'une entente de transfert technologique entre le groupe DESOURDY et IDELUX. Signalons également que, lors de son séjour en Belgique, le premier ministre a annoncé le lancement du programme Volvox (SIAD, pour la gestion de crise environnementale).

Au chapitre des matériaux, cinq projets du Centre des matériaux composites (CMC) de St-Jérôme et du Centre des technologies textiles (CTT) de Saint-Hyacinthe sont en cours et les collaborations industrielles se dessinent. Dans le volet du transfert de technologie, douze dossiers ont été ouverts cette année.

Dans le secteur de la coopération scientifique avec la Communauté française de Belgique, la DEMB, en collaboration avec le MESS et ses partenaires de la CFB, a réorienté les champs de coopération dans les secteurs d'intérêt commun prioritaires, notamment dans ceux des technologies de l'information et des nouveaux matériaux. Elle a également étudié les modalités de mise sur pied d'un programme favorisant la mobilité des étudiants. Dans le domaine de l'industrie cinématographique, signalons une programmation de 15 films québécois et la participation d'une vingtaine de professionnels au 6e Festival international du film francophone de Namur; le lancement à Bruxelles, en collaboration avec le distributeur "Coopérative Nouveau Cinéma", du film "Vincent et moi" de la série "Conte pour tous" du producteur Rock Demers, et présentation de six autres films de la même série.

Dans le domaine des arts de la scène, l'événement le plus marquant a été "Allô... à l'eau, Bruxelles-Montréal", manifestation chorégraphique organisée au Centre culturel de la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Mille spectateurs ont assisté à cet événement et il y eut une excellente couverture médiatique. Le Théâtre Ubu et le Théâtre de la Marmaille, en tournée en Belgique, ont obtenu un bon succès.

Italie

La Semaine Italie-Québec 1991 a été l'événement prédominant de l'année 1991-1992. Une délégation de 76 personnes représentant 57 entreprises et organismes, sous la direction du ministre des Affaires internationales, a participé à cette semaine. Les résultats des activités peuvent être résumés de la façon suivante: deux ententes de coopération universitaire, quatre ententes de distribution commerciale et une entente de sous-traitance. D'autres ententes sont en négociation: une de coopération universitaire; sept de distribution commerciale; deux d'alliance stratégique; une de coopération bancaire et enfin une de sous-traitance.

Dans le cadre de cette semaine, le ministre a rencontré certaines autorités politiques, dont le ministre Butini et les représentants de la région Émilie-Romagne avec lesquels il a été convenu d'intensifier la coopération. Le ministre a également rencontré les dirigeants de l'IRI et l'EFIM, grandes sociétés d'État italiennes.

En outre, dans le secteur du développement industriel et des investissements, le Ministère a organisé la participation du CRIQ, des HEC, du Parc technologique du Québec métropolitain, de la Société de promotion économique du Québec métropolitain et du Conseil de l'industrie électronique du Québec Inc. à la Foire des nouvelles technologies de Turin. Les participants ont pu donner suite à des dossiers amorcés lors de la Semaine Italie-Québec et développer de nouveaux dossiers potentiels de collaboration. La Délégation du Québec à Milan a tenu un stand à la foire Altechnologie d'Erba. Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie y a présenté le réseau OPTECH. Des liens de collaboration se sont noués avec CESTEC, organisateur de la foire Altechnologie pour des échanges de technologies entre la région de la Lombardie et du Québec.

Au plan de la culture, la programmation 1991-1992 a servi à consolider la coopération Québec-Italie en matière de muséologie. Le Ministère a contribué activement à l'organisation de l'exposition "Rome, 1000 ans de civilisation" qui se tiendra au Palais de la civilisation de Montréal du 7 mai au 28 septembre 1992.

Dans le domaine de l'industrie du livre, le Québec a organisé, comme à chaque année, la participation de 16 éditeurs québécois à la Foire internationale du livre de Bologne.

En outre, des pas importants ont été faits dans les relations intergouvernementales: création en juin 1991 de la Sous-commission mixte italo-qubécoise lors de la réunion de la Commission mixte Italie-Canada. La Sous-commission traitera des domaines suivants: coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et technologique, coopération en matière culturelle, coopération en matière de communication et soutien aux études québécoises et italiennes. Les négociations intenses se sont poursuivies en vue de conclure l'entente en matière fiscale.

Espagne

L'année 1991-1992 a été caractérisée par une intensification des activités avec l'Espagne:

- une mission conjointe (juin 1991) MAI-MICT (séminaires d'investissement) a permis au sous-ministre adjoint, accompagné du conseiller, de rencontrer des interlocuteurs clés et de leur communiquer les nouvelles orientations économiques du MAI;
- une mission en câblodistribution (décembre 1991) appuyée par le MCQ et composée d'investisseurs québécois à la recherche de partenaires espagnols intéressés à câbler de petites villes espagnoles;
- une mission du MICT (novembre 1991) a prospecté le secteur de la machine-outil;
- une mission multisectorielle (janvier 1992) réunissant des PME québécoises en quête de partenaires et proposant des apports technologiques québécois dans les secteurs des logiciels (gestion de réseaux de ventes), de la machinerie pour le bois, de la transformation des produits de la pêche, de la construction en structures légères, de l'enseignement de l'électronique et de la géomatique. Cette mission multisectorielle, à Madrid et Barcelone, réalisée du 17 au 31 janvier 1992, est venue confirmer la justesse des prévisions touchant ce pays en pleine expansion. Il en découle une très forte probabilité d'attribution d'un premier contrat de 400 millions \$ pour des travaux de réhabilitation d'immeubles et une commande de produits de la mer de plus de 1 million \$.

DIRECTION EUROPE DU NORD-OUEST (DENO)

Allemagne, Suisse et Autriche

Les relations avec l'Allemagne se sont intensifiées davantage au cours de 1991-1992, surtout avec la Bavière mais également avec la Saxe et Berlin. L'accent a été mis sur le développement technologique, la prospection de nouveaux investissements, le commerce international, la formation, l'environnement et les relations gouvernementales.

L'activité principale en 1991-1992 a été la visite au Québec du ministre-président de la Bavière, le docteur Max Streibl, et la visite du premier ministre Robert Bourassa en Bavière. Ces visites ont permis de resserrer les liens et d'élargir davantage la coopération avec ce Land. L'entente CRIM/FORWISS dans le domaine de l'intelligence artificielle et du génie logiciel prend de plus en plus d'ampleur et les échanges entre l'École Polytechnique de Montréal et l'Université Technique de Munich dans le domaine des «couches minces» se poursuivent. Suite à la signature, en avril 1991, d'une entente entre le Québec et la Bavière dans le domaine de l'environnement, une première mission québécoise a été réalisée dans le but d'étudier les possibilités de transfert de technologies et d'une collaboration sur des projets environnementaux dans les «Nouveaux Länder» et dans les pays est-européens.

Dans le domaine du commerce international, la Direction Europe du Nord-Ouest (DENO) a participé à plusieurs activités importantes: deux missions dans le domaine du bois d'oeuvre et du matériel de construction, une participation à la foire «CONSTRUCTA», une mission dans le domaine de l'informatique à l'occasion de l'exposition «CEBIT» et une

mission à l'occasion de l'exposition «MEDICA» dans le domaine médical. Une mission commerciale «tiers pays» a permis de développer davantage le concept de coopération avec des compagnies allemandes et autrichiennes sur des projets dans des «Pays Tiers».

L'implication de la délégation a été déterminante pour permettre la tenue à Montréal de la commission mixte CANADA/RFA à l'occasion du 20^e anniversaire de l'entente scientifique entre les deux pays. La délégation allemande a été dirigée par le ministre de la Science et de la Technologie de l'Allemagne, le docteur Heinz Riesenhuber. La DENO a fait une contribution majeure à cet événement, ce qui a permis au MAI de faire connaître aux Allemands certains acquis du Québec dans le domaine scientifique, et de démontrer le grand intérêt du Québec à coopérer davantage avec l'Allemagne.

D'autres activités importantes ont été organisées dans les domaines scientifique et technologique, notamment: une mission technologique à la Foire industrielle d'Hanovre, une mission scientifique à Berlin et en Saxe, un séminaire scientifique en informatique à Berlin et une mission en aérospatiale. Plusieurs de ces activités étaient des opérations mixtes incorporant des éléments scientifiques, technologiques et commerciaux.

Dans le domaine des affaires publiques, la DENO a apporté un support technique et financier dans l'organisation de trois expositions d'oeuvres québécoises. Elle a également organisé des tournées de conférenciers québécois en Allemagne et a facilité la participation de certains éditeurs québécois à la Foire internationale du livre de Francfort.

En matière de formation et d'enseignement, la DENO a organisé le Symposium sur la formation professionnelle en entreprise Allemagne-Québec qui s'est tenu en décembre 1991 à Montréal. Onze (11) experts allemands ont participé à ce symposium afin d'amorcer une coopération en matière de formation professionnelle dans six secteurs prioritaires. De plus, le MAI a renégocié l'entente de coopération avec le DAAD (organisme allemand qui gère les bourses d'études universitaires). Soulignons également le support technique et financier accordé par le MAI à trois missions d'étudiants québécois universitaires en Allemagne.

Au niveau du rayonnement institutionnel du Québec, le MAI a amorcé le développement des études canadiennes et québécoises dans les milieux universitaires allemands.

En plus de participer à de nombreuses activités en Allemagne, entre autres le congrès de l'Association allemande des études canadiennes à Grainau, signalons la mission au Québec des professeurs Dr Roland Vogelsang et Lothar Wolf, respectivement président et vice-président de l'organisme susmentionné.

Royaume-Uni et Irlande

Plus de 200 dossiers d'échanges commerciaux et de transferts technologiques avec le Royaume-Uni ont été traités. Les secteurs touchés sont reliés à l'aménagement et à la décoration intérieure, aux télécommunications et à l'électronique, à l'informatique, aux meubles, aux équipements de sport et de loisirs, à l'alimentation, aux équipements de soins de santé, au transport, aux textiles, à l'aérospatiale et à la défense.

Des missions d'acheteurs ont été accueillies dans les domaines de la maison usinée et des équipements de marina.

Le MAI a participé, avec des entreprises québécoises, au grand Salon des matériaux de construction «Interbuild '91». Il a aussi organisé une première mission de vente de produits électroniques et de fibres optiques, ainsi qu'une seconde mission dans le domaine des technologies laitières au Royaume-Uni et en Irlande. Également, signalons la collaboration à l'organisation de la mission «Biotech» avec le fédéral, pour laquelle plusieurs sociétés québécoises ont reçu une contribution financière du MAI.

En 1991, le MAI a enregistré un net regain d'intérêt et de participation de la part d'un très grand nombre de sociétés québécoises pour les salons britanniques ainsi que pour les séminaires de présentation de produits dans la salle de montre de la Délégation générale du Québec à Londres. Mentionnons, entre autres, des participations dans les secteurs de l'offshore, de la câblodistribution, de l'équipement récréatif, du livre, du meuble, de l'agro-alimentaire et de la conception assistée par ordinateur (CAO).

À la faveur de la mission du premier ministre du gouvernement du Québec, les liens entre les milieux d'affaires britanniques ont pu être renforcés, principalement avec LASMO, ICI, WELCOME, TIOXIDE et ROLLS ROYCE afin d'assurer l'expansion au Québec des investissements importants de ces grandes entreprises. Aussi, lors de la mission du président d'Hydro-Québec, les liens ont été renoués avec d'importants groupes d'investisseurs britanniques au Québec et principalement avec certains fournisseurs d'équipements d'Hydro-Québec. Le passage à Londres de ces personnalités québécoises a contribué activement, auprès des médias et des décideurs britanniques, à la diffusion de l'image de société responsable dans le cadre du dossier Grande Baleine.

En 1991-1992, la Délégation générale du Québec à Londres, en association avec le BPIB, a participé à plusieurs exercices de relations publiques concernant la politique de reboisement du gouvernement du Québec. De nombreuses missions ministérielles ont également été faites à Londres, dont celles du ministre des Transports et du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Plusieurs investissements ont été réalisés au Québec par des firmes britanniques. Les principaux sont BICC avec un investissement de 10 millions \$ de l'acquisition d'Ultramar par LASMO et celle d'Hawker Siddeley par BTR.

Les implantations de firmes québécoises au Royaume-Uni sont suivies de près et encouragées dans le but d'un meilleur positionnement dans l'Europe 1993. La dernière année a été particulièrement fertile. Entre autres, les sociétés Trendex, Silonex, Téléglobe, M3I et MKS Informatique ont toutes créé une filiale ou inauguré un siège social au Royaume-Uni avec un mandat européen.

Une attention particulière est portée à la promotion de l'image d'excellence du Québec dans les secteurs de pointe, notamment l'aérospatiale, les télécommunications, les projets hydroélectriques, la gestion de nos forêts, l'environnement et les biotechnologies.

Quant aux affaires publiques, un nouveau programme favorisant la formation avancée de Québécois à l'étranger s'est concrétisé. Il s'agit du programme de coopération universitaire en recherche scientifique qui s'adresse aux chercheurs universitaires de niveau supérieur. Le programme fut réalisé grâce à la collaboration du MESS pour la partie québécoise, et au British Council, pour la partie britannique.

La participation québécoise au programme de moniteurs de français langue seconde est passé de trois à quinze universitaires. Ces derniers ont l'occasion d'acquérir, pour la plupart, des connaissances reliées à leur profession future d'enseignant.

Le MAI a maintenu sa dynamique dans le domaine des études canadiennes et québécoises et, à cet égard, un prix du Québec a été créé pour souligner la contribution exceptionnelle d'un(e) universitaire britannique au développement des études québécoises.

Pays Nordiques

Durant cet exercice, le MAI organisé une mission en Suède dans le secteur chimique à l'occasion du Salon Bleaching à Stockholm en juin 1991. De plus, le MAI a effectué en septembre 1991 une mission dans les quatre pays nordiques dans le secteur des télécommunications.

Durant cette même période, le Bureau du Québec à Stockholm, grâce aux nombreux colloques d'investissement qu'il a organisés, a identifié un certain nombre de dossiers de transfert de technologie qui, pour la plupart, ont été traités dans le cadre d'OPTECH.

De plus, plusieurs dossiers d'exportation dans des secteurs variés ont été traités par l'entremise des ambassades des Pays Nordiques.

En collaboration étroite avec les ministères sectoriels québécois, le réseau du Québec en Europe a été très actif dans la prospection des investissements et l'un des résultats les plus concluants fut sans aucun doute l'annonce concernant l'implantation au Québec d'un centre de recherche de la société Erickson (investissement de quelque 175 millions \$). La dernière année a été encourageante en termes de résultats obtenus, et d'autres projets d'investissement plus modestes devraient se concrétiser en 1992-1993.

DIRECTION EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (DECO)

En 1991-92, la situation des pays d'Europe centrale et orientale se détériore. Sur le plan politique, on assiste, à partir de l'été, à une guerre civile en Yougoslavie. Un coup d'État a lieu au mois d'août en URSS, qui devait être suivi de son démembrement en décembre. La Roumanie connaît au mois d'octobre de graves troubles politiques qui provoquent la démission du premier ministre, M. Roman. Sur le plan économique, toute la région s'enfonce dans la crise, avec des chutes du PIB pouvant atteindre, pour l'année, plus de 20%.

Face à cette situation, la DECO a visé à centrer ses activités sur les régions les plus stables, ou sur des projets dont l'intérêt est clairement démontré. Globalement, les objectifs prévus dans la programmation 1991-92 ont été respectés, et même, des progrès notables ont été enregistrés, spécifiquement pour certains pays.

C'est particulièrement vrai pour la Hongrie. L'exercice 1991-92 a vu les premiers résultats concrets de l'entente de coopération Québec-Hongrie signée en février 1990. En effet, deux ententes de coopération et de formation dans le secteur des services financiers ont été signées avec des budgets totaux de l'ordre de 800 000\$, et un projet de formation en administration dans le secteur hospitalier est en cours d'exécution. De plus, la deuxième réunion du comité mixte, qui a eu lieu à Budapest les 5 et 6 mars 1992, a permis d'ajouter des projets à caractère commercial et technologique et de réaménager les projets en cours.

Un événement important de l'exercice 1991-92 fut la préparation et la tenue d'une semaine du Québec en Hongrie visant à présenter l'expertise québécoise, qui s'est déroulée du 2 au 6 mars 1992. Cette semaine a fourni l'occasion de réaliser une importante mission ministérielle, institutionnelle, commerciale et culturelle. En effet, la mission dirigée par la ministre déléguée aux Finances, madame Louise Robic, était composée de gens d'affaires (26) des secteurs commercial et industriel et de représentants institutionnels des secteurs financier, universitaire, municipal et culturel.

Les principales activités ont été un colloque d'information sur le Québec pour les gens d'affaires hongrois, un séminaire d'occasions d'affaires en Hongrie pour les participants québécois, un colloque sur les caisses populaires d'épargne et de crédit, un colloque sur les possibilités de financement international hongrois, canadien et québécois pour des projets industriels et commerciaux en Hongrie, la deuxième réunion du comité-mixte responsable de la coordination de l'entente Québec-Hongrie, et de nombreuses rencontres privées. Une animation culturelle a également été réalisée. Elle comprenait une semaine du cinéma québécois, un récital d'un pianiste du Québec et une soirée sur le Québec à la télévision hongroise TV-2.

Les résultats les plus probants sont la signature de quatre ententes de coopération, une entente d'échanges technologiques et deux ententes commerciales. Les discussions se sont poursuivies pour des projets commerciaux évalués à plus de 100 millions \$ et des projets d'achats et d'implantation d'entreprises.

L'exercice 1991-1992 aura vu sur le territoire de la République fédérative tchèque et slovaque, qui apparaît un des pays les plus stables de la région, la réalisation de quatre missions économiques et commerciales. Celles-ci ont permis à 23 entreprises du Québec de mieux se familiariser avec un pays qui offre un potentiel pour leurs produits et services, et dans plusieurs cas, d'y entamer des négociations concrètes. Les secteurs visés, dont les télécommunications, l'énergie, l'environnement, et les marchés financiers sont jugés prioritaires par les autorités locales et à fort potentiel par les observateurs étrangers.

L'autre fait marquant pour le Québec en RFTS en 1991-92 est le début des opérations du Centre de commerce et de la culture du Québec à Prague par le Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec dans des locaux concédés par la ville de Prague au gouvernement du Québec.

En ce qui concerne la Roumanie, le fait marquant de l'année 1991-92 est la signature à Davos, le 2 février 1992, d'une entente de coopération Québec-Roumanie par le premier ministre du Québec et par le président de la Roumanie. Lors de missions commerciales réalisées en octobre 1991 et mars 1992, des accords de principe furent signés entre des sociétés québécoises et roumaines, notamment dans les secteurs des matériaux de construction, matériel roulant, télécommunications et énergie. De plus, lors de la mission du mois de mars 1992, un important contrat a été signé à Bucarest entre SNC-Lavalin et la Régie nationale d'électricité de Roumanie dans le domaine des centrales thermo-électriques.

Les activités avec la République socialiste fédérative de Russie, devenue en décembre 1991 pays indépendant, avec laquelle le Québec avait signé une entente de coopération dès 1988, furent évidemment perturbées par le coup d'état en août et la désagrégation qui s'ensuivit. Malgré tout, il a été possible de faire avancer deux importants projets conjoints dont la réalisation commencera dans les prochains mois. Quatorze autres nouveaux états souverains et indépendants sont également issus de la dissolution de l'Union soviétique. Les premiers fondements de relations économiques et commerciales avec les pays les plus importants pour les intérêts québécois (Ukraine, pays baltes, Moldavie, Arménie) ont été établis en 1991-92.

La DECO a reçu plusieurs délégations de Pologne, notamment dans les secteurs informatique et environnemental, permettant ainsi de faire progresser les relations avec ce pays.

Compte tenu du contexte de crise économique et des difficultés de la balance des paiements de plusieurs pays, nombre d'actions ont été réalisées au niveau du financement multilatéral. Une série de contacts ont été établis au niveau de la Banque mondiale; une mission réalisée en juin a permis de présenter l'expertise du consortium LGL-Pluram-RCMP, actif à Moscou dans la rénovation des services municipaux. Les paramètres d'une action plus systématique en rapport avec les projets de cette institution ont été définis, et des représentations concrètes ont été proposées visant la création d'un fonds en fiducie par le gouvernement fédéral à la Banque mondiale. En novembre, des rencontres ont eu lieu avec des responsables de la BERD. Une diffusion de la documentation concernant cette institution a été systématiquement effectuée. La DECO devait participer à l'organisation de la visite à Montréal de hauts responsables de cette institution.

Au plan bilatéral, la DECO devait suivre de près les principaux programmes de financement existants et donc ceux du groupe de travail fédéral sur l'Europe centrale et de l'Est, les programmes de financement de la SEE et de la SDI. La DECO devait aussi faciliter les efforts visant le lancement d'une maison de commerce et fournir, lorsque possible, une aide technique aux projets.

Une analyse systématique de l'évolution de la région a été assurée en mettant à contribution les meilleures sources d'information. Un travail de définition de la représentation souhaitable du Québec dans cette région du monde a fait l'objet d'efforts importants. Le travail réalisé fait clairement ressortir que les pays de la région vont offrir des occasions d'affaires importantes, en termes d'exportations et d'investissements, au fur et à mesure de leur intégration à l'économie mondiale. La situation actuelle conduit à préconiser pour le positionnement du Québec dans cette région du monde soit le maintien du statu quo, avec des aides additionnelles aux entreprises, soit des solutions légères, susceptibles d'être redéployées.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE)

En 1991-1992, le développement de la Communauté européenne a constitué, comme toujours, un élément d'intérêt premier. Sur le plan économique, outre le suivi de l'ensemble des politiques commerciales mises en oeuvre dans le cadre de la création du marché unique et qui est assuré par la Direction générale de la politique commerciale, la Direction générale Europe s'est employée à suivre certains dossiers particuliers en collaboration avec le gouvernement fédéral, notamment celui du nématode du pin dont les enjeux sont importants pour les exportateurs du bois du Québec et celui de l'amiante, pour lequel des réglementations de plus en plus rigoureuses compromettent, à moyen terme, les exportations québécoises sur ce territoire.

Il est à noter en outre l'organisation, en collaboration avec le gouvernement fédéral, de deux séminaires d'information pour les entreprises québécoises, l'un sur les normes en Europe et l'autre sur l'édition.

Notons, par ailleurs, le passage au Québec du vice-président au commerce international de la CCE et de son entretien avec le premier ministre du Québec. Dans le cadre de sa tournée en Europe, il est d'ailleurs à souligner les rencontres du premier ministre du Québec avec le président J. Delors et le vice-président Pandolfi.

Sur le plan de la science et de la technologie, le projet hydrogène liquide avec la Commission européenne connaît un développement intéressant, passant maintenant à une étape de démonstration technologique avec un budget de réalisation de 7,3 millions \$ fourni par le fonds de développement technologique.

L'image du Québec, ternie par diverses campagnes relatives à la protection de l'environnement et des populations autochtones, a préoccupé de façon particulière les autorités gouvernementales et a entraîné une série de mesures comme la création d'un comité gouvernemental, une politique de suivi des événements et de la presse européenne relativement à cette question, des tournées d'information par des ministres québécois, etc.

Notons, enfin, la tenue à Québec, à la suite d'Ottawa, d'une conférence informelle des ministres européens de la Justice, qui fut une occasion tout à fait privilégiée de faire connaître les réalisations québécoises en matière d'informatisation de la justice.

Orientations 1992-1993

Ainsi que le présente la politique d'affaires internationales du gouvernement, l'Europe constitue la deuxième priorité régionale du Québec. Dans tous les domaines d'intervention retenus par cette politique, on trouve en Europe de nombreux partenaires potentiels sur les plans industriel, commercial et financier. C'est également sur ce territoire que se retrouvent d'importantes possibilités en matière de recherche scientifique et de développement technologique, notamment avec des pays comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie ainsi qu'avec les institutions de la Commission des Communautés européennes.

Enfin, et c'est à ne pas négliger, l'Europe offre un potentiel d'alliances politiques comme aucun autre partenaire ne peut le faire; cette réalité s'est matérialisée par une série d'ententes intergouvernementales au fil des ans qui trouvent d'ailleurs leur prolongement dans des partenariats au sein de la francophonie multilatérale.

En 1992-1993, les efforts à l'égard du continent européen seront concentrés autour de deux axes principaux : l'intégration des dimensions économiques et scientifiques et le rayonnement du Québec.

La nature même des pays qui composent l'Europe, du moins l'Europe de l'Ouest, commande l'approche la plus intégrée possible entre la dimension économique et les dimensions scientifiques et technologiques. C'est ainsi que, pour la majorité, les opérations (missions, foires, etc.) qui seront réalisées sur ce territoire associeront des intervenants des milieux d'affaires et des milieux de la recherche scientifique. Comme par le passé, une attention toute particulière sera accordée à la prospection d'investissements, notamment dans les pays les plus avancés comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie.

À cause d'enjeux liés à la production d'hydro-électricité et à la construction de grands barrages, à des questions aussi délicates que celles des populations autochtones ou de la protection de l'environnement, le Québec se doit d'être vigilant en Europe. Il doit suivre avec attention l'évolution de son image et prévoir une présence qui cherche à assurer une lecture positive des enjeux «sociétaux» québécois. Ainsi, des actions seront menées auprès de la presse européenne et des interventions seront faites, au besoin, auprès des institutions européennes. Une présence systématique sera assurée dans les forums et tribunes susceptibles de rejoindre les leaders d'opinion de tous les secteurs d'activité.

À l'égard de la Communauté européenne, le Québec cherchera à élargir son champ d'analyse des politiques communautaires qui l'intéressent particulièrement (énergie, environnement, aérospatiale, télécommunications et technologies de l'information, développement culturel) tout en maintenant les suivis des politiques commerciales. Par ailleurs, dans la perspective de faciliter les alliances stratégiques entre entreprises d'ici et celles d'Europe, une étude des modes d'association à des réseaux de coopération d'entreprises européennes sera réalisée. Dans le secteur de la science et de la technologie, outre l'important projet en matière de technologies liées au transport, au stockage et à l'utilisation de l'hydrogène, l'accent sera mis sur les échanges entre communautés scientifiques et l'identification de projets porteurs.

En Allemagne, on mettra l'accent sur la recherche d'investisseurs. Au plan industriel, technologique et commercial, les efforts seront concentrés sur six secteurs prioritaires: aérospatiale, énergie, habitation, environnement, technologies de l'information et télécommunications. Les relations privilégiées que le Québec entretient avec la Bavière permettront des liens de coopération, plus particulièrement dans le secteur de l'environnement et celui du génie logiciel.

Au Royaume-Uni, les efforts seront concentrés sur la prospection d'investissements et sur les transferts de technologies. L'exercice 1992-1993 verra l'émergence d'une coopération scientifique entre le Québec et ce pays dans les secteurs des biotechnologies et de l'aérospatiale.

Ce sont essentiellement la prospection d'investissements et les transferts de technologies qui mobiliseront la direction générale dans les pays nordiques.

Partenaire privilégié dans la francophonie multilatérale francophone, la Belgique constitue aussi un partenaire important pour une coopération bilatérale. Ce pays offre en outre un marché de toute première importance pour les industries de la langue et les industries culturelles. D'excellentes perspectives se présentent également dans le domaine du logiciel

et des services informatiques. Ce sont autant de secteurs qui seront explorés sur une base de transfert de technologies, de partenariat industriel et de commerce.

L'Italie est un des pays européens parmi les plus importants. Ce pays possède une infrastructure industrielle des plus diversifiée, associant de grandes sociétés privées et de très puissantes sociétés d'État. La prospection d'investissements et la recherche de technologies canaliseront une partie des énergies de la direction générale. Par ailleurs, la création d'une nouvelle commission de coopération avec ce pays permettra d'explorer de nouvelles avenues, tant dans le domaine de la culture, notamment la muséologie, que dans les technologies de pointe.

Sur la base de recherches scientifiques par voie de coopération, mais également dans une perspective commerciale, l'Espagne présente des possibilités nombreuses dans les secteurs du matériel informatique, de l'équipement, des services de communication et de télécommunication ainsi que des matériaux de construction. Les efforts porteront sur ces secteurs.

Avec les pays d'Europe centrale et orientale, le développement des relations économiques continuera d'être prioritaire. Apparaissent particulièrement intéressants à privilégier les secteurs de l'agro-alimentaire, de l'énergie, de l'environnement, des pâtes et papiers, du matériel de transport, du génie industriel, du matériel de communication, des services municipaux et des services financiers.

La Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie feront l'objet d'une prospection plus marquée parce qu'ils sont particulièrement ouverts sur l'Europe de l'Ouest, qu'ils connaissent une situation meilleure que les autres pays de l'Europe de l'Est et que la plupart des instruments nécessaires au développement des relations sont disponibles ou le deviendront sous peu.

Compte tenu du sous-développement des réseaux de distribution, seront privilégiées au plan économique les missions commerciales ou de recherche d'occasions d'investissement. Une attention croissante sera accordée à la recherche de financement.

DIRECTION GÉNÉRALE FRANCE

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la Direction du Ministère, élaborer et proposer une stratégie de relations avec la France et établir la programmation des activités qui en découlent et visant à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement politique, économique, commercial, culturel et social; gérer la mise en oeuvre de ses activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

Bilan 1991-1992

Sur le plan politique, le Québec continue de profiter en France d'un accueil privilégié et de relations directes. Au cours de la dernière année, de nombreuses opérations ont été menées en vue du renforcement du rapport franco-québécois. En particulier, les visites de nature institutionnelle, qui permettent de resserrer les liens entre les autorités politiques, représentent, grâce aux partenariats, coopérations et ententes auxquels elles peuvent mener, des outils indispensables pour le développement des relations entre la France et le Québec.

Du côté québécois, le premier ministre, M. Robert Bourassa, séjournait en France du 19 au 21 novembre 1991 pour participer au IV^e Sommet de la francophonie; à cette occasion, il a eu un entretien officiel avec le président de la République française, M. François Mitterrand. À l'issue du Sommet, M. Bourassa a eu un tête-à-tête à Matignon avec le premier ministre, Mme Édith Cresson. Les deux chefs de gouvernement en ont profité pour réaffirmer l'importance qu'ils attachent aux relations directes et privilégiées établies entre la France et le Québec et souligner les perspectives offertes par l'avènement du marché unique européen et du libre-échange nord-américain. Mme Cresson et M. Bourassa ont en outre exprimé le souhait que, dans les échanges économiques et la coopération, priorité soit accordée aux secteurs stratégiques de l'environnement, des technologies de l'information, de l'espace ainsi que de l'audiovisuel. Ils se sont également félicités de la croissance des investissements, du commerce, des transferts de technologie et du tourisme entre la France et le Québec ces dernières années. Ils ont exprimé leur intérêt pour un développement des partenariats entre PME et PMI françaises et québécoises et souligné l'importance des grands partenariats industriels déjà établis entre la France et le Québec. Enfin, Mme Cresson a rappelé son attachement à la tradition des visites alternées entre premiers ministres français et québécois et son souhait de se rendre au Québec au deuxième semestre de 1992.

Par ailleurs, quelques mois auparavant, soit du 15 au 22 juin 1991, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, effectuait une mission en France. M. Ciaccia a pu notamment s'entretenir avec le premier ministre, Mme Cresson, qui lui a alors confirmé l'achat par son gouvernement de 12 avions citernes de la firme québécoise Bombardier. Il s'est également entretenu avec le ministre de la Recherche et de la Technologie, M. Hubert Curien, et le secrétaire d'État au Commerce extérieur, M. Jean-Noël Jeanneney. Le ministre des Affaires internationales s'est également rendu au Salon de l'aéronautique du Bourget auquel prenaient part, en tant qu'exposants, une vingtaine de sociétés québécoises.

D'autres ministres québécois ont également effectué des visites en France au cours du dernier exercice financier. Ce sont le ministre québécois des Communications, M. Lawrence Cannon (19-22 avril 1991); le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard (30-31 mai; 12-15 juillet; 25-31 octobre 1991); la ministre des Affaires culturelles, Mme Lisa Frulla-Hébert (9-13 mai 1991); le ministre de la Justice, Procureur général et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Gil Rémillard (21-30 juin; 25-29 octobre 1991); la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard (29 septembre-6 octobre 1991); le ministre des Forêts, M. Albert Côté (14-20 septembre

1991); le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Gaston Blackburn (4-11 octobre 1991) et le ministre du Tourisme, M. André Vallerand (2-4 décembre 1991). Par ailleurs, du 22 au 26 avril 1991, le chef de l'Opposition officielle, M. Jacques Parizeau, était en visite officielle en France au cours de laquelle il a rencontré le président, le premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le maire de Paris et le premier secrétaire du parti socialiste.

Pour sa part, le ministre d'État et ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, en visite privée au Québec, les 28-29 septembre 1991, était reçu par le premier ministre.

De plus, le Québec recevait la ministre déléguée à la Francophonie, Mme Catherine Tasca (13 septembre 1991); le ministre de la Recherche et de la Technologie, M. Hubert Curien (6-9 octobre 1991); le secrétaire d'État au Commerce extérieur, M. Jean-Noël Jeanneney (3 octobre 1991); la ministre de la Jeunesse et des Sports, Mme Frédérique Bredin (9-10 décembre 1991); le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn (19-20 février 1992). D'autres personnalités françaises ont également effectué des visites au Québec au cours du dernier exercice financier. Parmi celles-ci, mentionnons l'ex-premier ministre et actuel maire de Paris, M. Jacques Chirac (15-17 octobre 1991); l'ancien ministre du Commerce extérieur et actuel maire de Lyon, M. Michel Noir (3-4 octobre 1991); le président du Conseil constitutionnel, M. Robert Badinter (3-7 avril 1991), ainsi que le président du Conseil national du patronat français, M. François Périgot (1er novembre 1991). Enfin, le 29 octobre dernier, l'ambassadeur de France au Canada, M. François Bujon de l'Estang, venait à Québec dans le cadre de sa tournée d'adieu.

Orientations 1992-1993

Au cours du prochain exercice financier, la Direction générale France et la Délégation générale du Québec à Paris entendent accentuer la mise en oeuvre des orientations fixées dans la politique d'affaires internationales du gouvernement québécois. C'est ainsi qu'elles travailleront à consolider et à étendre l'accès dont le Québec dispose auprès de ses interlocuteurs français, au service de l'ensemble de ses intérêts. Sur le plan des contenus, une attention particulière sera apportée à l'économie, à la science et à la technologie, à la culture, la communication et la langue, à l'immigration, ainsi qu'au rayonnement.

DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Bilan 1991-1992

Dans le domaine de l'économie, certains faits saillants découlant de l'action concertée du gouvernement du Québec et des partenaires privés à l'égard de la France sont à souligner pour l'année 1991-1992:

La Direction des affaires économiques France (DAEF) a organisé, en collaboration avec l'ACTIM (Agence pour la coopération technique, industrielle et économique), des rencontres industrielles qui se sont tenues à Paris du 28 octobre au 1er novembre 1991. Une douzaine de sociétés québécoises et une cinquantaine d'entreprises françaises de l'industrie de l'environnement ont participé à ces rencontres dont l'objectif principal était le maillage d'entreprises. Tous les participants québécois ont décidé de poursuivre les relations avec les partenaires identifiés.

D'autre part, dans le cadre du programme ACTIM-MAI, 71 missions d'accords industriels ont été organisées, dont 17 ont donné lieu à des ententes; de plus, 32 projets sont en négociation. Les principaux secteurs sont l'environnement, les équipements industriels, les technologies de l'information, l'agro-alimentaire, les travaux publics et l'énergie électrique.

Quant au programme à frais partagés de Soutien au développement économique (SDE), 52 missions ont été réalisées dans le sens Québec/France et 14 dans le sens France/Québec. Ces missions, dont le but est de favoriser l'identification de partenaires ou de technologies, ont porté essentiellement sur les secteurs de l'aérospatiale, de l'environnement, des technologies de l'information, des nouveaux matériaux et de la transformation du bois.

Dans le cadre du programme APEX, 89 demandes d'aide financière ont été reçues et traitées, 41 ont été autorisées et 26 sont encore à l'étude. Des 41 subventions autorisées, 15 concernent le volet "exposition" du programme, 23, le volet "mission", 1 le volet "emploi" et 2 le volet "adaptation au marché".

L'année 1991-1992 a de nouveau été marquée par un bon nombre d'investissements français. Malgré le contexte économique que l'on sait, l'intérêt des entreprises françaises à investir au Québec ne s'est pas démenti et l'on compte pas moins de vingt-quatre investissements français au cours de l'année. C'est dans une multitude de secteurs que ces investissements se sont réalisés, mais il faut noter plus particulièrement le secteur de l'énergie (gaz et électricité), le secteur de la construction et de l'infrastructure routière, celui de l'électronique et, enfin, celui de la pharmacie et de la biotechnologie. Parmi les investissements d'acteurs économiques majeurs, il faut noter Entreprise Jean Lefebvre, Gaz de France, GEC ALSTHOM et le Crédit commercial de France.

La Direction des affaires économiques France a vu à l'organisation de la participation d'industriels québécois à 6 salons thématiques en collaboration avec le Service économique de la Délégation générale à Paris:

1) Salon international de l'aéronautique et de l'espace Le Bourget (Paris)

Kiosque québécois à l'intérieur du pavillon canadien. Le Québec assistait 15 entreprises québécoises présentes au Salon. Des contrats pour une valeur de 425 millions de dollars ont été signés à l'occasion de ce Salon, dont 300 millions pour Canadair et 106 millions pour SPAR. Ceci représente 60 % des ventes canadiennes à ce Salon.

2) Bâtimat

Une mission commerciale de 5 entreprises manufacturières québécoises était organisée dans le cadre du Salon du bâtiment à Paris en novembre.

3) Approfal

La participation de 7 entreprises québécoises, à titre d'exposants, au Salon des approvisionnements portant sur la fabrication de meubles, en janvier 1992. Des ventes de plus de 5 millions de dollars sont prévues dans les douze prochains mois.

4) Sitef

La DAE a organisé la participation, à titre d'exposants, de 8 entreprises québécoises liées au secteur de l'aérospatiale, au Marché mondial des technologies avancées à Toulouse, du 22 au 26 octobre 1991.

5) **BioExpo**

La DAE a organisé la participation de 8 organismes (entreprises et centres de recherche) au Salon des biotechnologies à Paris, du 7 au 10 avril 1991.

6) **Salons Componic, Productique, Mesucora et Physique à Paris**

Une mission industrielle de 9 participants, dont 5 entreprises et 4 représentants de centres de recherche, a été réalisée du 18 au 22 novembre 1991. Des ventes sur place pour une valeur de 400 000 \$ et des prévisions pour 2 millions \$.

Mentionnons également la signature du contrat de vente de 12 avions citernes CL-215 de la compagnie Bombardier au ministère français de l'Intérieur.

Orientations 1992-1993

Les secteurs prioritaires de l'action économique sont : transport terrestre et aéronautique, biotechnologies et pharmacie, plastiques et matériaux nouveaux, électronique et micro-électronique, filière bois et bio-alimentaire. De plus, un développement nouveau des échanges est visé dans les secteurs stratégiques des industries et technologies de l'environnement, des technologies de l'information et de l'espace.

Les orientations retenues pour le prochain exercice financier sont axées d'abord autour de l'implantation en France des entreprises québécoises désireuses de s'adapter rapidement au marché unique européen de 1993, démontrant par le fait même la pertinence de faire de ce pays une porte d'entrée privilégiée en Europe. La France offre, tant par son importance sur la scène mondiale en matière de recherche et de développement que par la concentration qu'on y trouve de petites et moyennes entreprises, un très fort potentiel pour les compagnies québécoises en termes de transferts technologiques et d'accords industriels.

De concert avec le MICT, la DAEF, en collaboration avec la DGQP, mettra l'accent sur la prospection des investissements français dans des secteurs clés de l'économie québécoise tels l'aérospatiale, le transport, les matériaux composites et les biotechnologies.

La DAEF aura aussi comme priorités pour 1992-1993 de favoriser le développement industriel par l'acquisition de technologies dans les secteurs de l'aérospatiale, l'industrie des matériaux nouveaux, la biotechnologie et l'environnement.

La DAEF et le service économique de la DGQP orientent aussi leurs efforts vers une pénétration durable des produits québécois sur le marché français tant dans les secteurs de pointe (produits électroniques, informatique, etc.) que dans les secteurs plus traditionnels du bois, du meuble, du vêtement et de l'agro-alimentaire.

De plus, la DAEF et le Service économique de la DGQP verront à accentuer la présence québécoise dans les régions françaises d'intérêt majeur pour le Québec.

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES, POLITIQUES ET SOCIALES

Bilan 1991-1992

Les activités de coopération à frais partagés entre le Québec et la France dans le secteur des affaires scientifiques, techniques, éducatives, culturelles et sociales se retrouvent à l'intérieur des six modules suivants : recherche scientifique fondamentale et appliquée, développement économique et technologique, coopération relative à la culture, aux

communications et au développement linguistique, formation et adaptation des ressources humaines, questions sociales et services publics, coopération des associations et organismes franco-qubécois (OFQJ, Associations France-Québec et Québec-France, Centre de coopération interuniversitaire franco-qubécoise). Les priorités de cette coopération pour 1991 ont été établies dans le cadre des visites ministérielles et des sessions de la Commission permanente de coopération franco-qubécoise. Les 300 projets retenus sur les quelque 600 présentés par les ministères, organismes et membres des communautés scientifiques et culturelles ont été le résultat d'un processus de sélection fondé sur ces priorités soit : le maintien de liens directs et privilégiés avec la France, le développement de la coopération dans les secteurs stratégiques des industries de l'audiovisuel, des technologies de l'information, de l'environnement et de l'espace, le maintien d'un important volet de coopération scientifique et technique, la valorisation des résultats de la recherche, la promotion des industries culturelles, le développement de partenariat recherche-entreprises-administration publique et l'adaptation de la langue française aux nouvelles réalités scientifiques et technologiques.

Les opérations prévues dans le domaine de la recherche scientifique se sont réalisées presque entièrement dans le cadre de projets structurants intégrant les dimensions avancement des sciences, formation de jeunes chercheurs et diffusion de la culture scientifique québécoise. Elles étaient concentrées sur des thèmes prioritaires tels: optique et laser, matériaux nouveaux, sciences de la vie, environnement, technologies de l'information... Elles ont donné lieu notamment à des transferts de technologies (en particulier dans le secteur des biotechnologies), à des centaines de publications dans des revues scientifiques, à la coproduction de matériel didactique et de logiciels. Elles ont par ailleurs contribué à la formation avancée d'une centaine de jeunes chercheurs québécois et d'autant de jeunes chercheurs français.

En ce qui concerne les activités d'enseignements technologiques supérieurs, essentiellement orientées vers la recherche appliquée, elles ont porté principalement en 1991 sur l'automatisation de la production, les matériaux composites et l'intelligence artificielle. Elles auront pour la plupart une application à court terme dans les entreprises associées aux projets.

Les activités du module "développement économique et technologique" davantage axé sur la R&D (biotechnologie, agriculture, forêt, environnement), ont permis la réalisation d'innovations et de transferts technologiques. En voici quelques exemples: utilisation d'hydrolysats de protéines laitières à des fins cosmétiques, nouvelles technologies à fort potentiel pour l'industrie avicole, lutttes biologiques contre les ennemis de la culture et techniques de production de plants forestiers. Notons aussi la tenue d'un important colloque franco-qubécois sur l'eau et l'environnement.

Dans le domaine des communications, les activités ont été surtout concentrées dans les secteurs des industries télévisuelles et des technologies de l'information. Elles ont notamment permis la réalisation d'un premier séminaire franco-qubécois sur les technologies de l'information. Réunissant des représentants des milieux de la recherche, de la fonction publique et des entreprises privées, dont 37 québécoises et 10 françaises, il a permis de dégager des pistes de collaboration très prometteuses. Se sont aussi tenues à Montréal des rencontres internationales sur le financement de l'audiovisuel mettant en présence gestionnaires publics, producteurs et financiers, soit 35 Québécois et 25 Français.

En ce qui concerne la coopération dans le secteur de la langue française, elle a principalement permis la poursuite de travaux conjoints de terminologie favorisant une meilleure harmonisation des terminologies nouvelles et la promotion du français langue scientifique par le biais de subventions versées aux éditeurs scientifiques dans le cadre d'un programme de coédition d'ouvrages scientifiques, de même qu'à la revue Médecine-Sciences et à la Revue des Sciences de l'eau.

Quant aux échanges dans le secteur culturel, ils ont à nouveau permis la participation de plus d'une centaine d'artistes québécois aux plus importants festivals et manifestations culturelles en France, de même que l'attribution d'importants prix littéraires. Une dizaine d'artistes québécois ont eu par ailleurs l'occasion d'exposer en France. Dans le secteur des industries culturelles, une cinquantaine de missions ont été réalisées: rencontres de producteurs, rencontres industrielles telles Cinars, Radio-activité, Salons du livre et participation de producteurs et journalistes français aux grandes manifestations culturelles québécoises.

Au chapitre des ressources humaines, une meilleure coordination du secteur immigration a été établie grâce à une concertation plus étroite entre le MAI, le MCCI et les Services de l'immigration à Paris. Par ailleurs, une coopération sur le thème de l'intégration des immigrants a été amorcée. Les actions accomplies en administration publique ont permis un renforcement des liens entre établissements de recherche, la tenue du colloque IIAP-ENAP, la formation de stagiaires et le perfectionnement d'une dizaine de fonctionnaires de part et d'autre. En éducation et en formation permanente et professionnelle, les missions ont contribué à des échanges d'expertise et de nouvelles connaissances utiles aux systèmes d'éducation, à l'élaboration de nouveaux programmes de formation, à des expériences de recherche sur la formation en emploi et à la production de documents pédagogiques.

En ce qui concerne les questions sociales et les services publics, les résultats les plus significatifs ont découlé des activités suivantes: l'élaboration conjointe de programmes de formation destinés aux administrateurs d'hôpitaux, le financement et le contrôle des coûts de la santé, la prévention et la lutte contre les drogues, la santé des femmes, la bio-éthique et le traitement des mineurs délinquants.

Enfin, grâce aux associations Québec-France et France-Québec, près de 850 personnes ont pu traverser l'Atlantique dans les deux sens dans le cadre de programmes d'échanges de jeunes ou de manifestations conjointes d'amitié tel le Congrès des associations qui s'est tenu à Brive-La-Gaillarde. Le Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise a pour sa part contribué notamment à l'organisation de colloques ayant pour thème la coopération franco-québécoise ou les études québécoises. Quant aux activités de l'OFQJ, elles font l'objet d'une rubrique spéciale du présent document.

Orientations 1992-1993

En ce qui concerne la coopération entre le Québec et la France dans les domaines des affaires scientifiques, techniques, éducatives, culturelles et sociales, les grandes orientations retenues pour 1992-1993 sont les suivantes:

Science et technologie

- assurer le développement d'une plus grande synergie entre les programmes de coopération scientifique et technique existants de façon à favoriser la mise en oeuvre et le suivi de projets de recherche à fort potentiel de développement industriel;
- favoriser le développement de liens entre universités, centres de recherche et entreprises;
- favoriser l'intégration de centres de recherche québécois dans les grands réseaux européens;
- assurer la mise en oeuvre de projets conjoints de recherche scientifique, technologique et industrielle dans les secteurs de pointe;
- dans le cadre de la coopération technique, renforcer le potentiel scientifique et technologique des ministères québécois à vocation économique;

- structurer la connaissance des secteurs d'excellence, de la recherche et de la technologie française pour mieux cibler les actions à Québec et à Paris.

Culture, langue française, communications

- favoriser le développement des industries de l'audiovisuel et des technologies de l'information;
- favoriser une augmentation du nombre de coproductions cinématographiques et télévisuelles entre entreprises québécoises et françaises;
- accentuer le développement de la coopération dans le secteur stratégique des technologies de l'information et des industries de la langue;
- favoriser les actions visant à assurer une plus grande pénétration de l'ensemble des produits culturels québécois, d'abord sur les marchés français et éventuellement sur les marchés européens et francophones, avec priorité aux industries de l'audiovisuel, du disque, du spectacle et du livre;
- poursuivre les actions visant à faire du français un outil moderne de développement au sein du monde francophone et en particulier promouvoir le français, langue scientifique et technologique, de même que la bio-éthique.

Ressources humaines

- soutenir les actions du Service d'immigration de la DGQP en vue d'augmenter le recrutement d'immigrants francophones indépendants et de gens d'affaires au Québec;
- poursuivre la coopération en matière d'intégration des immigrants;
- soutenir les actions visant une adaptation rapide de la main-d'oeuvre aux besoins nouveaux de la société liés en particulier aux transformations économiques et technologiques.

Questions sociales

- rechercher des solutions durables et originales aux problèmes qui confrontent les populations françaises et québécoises tels : le sida, la drogue, les coûts de la santé, les impacts sociaux du développement économique et technologique.

Associations et organismes franco-québécois

- maintenir le soutien aux organismes franco-québécois qui jouent un rôle actif et complémentaire à celui du MAI pour le rayonnement du Québec en France et le développement des relations franco-québécoises.

OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE (OFQJ)

Mandat

L'Office franco-québécois pour la jeunesse est un organisme de coopération franco-québécoise créé par les gouvernements québécois et français en 1968 pour contribuer au rapprochement et à l'enrichissement mutuel des deux communautés. Il est formé d'une section québécoise et d'une section française et subventionné par les deux gouvernements sur une base paritaire.

L'Office a un objectif d'accessibilité et s'adresse prioritairement aux jeunes qui n'ont pas d'autres accès à la coopération franco-qubécoise.

Les programmes et les activités de l'OFQJ visent à:

fournir, d'une façon générale, à tous les stagiaires un complément à leur développement personnel;

permettre aux jeunes intéressés par la découverte interculturelle d'avoir accès à un programme de coopération franco-qubécoise;

permettre aux jeunes qui recherchent des possibilités de formation professionnelle d'acquérir des connaissances et de développer leurs habilités par des stages pratiques dans l'autre communauté;

permettre à la jeunesse dynamique et créatrice d'acquérir de nouvelles expériences et de faire connaître ses propres expériences dans l'autre communauté.

Bilan 1991-1992

Les programmes de l'OFQJ s'adressent principalement aux jeunes de 16 à 35 ans. Seul le programme "subventions aux groupes" inclut le groupe d'âge de 12 à 16 ans.

En 1991, les programmes normés Contact, Formation, Recherche et Production ont permis à environ 1 200 jeunes Québécois et Québécoises d'effectuer un stage en France. Les autres programmes, Subventions aux groupes, Bourses, Visas temporaires de travail et fonds d'innovation, ont appuyé environ 600 jeunes du Québec pour leurs projets dans l'autre communauté.

Quelques projets nouveaux ont été élaborés comme l'Université d'été sur l'environnement et stages de découverte pour jeunes des quartiers défavorisés des grandes villes, en plus du soutien aux Francofolies, l'animation de la Maison du Québec à Saint-Malo, etc.

Orientations 1992-1993

En 1992, l'OFQJ maintient essentiellement les mêmes programmes tout en limitant le nombre de stagiaires à 1 000 jeunes québécois et à 500 jeunes français et en mettant l'accent sur l'augmentation des activités soutenues par le fonds d'innovation. Retirant son soutien au programme "Études universitaires" de la CREPUQ (Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec), il maintiendra sa participation à l'animation de la Maison du Québec à Saint-Malo et aux Francofolies de la Rochelle et de Montréal. Il contribuera à des événements spéciaux prévus dans le cadre du 350e anniversaire de Montréal, dont un concours scolaire et la mise sur pied pour l'occasion d'un orchestre de 76 musiciens des conservatoires de Lyon et de Montréal. L'OFQJ poursuivra également son soutien à l'Université d'été sur l'environnement.

DIRECTION GÉNÉRALE ASIE ET OCÉANIE

Mandat

Le mandat de la Direction générale Asie et Océanie consiste, dans le cadre des orientations et des priorités approuvées par le Ministère, à élaborer et à proposer une stratégie de relations avec les pays de l'Asie et de l'Océanie, à établir la programmation des activités qui en découlent visant à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social, à gérer ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et à en évaluer les résultats et la pertinence.

La Direction générale Asie et Océanie comprend la Direction de l'Asie de l'Est et de l'Océanie ainsi que la Direction de l'Asie du Sud et du Sud-Est, dont les mandats respectifs sont identiques à celui de la direction générale pour les pays qui les concernent.

Bilan 1991-1992

Le Ministère a continué à développer son action en Asie en s'appuyant principalement sur ses représentations de Tokyo, de Hong Kong et de Singapour ainsi que sur sa nouvelle représentation à Séoul depuis septembre 1991. La nouvelle représentation de la Chambre de commerce du Québec à Taipei, résultant d'un partenariat actif avec le Ministère, a permis également d'accentuer le rythme des interventions à Taiwan depuis l'automne 1991.

Le bilan des activités 1991-1992 est dans son ensemble conforme aux orientations et aux priorités sectorielles et géographiques qui avaient été retenues dans la programmation intégrée 1991-1992 de la direction générale.

En matière de développement industriel, la concertation et la collaboration avec les principaux ministères à vocation économique tels le MICT, le ministère des Forêts, le ministère de l'Énergie et des Ressources, et des organismes para-publics tels la SGF et Hydro-Québec se sont poursuivies et intensifiées.

Ainsi, trois missions ministérielles ont été réalisées, soit celle de la vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, au Japon et en Malaisie en novembre, laquelle a favorisé des interventions en faveur de dossiers d'investissements et de transferts technologiques et celles du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérald Tremblay, en octobre et en février au Japon, en Corée, à Hong Kong et en Chine auprès de sociétés asiatiques qui entretiennent des projets d'investissement au Québec.

Par ailleurs, de nombreuses autres activités sectorielles ont contribué aux efforts déployés pour la prospection et la promotion des investissements au Québec et d'accords industriels entre entreprises asiatiques et québécoises. Parmi les principales, mentionnons la réalisation en étroite collaboration avec le ministère des Forêts d'une mission dans le secteur des pâtes et papiers au Japon et en Corée en mai et l'accueil au Québec d'importantes délégations en provenance de Corée, de Taiwan et d'Indonésie, intéressées à des investissements éventuels dans ce secteur; l'organisation, en étroite collaboration avec le MICT, d'une mission de transferts technologiques au Québec de six sociétés japonaises parmi les plus importantes de ce pays en suivi de celle qui a été effectuée en novembre 1990; la réalisation d'une mission technologique au Japon dans le secteur des technologies de l'information en février et d'une mission d'accords industriels à Taiwan dans la haute technologie en janvier.

Au Japon même, la Délégation de Tokyo a poursuivi ses efforts de prospection et de promotion, en particulier dans le secteur des nouveaux matériaux où des projets importants pourraient être annoncés en 1992-1993. Elle a aussi contribué activement à la réalisation et aux suivis des activités du MICT sur le territoire en juin ainsi qu'en octobre lors de la participation conjointe de la Délégation, du MICT et de l'Office d'expansion économique de la CUM à la "Global Opportunities Business Conference" à Osaka, où la présidente de la Chambre de commerce de Montréal s'est également rendue dans le cadre de l'entente signée en septembre 1990 entre la Chambre et celle d'Osaka.

À Hong Kong, outre la mission d'un sous-ministre du MICT en juin pour appuyer les efforts de la Délégation auprès de certains investisseurs potentiels, la tenue d'un séminaire de promotion de l'investissement dans le secteur de l'électronique à l'occasion, début octobre, de la présence du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérald Tremblay, a permis de maintenir dans ce domaine un rythme soutenu d'activités prometteuses de retombées.

En Corée, l'ouverture d'une représentation à Séoul à l'automne, a permis d'établir un dialogue constant avec les plus hautes autorités du Groupe Hyundai et du Groupe Sammi, dont les investissements au Québec sont considérables et d'en ouvrir d'autres, avec le Groupe Shin Ho dans le secteur des pâtes et papiers en particulier.

En Malaisie enfin, à l'occasion de séminaires tenus en juin dans les quatre plus grands centres industriels de ce pays, le Bureau de Singapour a pu amorcer un travail de promotion auprès d'entreprises locales intéressées à des alliances industrielles en Amérique du Nord.

En matière de commerce international, les activités promotionnelles ont été nombreuses et diversifiées sur le plan sectoriel au cours de 1991-1992.

Près d'une centaine de participants du secteur privé ont participé aux 14 missions commerciales qui ont été réalisées en Asie et Océanie, soit 5 en Asie de l'Est, 6 en Asie du Sud-Est, 2 en Asie du Sud et 1 en Océanie. Les principaux secteurs visés ont été les produits de haute technologie au Japon, en Corée, à Taiwan, à Hong Kong et en Australie, tandis que les secteurs de l'énergie, des télécommunications, du transport, de la transformation des ressources ont été favorisés en Chine, dans les pays de l'ANASE, au Viêt-nam et en Inde.

Par ailleurs, 68 entreprises québécoises ont eu l'occasion de promouvoir leurs produits et leurs services lors d'expositions internationales à l'"International Stone Fair" en juillet à Tokyo dans le secteur du granite avec la collaboration active du ministère de l'Énergie et des Ressources, à "BAUCON 91" en avril à Singapour et à "IBEX 91" en juin à Hong Kong dans le secteur des produits de la construction, ainsi qu'à "CENIT ASIA 91" en octobre à Hong Kong dans le secteur des technologies de l'information.

La réalisation d'une mission ministérielle en Chine et au Viêt-nam en janvier 1992, dirigée par le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, a été l'activité majeure en 1991-1992 dans ces deux pays à économie dirigée où l'appui gouvernemental aux efforts de pénétration de marché du secteur privé est fondamental. En Chine, le consortium "énergie" regroupant les entreprises Asea Brown Boveri, General Electrique du Canada, GEC Alsthom Energie, GEC Alsthom Electromécanique et DBS Escher Wyss Inc. a signé une entente avec la province de Hubei amorçant ainsi le début des négociations à l'égard de la fourniture des équipements pour la centrale Wangfuzhou, un projet de plus de 100 millions de dollars qui pourrait contribuer à la création d'emplois de l'ordre de 5 000 personnes-années. Au Viêt-nam, accompagné de vingt-trois représentants des secteurs de l'énergie, des télécommunications, du transport, de la coopération et de la finance, le ministre a signé une entente de coopération économique et technologique permettant de positionner les entreprises et institutions québécoises et d'appuyer le développement futur de relations commerciales et technologiques avec ce pays. Mentionnons également la conclusion d'une entente entre la Caisse centrale Desjardins et la Banque centrale du Viêt-nam pour la mise en place de structures financières favorisant un commerce régulier entre le Québec et le

Viêt-nam et d'un protocole d'entente entre la Société de développement international Desjardins et la Banque d'État à Hô Chi Minh-Ville pour la réalisation d'un projet pilote dans le secteur du mouvement coopératif, financier et agricole.

Au Québec même, les efforts de sensibilisation et de promotion auprès des clientèles d'affaires ont été soutenus par l'accueil de nombreuses missions de groupe en provenance des principaux pays prioritaires d'Asie, de plusieurs missions individuelles, dont 14 dans le cadre du programme Acheteurs étrangers, par une participation active à des séminaires, forums et conférences (Taiwan, Viêt-nam, Corée, ASEAN, Inde, etc.) ou dans le cadre d'Export-Action à Montréal et en région et par des consultations avec l'entreprise privée et des visites industrielles. Enfin, dans le cadre du programme APEX, 94 dossiers ont été traités et 49 acceptés.

En matière de développement touristique, en conformité avec les orientations et les priorités retenues, c'est vers le Japon que les efforts de promotion ont essentiellement porté, plus spécifiquement auprès de professionnels du domaine et des médias spécialisés. On estime à 42 000 le nombre de visiteurs japonais qui se sont rendus au Québec en 1991, une progression de 5% par rapport à 1990. Par ailleurs, quelques activités promotionnelles ont été dirigées vers les marchés de Hong Kong et de Taiwan.

En science et en technologie, la plus haute priorité en ce domaine vise l'enrichissement scientifique et technologique du Québec, pierre angulaire du développement économique et donc du mieux-être des Québécois et Québécoises. En Asie, c'est vers le Japon qu'ont convergé prioritairement les efforts du Ministère en 1991-1992.

L'accueil au Québec, en septembre, du Président de la prestigieuse Université impériale de Kyoto et ses rencontres avec les autorités de toutes les universités québécoises ont confirmé l'intérêt pour un regroupement des universités québécoises afin de favoriser l'échange de chercheurs avec le Japon particulièrement avec le Kansai, avec comme assise les universités de Kyoto et d'Osaka. Cette visite, faisant suite à la mission des vice-recteurs à la recherche de toutes les universités québécoises au Japon, a favorisé le déclenchement de la deuxième phase du projet de coopération scientifique avec les universités japonaises consistant en l'organisation de quatre missions regroupant chacune 6 chercheurs de 6 universités différentes dans les domaines de la biotechnologie (décembre), des technologies de l'information (janvier), de l'environnement (mars) et des matériaux nouveaux (mars). Ces missions devraient ouvrir la voie à la conclusion d'ententes de coopération scientifique en 1992-1993.

Par ailleurs, une mission conjointe MAI-MESS-Université de Sherbrooke en Corée en mai a permis d'amorcer le développement d'une coopération scientifique inter-universitaire entre l'Université de Sherbrooke et l'Université de Dankook. Une première mission de deux chercheurs coréens à Sherbrooke et d'une mission d'un chercheur québécois en mars permettent d'anticiper la conclusion prochaine d'un protocole de coopération entre ces deux universités.

Enfin, en Inde, le programme de recherche applicable à l'industrie s'est poursuivi dans le cadre de deux missions mixtes qui se sont rendues dans ce pays en décembre avec 5 centres de recherche, et en mars avec 2 autres centres.

La Délégation de Tokyo de son côté, dans le prolongement des efforts pour le développement industriel du Québec dans la filière "magnésium", a su susciter un intérêt remarquable auprès d'entreprises japonaises, dont plusieurs reliées au secteur automobile, pour l'Institut du magnésium puisqu'une douzaine d'entre elles sont maintenant membres de cet institut de recherche à Québec.

Sur le plan de la langue, l'entente entre le MCCI et l'Alliance française de Hong Kong, qui vise à permettre aux immigrants sélectionnés par le Québec en attente du visa canadien d'être mieux préparés à s'établir au Québec, s'est poursuivie et même élargie. Par ailleurs, c'est en appui à la politique d'immigration des gens d'affaires et pour mieux faire connaître

le Québec à certaines clientèles qu'un professeur québécois en disponibilité a été affecté à l'Université de Hong Kong.

Dans le domaine de l'enseignement et de la formation, 13 étudiants de troisième année en japonais des Centres d'études asiatiques de McGill et de Montréal se sont rendus en mai au Japon avec le soutien technique et financier du Ministère en conformité avec les objectifs de favoriser une connaissance accrue de la langue et de la civilisation japonaise au Québec.

Avec la Chine, la coopération en éducation dans le cadre de l'entente avec la Commission d'État à l'Éducation (CEE) s'est poursuivie et 4 boursiers chinois et quatre boursiers québécois ont été sélectionnés et ont débuté leurs études dans des universités chinoises et québécoises tandis qu'un professeur chinois de mandarin a maintenu des cours au Centre d'études de l'Asie de l'Est de l'Université de Montréal. Par ailleurs, en collaboration avec le MESS et avec une délégation de la CEE, le Ministère a négocié les bases d'une nouvelle entente appelée à remplacer celles de 1980 et de 1986 et ayant comme objectifs de base une orientation des bourses vers des projets et secteurs prioritaires et privilégiant certaines régions de Chine avec lesquelles le Ministère est à développer des liens de coopération économique, scientifique et technologique.

À Hong Kong, la délégation a poursuivi ses interventions afin de stimuler l'intérêt d'étudiants de la Colonie à venir poursuivre leurs études post-secondaires au Québec et une participation à la Foire de l'éducation en février a été réalisée à cet effet.

En Asie du Sud-Est, un appui a été apporté au Groupe d'études et de recherches sur l'Asie contemporaine de l'Université Laval (GERAC) pour renforcer ses liens avec l'Université de Chiangmai en Thaïlande. Outre l'affectation d'un professeur de civilisation québécoise pour une période d'enseignement, une entente-cadre est intervenue entre les deux institutions en vue d'une collaboration élargie aux questions de tourisme, d'aménagement urbain et de santé. Par ailleurs, dans le cadre d'un projet d'aide au développement de la petite entreprise en Thaïlande financé par l'ACDI, le Ministère a poursuivi sa maîtrise d'oeuvre sur le terrain avec la participation de 2 experts québécois. Enfin, dans le cadre de la collaboration amorcée avec le SEAMEO (Conférence des ministres de l'Éducation de l'ANASE) sur des projets de recherches scientifiques avec des universités québécoises, 2 boursiers d'excellence, l'un des Philippines et l'autre d'Indonésie, ont démarré leurs études de troisième cycle au Québec en janvier.

En matière de rayonnement, les représentations asiatiques ont poursuivi le ciblage systématique de leurs interventions auprès des décideurs locaux et appuyé leurs efforts par l'envoi régulier du "Québec Économique International" et, dans le cas de Tokyo et de Hong Kong, du "Québec Update". Sur le plan de la documentation de promotion sur le Québec en langues asiatiques, il faut mentionner la finalisation de la production d'une brochure générale en japonais, en coréen et en chinois, d'une version japonaise du "Profil du Québec", d'une brochure en chinois sur les universités et collèges du Québec et d'un numéro spécial en japonais de la "Revue d'affaires Canada-Japon".

Par ailleurs, il y a lieu de souligner la parution à Hong Kong, pour la première fois en Asie, d'un supplément de cinq pages sur le Québec dans le principal quotidien de langue anglaise, à l'occasion de la Fête nationale.

En Corée, une première activité visant l'implantation d'un centre d'excellence sur le Québec à l'Université de Chungham à Teajon a été réalisée. Des journées québécoises ont eu lieu dans cette université à l'automne avec la présence de 2 professeurs de l'Université McGill et de l'Université de Montréal.

Au Québec, deux événements majeurs ont retenu l'attention, soit la Conférence Canada-Taiwan en avril et la Conférence des conseils d'affaires Canada-Corée en octobre. Une délégation d'une cinquantaine de gens d'affaires taiwanais a participé et a pu rencontrer des gens d'affaires du Québec, tandis qu'avec la délégation d'une soixantaine de gens d'affaires coréens, c'est un accueil au plus haut niveau - premier ministre, ministre Ciaccia et maire Doré - qui les attendait et qui a laissé une forte impression d'intérêt et de dynamisme de la part du Québec. Outre ces deux événements, de très nombreuses missions et délégations asiatiques ont été accueillies, permettant de promouvoir le Québec dans tous ses aspects d'excellence et de positionner le Québec comme "un partenaire d'avenir en Amérique du Nord".

Trois composantes majeures ont guidé l'action au chapitre du développement des relations intergouvernementales et institutionnelles :

- . la mise sur pied du Bureau du Québec à Séoul et d'une représentation à Taipei;
- . le développement d'actions soutenues au Viêt-nam et en Chine;
- . les missions ministérielles.

En ce qui a trait au renforcement de la présence institutionnelle du Québec en Asie, l'ensemble des démarches amorcées en 1990-1991 auprès du MAECE en ce qui concerne Séoul et de la Chambre de commerce du Québec et de celle du Canada pour Taipei ont abouti favorablement et ont permis l'ouverture de ces deux nouvelles représentations dès la fin de l'été.

Avec le Viêt-nam, un certain nombre d'actions ont été réalisées avec l'objectif de favoriser l'établissement de relations durables au niveau intergouvernemental et institutionnel et à celui du secteur privé : mission au Viêt-nam du sous-ministre des Affaires internationales avec un groupe de gens d'affaires; accueil au Québec du ministre responsable du Comité d'État pour la Coopération et les Investissements et du vice-président du Comité populaire d'Ho Chi Minh-Ville à l'occasion de la tenue d'un séminaire sur ce pays qui a regroupé plus d'une centaine de participants; mission pour finaliser les termes d'une entente de coopération économique et technologique entre le Québec et le Viêt-nam et enfin, la réalisation d'une mission ministérielle de coopération économique dirigée par le ministre des Affaires internationales accompagné de 23 représentants des secteurs privé et institutionnel.

Avec la Chine, et plus particulièrement avec certaines provinces avec lesquelles des relations plus étroites sont recherchées en appui au développement d'une coopération économique concrète, les interventions se sont multipliées; mentionnons parmi d'autres la mission sous-ministérielle à Beijing et à Shanghai fin mars-début avril 91, la mission au Québec en novembre d'une délégation de la Province de Hubei dirigée par le directeur des Affaires étrangères pour discuter de projets hydroélectriques et de télécommunications et paver la voie à une visite au Hubei du ministre des Affaires internationales et au Québec du gouverneur du Hubei, la mission du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie au Guangdong et au Shandong en octobre et en février, la mission du ministre Ciaccia à Beijing, au Hubei et à Shanghai et enfin, la mission en mars d'une délégation de Hebei dirigée par le directeur des Affaires étrangères pour préparer la venue au Québec du gouverneur de Hebei en mai 92.

Sur le plan des missions ministérielles en Asie, outre celles des ministres Ciaccia et Tremblay, mentionnons la visite de la vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, au Japon ainsi qu'en Malaisie à l'occasion d'une Conférence internationale sur l'utilisation de l'amiante.

Finalement, dans le cadre de la renégociation de l'entente de coopération entre Montréal et Shanghai, une collaboration active entre le Ministère et la ville de Montréal s'est établie, tant au niveau des discussions préliminaires qui se sont tenues à Shanghai en avril, que dans l'accueil d'une délégation de Shanghai de haut niveau venue en juin pour finaliser les termes de l'entente et procéder aux signatures officielles.

Orientations 1992-1993

Deux principes généraux continueront de guider l'action du Ministère en Asie et en Océanie au cours de 1992-1993 et des années subséquentes. D'une part, une concentration maximale des efforts et des ressources vers quelques pays prioritaires qui offrent dans l'immédiat des perspectives de développement et qui représentent à court et moyen termes des enjeux d'importance pour le Québec : le Japon, la Corée, Taiwan, Hong Kong/Chine en Asie de l'Est, les pays de l'ANASE et le Viêt-nam en Asie du Sud-Est et l'Inde en Asie du Sud. D'autre part, une approche intégrée de l'action gouvernementale, institutionnelle et privée dans les différents champs d'intérêt du Québec dans les pays d'intérêt de cette région, prioritairement dans les domaines commerciaux, industriels, scientifiques et technologiques et dans ceux de l'immigration, du tourisme, de l'enseignement et de la formation.

Les grandes orientations en Asie s'inscrivent au départ dans le souci du respect des objectifs et orientations de la politique d'affaires internationales du gouvernement et de la continuité des axes de développement déjà amorcés et visent, dans les pays industrialisés de l'Asie de l'Est, "la mise sur pied de projets où se conjugent capitaux, technologie, expertise et partage de retombées", tandis que le développement de liens de coopération économique et institutionnelle au bénéfice mutuel des entreprises et institutions québécoises et des partenaires asiatiques est recherché avec les pays en voie d'industrialisation d'Asie.

Conçues comme un instrument important de rayonnement et de développement économique, les orientations proposées composent avec les difficultés inhérentes aux différences culturelles et linguistiques et le fait que la présence québécoise en Asie soit relativement récente. Ces facteurs incitent à adopter une stratégie de concentration des efforts dans des filières d'intérêt commun et à prioriser dans l'ordre le développement économique, la coopération scientifique et le développement technologique, et le développement des ressources humaines de façon interreliée et ce, dans chacun des pays prioritaires.

La recherche de partenariats amorcée les années antérieures avec la Chambre de commerce de Montréal pour l'établissement de liens institutionnels avec la région d'Osaka et avec la Chambre de commerce du Québec pour l'établissement d'une représentation à Taipei sera poursuivie de même que celle avec les universités pour l'établissement de coopérations scientifiques avec le Japon, la Corée, la République populaire de Chine et l'Inde.

L'intégration des activités propres à chaque domaine d'intervention sera poursuivie en maintenant autant que faire se peut, des secteurs d'activités professionnelles semblables comme dénominateurs communs pour chacun des domaines. A titre d'exemple, pendant que le secteur de la biotechnologie est priorisé pour des interventions de développement industriel avec le Japon, ce même secteur est privilégié dans les efforts de coopération scientifique ainsi que dans le perfectionnement de jeunes technologues par le biais de stages de perfectionnement en entreprises japonaises.

L'effet multiplicateur, qui découlera d'une série d'interventions interreliées devant produire des retombées à court, moyen et long termes au sein d'un même secteur d'activités professionnelles, devrait favoriser à échéance le développement recherché des grappes industrielles.

Le Japon représente la première priorité en Asie pour le développement de relations économiques, scientifiques et technologiques. Les stratégies et les interventions proposées visent principalement à favoriser la consolidation de certaines grappes industrielles. Les coopérations institutionnelles qui sont recherchées en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science se concentreront sur les secteurs privilégiés et favoriseront à terme les mêmes objectifs. Les échanges de scientifiques et technologues ainsi que l'aide apportée au placement de jeunes diplômés québécois dans les entreprises japonaises chercheront eux aussi à privilégier les mêmes secteurs. La promotion des exportations vers ce pays s'effectuera de façon très pointue, dans les secteurs où les entreprises québécoises et les entreprises canadiennes ont déjà démontré des résultats et ce, en se basant sur les connaissances acquises.

La priorité qui a motivé l'ouverture de la Représentation à Séoul sera maintenue, à savoir maximiser les retombées des investissements coréens au Québec et tenter de profiter de l'effet d'entraînement que leur valorisation dans le milieu coréen est susceptible d'avoir sur la communauté d'affaires. Les activités favorisant la promotion de la réalité québécoise seront orientées de façon à servir ces mêmes objectifs. L'approche en matière commerciale s'apparentera à celle poursuivie au Japon.

Avec Taiwan, les alliances stratégiques seront privilégiées comme moyen d'augmenter les investissements taiwanais au Québec, de favoriser la participation d'entreprises québécoises au vaste plan de développement récemment annoncé par le gouvernement taiwanais et de favoriser l'exportation de produits québécois sur les marchés asiatiques où les Taiwanais sont bien introduits. Une première évaluation des moyens les plus aptes à favoriser la promotion de la réalité québécoise auprès d'éventuels immigrants investisseurs sera conduite au cours de 1992-1993.

L'orientation prioritaire poursuivie à Hong Kong demeure la recherche d'une immigration d'affaires, quoique l'approche de l'échéance de 1997 provoque un rétrécissement du bassin d'immigrants potentiels. La recherche d'investissements industriels retiendra aussi l'attention, mais le potentiel que représente Hong Kong en relation avec les priorités du Québec fera l'objet d'une évaluation en collaboration avec le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. La promotion commerciale s'orientera vers les technologies de l'information, l'environnement, les produits bio-alimentaires et le secteur de la construction, lequel profitera du potentiel que représente le projet de nouvel aéroport ainsi que des projets d'infrastructure s'y référant.

En Chine et au Viêt-nam, c'est la promotion commerciale par le biais de la participation des sociétés québécoises aux projets d'infrastructures et la promotion de l'expertise québécoise sur le territoire qui retiendront l'attention. Compte tenu de l'importance de l'État dans un système d'économie planifiée, un certain nombre d'activités de coopération seront favorisées visant à maintenir et améliorer le positionnement du Québec auprès des instances décisionnelles de ces deux pays.

Dans les pays de l'ANASE et en Inde, l'orientation prédominante demeurera la nette priorité du domaine économique et une participation accrue aux projets d'infrastructures dans lesquels s'impliquent les organismes nationaux et internationaux de financement (forêts, télécommunications, énergie, transport) et à la formation des ressources humaines qui s'y rattache. L'atteinte de ces objectifs sera par ailleurs facilitée par les nouveaux moyens mis en place par le Québec, notamment par l'ajout d'un nouveau volet du programme APEX et l'implication plus soutenue de la SDI en matière de garantie de paiement pour des exportations destinées à certains pays du Sud-Est asiatique. En Inde, les efforts de développement de marchés seront soutenus par l'amorce d'un programme de maillages institutionnels et technologiques avec des centres de recherches indiens dont la réputation est établie à l'échelle mondiale.

DIRECTION GÉNÉRALE AFRIQUE, MOYEN-ORIENT, AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la Direction du Ministère, élaborer et proposer une stratégie de relations avec les pays d'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et des Antilles, et établir la programmation des activités qui en découlent et visant à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social; gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés, en évaluer les résultats et la pertinence.

DIRECTION AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Bilan 1991-1992

La programmation 1991-1992 s'est articulée autour du commerce international et de la coopération au développement.

En matière commerciale, la direction a visé à développer les intérêts économiques du Québec en Afrique et au Moyen-Orient en favorisant l'exportation de biens, de technologies et de services. Cette activité a mobilisé la plus grande partie des ressources financières et humaines de la DAMO. S'ajoute à cela la réalisation, comme maître d'oeuvre, de projets financés par l'ACDI.

La DAMO a également fourni au MAI et à l'ensemble du gouvernement du Québec un portrait le plus actuel et le plus précis possible de la situation politique, économique, sociale et culturelle des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, et d'autre part, elle a assuré le rayonnement du Québec dans quelques pays retenus comme prioritaires et avec lesquels existent des liens économiques.

La direction a aussi tenté de répondre à des besoins en développement exprimés par quelques pays d'Afrique en mettant à leur disposition principalement des ressources éducatives québécoises pour des fins de formation et de perfectionnement.

Plusieurs des activités réalisées ont été menées avec d'autres ministères et organismes québécois, notamment le MESS, le MEQ, le MAC, le MAPAQ, le MICT, l'OPDQ et le MER.

Deux missions présidées par le ministre des Affaires internationales ont marqué nos activités en 1991-1992. La première s'est déroulée avec une trentaine d'entreprises dans trois pays d'Afrique (Nigéria, Bénin et Gabon) alors que la deuxième a permis à plus d'une vingtaine d'entreprises de développer leurs relations d'affaires avec quatre pays du Moyen-Orient (Iran, Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite et Yémen).

Au Nigéria, le Ministre a soutenu des entreprises québécoises de transport ferroviaire, de fabrication de produits pharmaceutiques, de fabrication de logiciels spécialisés, en hydro-électricité, en télécommunications, en éducation et en construction générale. Au Bénin, le Ministre a voulu signifier l'appui du gouvernement du Québec à la population et aux autorités béninoises pour tous les efforts consentis pour instaurer la démocratie en créant un "Comité de suivi" bénino-québécois chargé d'assurer un soutien continu aux actions de développement menées par les entreprises québécoises en ce pays dans des secteurs stratégiques particulièrement ceux de la restauration des infrastructures, de l'assainissement des eaux, de la formation et de l'agro-alimentaire. Quatorze de ces entreprises sont retournées par la suite au Bénin et le potentiel d'affaires a été évalué à plus de 50 millions sur 24 mois.

Au Gabon, les retombées économiques de cette mission ont été évaluées, dans un horizon de 24 mois, à plus de 50M\$ par les entrepreneurs concernés (rallonge du projet hydroélectrique de Bongolo, construction d'hôpitaux, investissements miniers prometteurs, distribution de gaz, formation et gestion, etc.). Sur place, il a par ailleurs été convenu avec les autorités gabonaises de mieux encadrer les relations d'affaires et de coopération unissant le Québec et le Gabon. Une entente-cadre de coopération couvrant les secteurs jugés prioritaires (hydraulique, énergie et mines, santé et environnement, transports et communications, ingénierie, formation, gestion, etc.) par les deux parties concernées a donc été préparée et cosignée le 27 janvier dernier à Montréal par la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Gabon et par le ministre des Affaires internationales du Québec. Enfin, une mission commerciale de suivi (12 entreprises) à la visite du ministre Ciaccia a été organisée en mars 1992. D'importantes retombées sont attendues dans les secteurs des transports, des mines et de la formation.

Au Moyen-Orient, la mission qui s'est faite en collaboration avec la Chambre de Commerce canado-arabe, a permis de renforcer la position du Québec dans des marchés qui disposent de capitaux importants et dont les besoins ne sont pas moins importants. Plusieurs des sociétés participantes en ont profité pour consolider et faire progresser les négociations pour l'obtention de contrats dans des projets majeurs. En Iran, des ententes de coopération ont été conclues en matière d'énergie et de télécommunications. Une importante mission d'acheteurs iraniens est par la suite venue au Québec. Au Yémen, une entente est intervenue visant la coopération en matière d'énergie, mines, télécommunications, habitation, ingénierie, éducation et agriculture. En Arabie Saoudite et dans les Émirats, des contrats ont été conclus prévoyant l'échange et la vente de produits et services de haute technologie. Bien qu'il soit difficile de chiffrer les résultats d'une telle mission, elle a permis de relever un potentiel d'affaires de plus de 2 milliards de \$ pour des entreprises québécoises.

Les orientations, les priorités et les stratégies proposées dans la programmation 1991-1992 ont été influencées par un certain nombre de facteurs d'ordre politique et économique, socio-culturel et géographique qui sont également valables pour 1992-1993 et qu'il importe de prendre en compte pour assurer quelque succès à l'action du Québec dans ces régions.

- Facteurs d'ordre politique et économique

En Afrique, le MAI compte un conseiller en poste en Côte d'Ivoire et une conseillère auprès de la CONFEMEN. Au Moyen-Orient, la représentation québécoise est assurée surtout par le biais de missions commerciales ou ministérielles et de missions de suivi. Dans ce contexte, il est donc utile de pouvoir compter sur le ministère canadien des Affaires extérieures et du Commerce extérieur et sur chaque ambassade, non seulement pour l'organisation sur le terrain, de missions, mais aussi pour l'analyse des marchés et pour le suivi de ces missions. Enfin, les conseillers et conseillères de la DAMO ont, par conséquent, une présence plus active dans les pays qui leurs sont assignés.

Dans le cadre de nos relations bilatérales avec les pays en voie de développement, nous visons à développer avec l'ACDI et d'autres bailleurs de fonds internationaux, des liens beaucoup plus suivis qui permettent au gouvernement, aux entreprises et aux institutions, de faire bénéficier ces pays de la technologie et des produits québécois. Dans ce contexte, le MAI assume, en concertation avec les ministères sectoriels concernés, les maîtrises d'oeuvre de deux projets d'appui institutionnel entièrement financés par l'ACDI. Le premier d'un coût total de 1 144 579 \$ se déroule au Zaïre dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et l'autre, d'un coût total de 4 272 000 \$ au Rwanda en appui à la Direction générale des Forêts. Un troisième projet (appui au Département d'agriculture du Zaïre) s'est terminé en 1991-92 (coût total 3 881 000 \$). Par ailleurs, dans le cadre du programme "Projets provinciaux" de l'ACDI, le MAI assume la co-gestion de deux projets: l'un au Sénégal dans le domaine de l'habitation et l'autre en Tunisie pour le développement rural. Ces projets sont financés à 75% par l'ACDI et 25% par le

Québec (soit 116 500 \$ en 1991-92 et 103 000 \$ en 1992-93).

Pour affronter les concurrents de taille qui y travaillent, il faut assurer une présence suivie et importante auprès des ministères-clé de pays prioritaires d'Afrique et dans les institutions internationales.

- Facteurs d'ordre socio-culturel et géographique

Le choix des pays et des secteurs retenus pour les activités de la direction repose essentiellement sur les critères suivants:

Capacité financière des pays d'Afrique et du Moyen-Orient d'acheter les produits et le savoir-faire québécois dans le cadre de financement disponible (ACDI-SEE-Banque mondiale-Banques régionales).

Corrélation établie entre les besoins de ces pays et la capacité québécoise d'y répondre.

Perspectives d'expansion des marchés pour des produits, des technologies et des services québécois dont l'excellence et la compétitivité sont reconnues ou démontrables.

Qualité des relations politiques entre le Québec et l'Afrique dans le cadre des institutions multilatérales francophones.

Toute l'approche de la DAMO est fondée sur le partenariat avec les autres directions du MAI, avec d'autres ministères québécois et fédéraux et avec les entreprises et les institutions en vue d'une action efficace et rentable.

Orientations 1992-1993

La programmation 1992-1993 proposée a été déterminée aussi bien dans ses orientations, que dans ses priorités et ses stratégies, en utilisant comme cadre de référence la politique d'affaires internationales dont l'un des mérites est d'assurer l'harmonisation de l'action, tout en tenant compte d'un ensemble de facteurs d'ordre politique, économique et géographique.

L'essentiel des ressources humaines et financières de la DAMO sera donc affecté principalement à la réalisation d'activités dans les sous-domaines du commerce, de l'enseignement et de la formation et au développement des rapports du Québec avec certaines organisations internationales.

Un appui technique et financier sera accordé aux entreprises, institutions et organismes québécois engagés ou qui ont la volonté et la capacité de s'engager dans des projets en Afrique et au Moyen-Orient. Cet appui se réalisera par la préparation, la réalisation et le suivi de missions ministérielles, commerciales et institutionnelles. L'utilisation des programmes APEX et Acheteurs étrangers sera également favorisée afin de soutenir les entreprises québécoises dans leurs projets de ventes de biens, de services et de technologies.

L'énergie, la foresterie, les mines, les télécommunications, l'agro-alimentaire, les biotechnologies et les services-conseils sont autant de secteurs d'activités dans lesquels l'expertise québécoise est reconnue.

Les pays de concentration de l'action du Québec seront les suivants: au Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Iran et Israël. En Afrique du Nord, l'Algérie et le Maroc; en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et la Guinée, le Bénin, le Nigéria et le Cameroun; en Afrique centrale, le Gabon et le Zaïre; au sud, l'Angola, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. En ce qui concerne l'Algérie, le Cameroun, le Zaïre et l'Afrique du Sud, il s'agit surtout de suivre attentivement l'évolution de la situation.

DIRECTION AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Bilan 1991-1992

La programmation 1991-1992 a été caractérisée par la poursuite et l'intensification des activités à caractère commercial et économique. L'utilisation combinée des programmes APEX et Acheteurs étrangers de même que le support au Québec et sur le terrain de divers ministères et organismes québécois ont été profitables. De même, la participation à certaines activités du gouvernement canadien aura accentué les succès dans l'exportation des biens et services québécois sur le marché latino-américain.

La profondeur des changements économiques dans plusieurs pays aura permis la consolidation des marchés québécois non sans causer une augmentation du volume d'activités des délégations dans les secteurs prioritaires. L'attrait des marchés latino-américains en conjonction avec la faiblesse des marchés intérieurs canadiens et québécois a motivé plusieurs entrepreneurs à tenter leur chance dans plusieurs pays du sud de l'hémisphère. Dans les pays où le Québec possède des délégations, celles-ci ont connu un niveau de sollicitation jamais égalé de la part des entreprises. Dans ces cas, il aura fallu discriminer en fonction des secteurs prioritaires pour être en mesure de donner un service de qualité à la clientèle québécoise.

Afin d'appuyer la concentration des efforts et de donner plus de profondeur aux interventions sur le territoire, la direction a apporté son soutien aux délégations par des missions, des colloques, des séminaires et l'envoi de spécialistes dans les domaines prioritaires, soit l'environnement, l'énergie, l'agro-industrie, les mines, la géomatique, la foresterie et les télécommunications. Dans l'ensemble de ces secteurs, des entreprises et des institutions québécoises ont établi des relations d'affaires et dans plusieurs cas ont obtenu des contrats.

D'autre part, un nouvel aspect des relations d'affaires du Québec avec l'Amérique latine, la prospection des investissements, est en voie de se traduire par des retombées industrielles au Québec. En effet, trois projets majeurs d'investissements privés en provenance du Venezuela représentant plus de 150 M\$ sont en phase finale de négociation. Ces investissements permettront l'introduction de nouvelles technologies. Divers autres projets d'investissements sont en progrès avec des entreprises d'autres pays.

Le développement conjoint de technologie fait maintenant aussi partie des échanges avec l'Amérique latine. Le Fonds de développement technologique y est associé.

Par ailleurs, les pays de concentration de l'action internationale du Québec en Amérique latine sont le Mexique, le Venezuela, la Colombie, le Chili, les Bahamas et la Jamaïque. À un degré moindre, Cuba continue de faire l'objet de notre attention.

D'autre part, les deux géants sud-américains que sont le Brésil et l'Argentine, offrent encore des perspectives commerciales à développer. Dans les deux cas, ces perspectives de développement sont appuyées par des politiques économiques libérales relatives à l'investissement, à la privatisation, à la déréglementation et à une gestion plus serrée des dépenses de l'État. Enfin, la principale ouverture brésilienne s'est produite par son implication dans le Mercosur (Mercado commun del Sur) regroupant les quatre pays du cône sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay).

Enfin, l'impact éventuel sur les entreprises québécoises de divers autres regroupements économiques latino-américains tels le Groupe des Trois, le Pacte andin, le MCCA et le Caricom fait l'objet d'une attention soutenue.

Dans les autres domaines d'activités, il s'est avéré que les événements majeurs à caractère institutionnel et culturel ont connu partout des succès remarquables. Les affinités socio-culturelles entre le monde latino-américain et le Québec sont profondes et vivaces. Ces

événements (théâtre, cinéma, musique, conférences d'experts dans divers domaines) ont constitué un miroir vivant des réalités québécoises qui suscitent un intérêt grandissant. Et dans ces domaines, les partenaires sont nombreux et variés: universités, centres de recherche, télévisions nationales et corporations diverses.

Orientations 1992-1993

En septembre 1991, le gouvernement du Québec faisait connaître la politique d'affaires internationales. Ce document, qui constitue un cadre de référence, permet de mieux évaluer la pertinence des priorités et stratégies déjà utilisées antérieurement, de reconduire celles qui sont appropriées dans la programmation 1992-1993 et de proposer certains virages qui répondraient mieux aux orientations et objectifs gouvernementaux.

L'essentiel des ressources humaines et financières de la DALA sera donc affecté principalement à la réalisation d'activités dans les sous-domaines du commerce, de la culture, de l'enseignement et de la formation, du rayonnement économique et culturel, et du développement industriel et des investissements.

Seront principalement utilisés, les missions et visites ministérielles, les missions commerciales, les séminaires et l'appui à des événements culturels de qualité et d'originalité reconnues. L'utilisation des programmes APEX et Acheteurs étrangers sera également favorisée afin de soutenir et d'appuyer les entreprises et les institutions québécoises dans leurs projets de ventes de biens, de services et de technologies.

En raison des résultats encourageants obtenus, les priorités sectorielles déjà identifiées seront maintenues en 1992-1993. Il s'agit des secteurs de l'agro-industrie, de la foresterie, des télécommunications, de l'énergie, de l'environnement, de l'informatique, des mines, du transport, de la formation professionnelle et de la technologie éducative.

Le concept de pays prioritaires est également maintenu et les actions seront ainsi orientées vers le Mexique, le Venezuela, la Colombie, le Chili, le Brésil, Cuba et certaines îles des Caraïbes anglophones.

DIRECTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS FRANCOPHONES ET MULTILATÉRALES

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la Direction du Ministère, élaborer et proposer une stratégie de relations avec les organisations internationales francophones et multilatérales, établir la programmation des activités qui en découlent, gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence; de la même manière, élaborer et mettre en oeuvre, en concertation avec les ministères concernés, une stratégie de relations avec les organisations québécoises ayant des activités internationales et coordonner la participation québécoise aux événements internationaux majeurs susceptibles d'avoir des incidences jugées significatives sur le développement politique, économique et socio-culturel du Québec.

DIRECTION DE LA FRANCOPHONIE

Mandat

La Direction de la francophonie exerce le mandat de la direction générale à l'égard des institutions et associations francophones internationales. Les principales institutions visées sont : la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), la Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant en commun l'usage du français (CONFEMEN), la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFESJES), l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), le Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC) responsable de TV5, le Comité international des jeux de la francophonie (CIJF) et le Forum francophone des affaires (FFA).

Bilan 1991-1992

L'année 1991 a été marquée par la tenue du 4^e Sommet francophone (Sommet de Chaillot) à Paris, en novembre.

Ce 4^e Sommet a consacré l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) dans son rôle de Secrétariat de la francophonie.

Les organigrammes de l'ACCT et des Sommets ont été intégrés. Conférence générale de l'ACCT et Conférence ministérielle des Sommets sont maintenant la même chose. Le Comité international du suivi (CIS) et le Comité international de préparation (CIP) sont fusionnés en un Conseil permanent de la francophonie (CPF). Le CPF intègre les fonctions du Bureau élargi de l'ACCT.

Ces décisions ont été entérinées par l'ACCT qui a tenu ses assises générales un mois après le Sommet de Chaillot.

Le financement des suivis des Sommets a été clarifié. Pour la première fois, le Sommet francophone a approuvé une programmation prioritaire. Ces propositions avaient été préparées par l'ACCT et le suivi de leur réalisation lui est confié.

Les États ont accepté de placer la majeure partie de leurs ressources dans un fonds multilatéral unique (FMU) afin de financer la réalisation de cette programmation de base. Ces fonds sont totalement déliés. Ils sont complétés par des contributions complémentaires liées, dont l'affectation est déterminée par les bailleurs de fonds. Le Sommet a cependant demandé que ces fonds liés soient réduits progressivement au profit des fonds déliés.

Le Sommet a accepté les recommandations de la Conférence des ministres de l'Environnement qui s'est tenue à Tunis en mai 1991. Des concertations entre francophones ont démarré en vue de la préparation du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, en juin 1992.

Les ministres responsables de TV5 ont recommandé, suite à leurs rencontres annuelles, que le réseau TV5 soit étendu à l'Afrique. Cette proposition a été acceptée par les chefs d'État et de gouvernement. Elle sera mise en oeuvre au cours de 1992.

La Roumanie et la Bulgarie sont officiellement devenues des pays observateurs au sein des instances francophones. Le Cambodge y a repris sa place.

Le programme de coopération juridique et judiciaire a déployé son plan d'action, notamment en amorçant des mesures d'appui au processus de démocratisation. Le 4^e Sommet a demandé que ces efforts soient accentués au cours de 1992.

Le FFA a tenu sa troisième rencontre à Paris et à La Rochelle juste avant le Sommet de Chaillot. Cette édition fut marquée par la première participation de la Roumanie. Le Québec abrite maintenant officiellement le Secrétariat international du FFA à Montréal.

L'AUPELF, dont le siège est à Montréal, a poursuivi son programme "Université des réseaux d'expression française" (UREF) et étendu son réseau dans toutes les grandes régions francophones. Le 4^e Sommet a reconnu la qualité du travail accompli.

TV5 est maintenant captée en Bulgarie et en Roumanie grâce à une antenne de réception mise en place avec l'aide particulière du Canada et du Québec. Les signaux sont captés directement par tous les propriétaires d'un téléviseur.

L'Association internationale francophone des aînés (AIFA) a tenu son congrès annuel en Guadeloupe. Elle a modifié ses textes fondamentaux afin de faire une place plus grande aux représentants des différentes régions de la francophonie.

L'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) a finalement tenu ses assises en France, après avoir dû les déplacer de Tunisie, les autorités ayant préféré reporter l'événement en raison de la guerre du Golfe.

La CONFESJES a organisé sa XXII^e session en France en janvier 1992. Les travaux préparatoires aux 2^{es} Jeux de la francophonie, qui auront lieu dans l'Essonne (France) en juillet 1993, ont été à l'ordre du jour.

La CONFEMEN s'est réunie à Djibouti pour sa 43^e session. La prochaine conférence aura lieu à Montréal en juin 1992 et sera élargie à l'ensemble des États francophones comme en a décidé le Sommet de Chaillot.

Dans toutes ces activités, le Québec a été représenté, que ce soit par des responsables politiques, des fonctionnaires ou de nombreuses autres ressources humaines, dans les stages, séminaires, colloques et missions techniques de toutes sortes organisés au cours de cette année. À chaque fois, les représentants québécois ont fait valoir l'importance que le Québec attache à la francophonie.

Orientations 1992-1993

La consolidation des nouvelles structures issues des décisions du 4^e Sommet constituera une priorité. L'intégration des organigrammes de l'ACCT et des Sommets entraînera des réajustements au processus de prise de décision, de consultation, d'évaluation et de préparation des Sommets à venir. Dans cette perspective, le Québec entend participer à la gestion des suivis du 4^e Sommet de la francophonie par une présence active au CPF, soutenir les réformes administratives de l'Agence et tenter d'y accroître la présence de ressources humaines québécoises et favoriser la tenue de réunions périodiques des ministres oeuvrant dans les secteurs stratégiques identifiés par le Sommet.

Dans les programmes de coopération, plusieurs priorités peuvent être dégagées.

Certains pays de la francophonie vivent présentement des changements politiques majeurs qui favorisent grandement les échanges sur les valeurs démocratiques. L'annonce par le premier ministre au 4^e Sommet d'un programme de formation au Québec s'inscrit dans cette perspective. Le Québec compte participer activement au programme de coopération juridique et judiciaire.

En octobre 1992, le Québec accueillera une session de l'Institut de droit d'expression française (IDEF) qui regroupe traditionnellement une vingtaine de ministres de la Justice des pays francophones. Les questions relatives aux droits de la personne et aux conditions de développement d'un état de droit y seront abordées.

Le Québec a obtenu que la coopération économique soit formellement inscrite aux préoccupations de la francophonie et compte soutenir la mise en oeuvre des décisions du Sommet en ce domaine; l'ACCT est mandatée pour proposer, en concertation avec le FFA, un plan d'action à soumettre au 5^e Sommet. Le Secrétariat du FFA doit de plus mettre en place un observatoire de l'activité économique francophone et renforcer l'ensemble des services qu'il offre à ses membres.

Pour tenter d'accentuer l'action francophone en matière de coopération scientifique et de développement technologique, le Québec poursuivra ses efforts pour accroître la participation des universités québécoises aux activités de l'UREF, dont les ressources ont été considérablement augmentées par le 4^e Sommet.

Le Québec accueillera à Montréal la 44^e session de la CONFEMEN en juin 1992. Elle sera élargie à l'ensemble des États francophones et aura pour thème "la réussite scolaire". La Conférence ministérielle sera reliée aux célébrations du 350^e anniversaire de Montréal.

Le Québec souhaite maintenir l'excellent niveau de contribution des ressources québécoises à l'effort global de formation des ressources humaines de la francophonie d'une part, et contribuer au renforcement des capacités endogènes des pays du Sud dans la production de matériel didactique et dans la gestion des systèmes éducatifs formels et informels, d'autre part.

À l'occasion du Sommet de la Terre, le Québec entend poursuivre ses efforts en vue d'une concertation entre francophones. Il fera valoir l'expertise québécoise dans les programmes de mise en place des plans nationaux d'environnement des pays francophones du Sud.

Le Québec favorisera la création et le soutien à des réseaux d'institutions des pays francophones organisés autour d'objectifs concrets qui s'avèrent nécessaires dans tous les secteurs d'activités. Ces réseaux d'échange et de coopération permettent de bien identifier les problèmes auxquels sont confrontés les francophones et de bien identifier les forces sur lesquelles la francophonie pourra s'appuyer pour trouver des solutions durables. Dans un tel système, les expériences valables conduites dans les États participants sont susceptibles d'être connues et publicisées, quel que soit le poids politique ou économique de l'État dans lequel elles se déroulent. Dans un tel contexte, l'influence du Québec s'avère réelle.

La Direction de la francophonie doit maintenir et développer des liens étroits avec ses interlocuteurs des pays francophones. Elle profitera de toutes les occasions qui lui seront données dans la programmation régulière d'approfondir sa connaissance des réalités de ces pays et des ensembles géo-politiques auxquels ils appartiennent. Pour que cette connaissance serve les intérêts du Québec et ait des incidences sur l'ensemble des interventions québécoises en francophonie, il importe de renforcer la concertation avec les autres directions du Ministère.

Le Québec entend favoriser une concertation étroite entre les différents intervenants québécois aux activités de la francophonie de même qu'entre les intervenants internationaux. Une véritable action en réseau s'avère la seule capable de favoriser des projets pertinents entre les partenaires francophones et une juste perception des enjeux communs et des stratégies appropriées pour y répondre.

DIRECTION DES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX ET DES ORGANISMES QUÉBÉCOIS DE COOPÉRATION

Mandat

La Direction des événements internationaux et des organismes québécois de coopération (DEIOQC) exerce le mandat de la direction générale à l'égard des événements internationaux majeurs se déroulant au Québec et à l'extérieur, susceptibles d'entraîner des retombées positives sur le développement économique, politique et socio-culturel du Québec. De plus, elle soutient parmi les initiatives non gouvernementales en matière d'événements internationaux celles qui sont de nature à contribuer à l'atteinte des objectifs du Québec.

Elle assure, par ailleurs, les relations du Ministère avec les organismes québécois de coopération internationale, principalement avec la fédération associative de ces organismes, l'AQOCI, de même qu'avec les organismes au mandat comparable qui n'en sont pas membres.

Bilan 1991-1992

Le ministère des Affaires internationales est sollicité régulièrement pour soutenir des événements qualifiés d'internationaux. Afin de mieux positionner le Québec sur l'échiquier international des véritables événements majeurs, la DEIOQC administre un programme d'aide aux événements internationaux. Ce programme permet d'accorder un soutien aux événements officiels, c'est-à-dire ceux tenus sous l'égide de gouvernements ou d'organisations internationales gouvernementales. Il permet également de cibler l'intervention de la direction en fonction des priorités du Ministère.

Rappelons ces priorités incluses au Programme :

- privilégier les événements officiels, c'est-à-dire ceux tenus sous l'égide de gouvernements nationaux et régionaux ou d'organisations internationales, afin de tirer un meilleur profit de la participation du Ministère, et le cas échéant, du gouvernement, principalement en matière de rayonnement;
- intervenir lors d'événements dont la portée est significative et la visibilité manifeste pour le Québec;
- faciliter la prise de décision rationnelle et équitable;

- favoriser un nouveau partage de responsabilités avec les ministères pouvant conduire à une stratégie d'intervention gouvernementale intégrée, c'est-à-dire mieux coordonnée et plus concertée;
- accorder la priorité aux secteurs québécois de pointe à forte valeur ajoutée et aux thématiques dont l'influence sur l'image du Québec est déterminante.

La direction s'est par ailleurs conformée aux orientations indiquées par les autorités du Ministère aux chapitres du soutien aux événements culturels, de la définition d'une stratégie de participation aux événements internationaux, de la révision de la relation MAI/AQOCI et de la concertation intraministérielle. À cette fin, la direction a intensifié sa présence dans le milieu non gouvernemental. Elle a ainsi accru ses activités au niveau des grandes villes. Elle a également porté une attention particulière à la coordination interministérielle et intraministérielle et a travaillé de concert avec divers intervenants privés, notamment par une participation accrue à des comités d'orientation et à des comités opérationnels chargés de l'organisation d'événements internationaux sous égide officielle.

La plupart des priorités dégagées dans la programmation de la direction pour l'exercice financier 1991-1992 se sont réalisées et leur mise en oeuvre s'est déroulée généralement selon les prévisions.

La préparation de la participation du Québec à l'exposition universelle de Séville se déroule tel que prévue et le retard que le Québec accusait face à l'état des travaux du gouvernement canadien et des provinces participantes est totalement récupéré. Bien que les préparatifs s'effectuent à un rythme fort accéléré, le Québec aura une présentation de haut calibre grâce en grande partie au professionnalisme des entreprises québécoises retenues.

La Représentation du Québec à Séville est opérationnelle depuis la mi-novembre, et depuis le 1^{er} avril, l'ensemble des effectifs prévus (huit au total) sont en poste. La dotation de cette Représentation est effectuée en collaboration avec le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, le ministère du Tourisme et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Orientations 1992-1993

Le **Programme d'aide aux événements internationaux multilatéraux**, dans sa forme actuelle et selon l'approche de gestion suivie, constitue un instrument de rayonnement permettant de faire connaître et valoir auprès d'une audience étrangère les principales caractéristiques du Québec et de contribuer ainsi à diffuser une perception positive des réalités québécoises. Il contribue également à accroître la participation de Québécois aux débats internationaux sur des questions d'intérêt pour le Québec. En ce qui a trait aux enjeux économiques, le programme d'aide contribue à promouvoir les secteurs d'excellence à forte valeur ajoutée ainsi que les événements permettant d'établir une coopération scientifique et technologique. Le mode d'action principal consiste à s'associer de façon systématique aux acteurs publics et privés afin de développer un partenariat au niveau des interventions. Cette approche permet d'intégrer toutes les facettes d'un événement et de développer une stratégie soutenue à effet durable. La poursuite et le renforcement de cette approche, lorsque possible, apparaissent essentiels pour maximiser les retombées du programme d'aide.

Le Québec compte accentuer les efforts déployés au niveau de l'attraction d'événements majeurs tenus sur son territoire, plus particulièrement dans la région montréalaise mais sans négliger la capitale dont les intérêts sont particuliers. Afin de réaliser cette proposition, la direction entend :

- consacrer davantage de ressources financières et humaines aux activités de

- travailler en concertation plus étroite avec les intervenants régionaux, notamment pour développer et mettre en place une stratégie de démarchage;
- mettre progressivement en place une banque d'informations sur les événements internationaux (le développement de cette banque est prévu sur une période de trois ans, compte tenu des ressources disponibles).

En regard de *l'exposition universelle de Séville*, la priorité est d'accroître le rayonnement économique, technologique, socio-culturel et institutionnel du Québec. En conséquence, la stratégie mise en place par le Québec vise :

- le renforcement de la connaissance et du faire-valoir de ses principales caractéristiques économiques, socio-culturelles et institutionnelles, dans un contexte actualisé;
- son positionnement comme partenaire d'avenir en Amérique, notamment dans les secteurs des investissements, de la science et de la technologie, de la culture;
- la participation des chefs de file québécois aux activités internationales dans le cadre de Séville et ultérieurement, la création d'alliances stratégiques et/ou le développement de partenariats durables;
- l'accroissement de la prospection d'investissements étrangers orientés vers les grappes industrielles québécoises dans les cinq types d'industries retenues;
- l'accroissement de la coopération et des échanges scientifiques et technologiques;
- la promotion de la culture québécoise en vue d'accroître sa présence sur les marchés extérieurs;
- la rectification de l'image du Québec auprès des gouvernements étrangers et des organisations internationales en regard des grands projets nationaux reliés au domaine environnemental;
- l'intervention proactive vigoureuse auprès des gouvernements étrangers et organismes privés en fonction des intérêts et des réalités du Québec en matière de gestion du territoire et de ressources naturelles ainsi qu'en regard des populations autochtones.

Concernant la participation du Québec aux **expositions mondiales** tenues sous l'égide du Bureau international des expositions (BIE), deux études de pertinence seront réalisées en cours d'année, celle relative à l'exposition thématique économico-environnementale qui se tiendra à Taejon (Corée) à l'automne 1993, et celle sur l'exposition internationale de Budapest (projetée à l'origine à Vienne et Budapest), dont la tenue prévue en 1995 devrait être confirmée en décembre prochain.

Enfin, le lien privilégié entre le Ministère et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) sera maintenu en 1992-1993. La conjoncture y est propice, puisque ladite association et ses organismes membres sont de plus en plus associés aux grands enjeux de la coopération internationale et, par leur implication au sein de réseaux internationaux d'OCI, aux discussions des gouvernements sur ces grands enjeux (les droits humains, l'environnement et l'économie mondiale en constituent trois thèmes majeurs).

Tout en se situant dans la continuité, cette relation entre le Ministère et l'AQOCI prendra un virage relatif en 1992-1993, alors qu'après discussions, les deux instances ont convenu qu'au moins 50 % des sommes du fonds délégué seront effectivement consacrées à des projets qui se réalisent en coopération à l'étranger. Jusqu'à maintenant, un pourcentage égal des sommes disponibles était consacré aux projets de coopération et à ceux de la sensibilisation au développement international.

Dorénavant, ce dernier volet et celui du soutien organisationnel aux membres de l'Association se partageront les sommes restantes. Le soutien direct du Ministère au secrétariat de l'Association, indépendant du fonds délégué, n'est pas touché par ce virage.

En termes de retombées, et selon les objectifs de la politique d'affaires internationales, le volet "coopération à l'étranger" est à privilégier. Il est profitable aux plans du rayonnement, du développement d'occasions d'affaires et de l'augmentation de la capacité d'analyse de la scène internationale.

Cette modification est significative. Pour l'organisme, dont environ le tiers des membres conduisent essentiellement des activités d'éducation au développement, une telle révision du partage des fonds disponibles, dans le présent contexte économique, est majeure. Pour le Ministère, cette modification marque sa volonté de concentrer ses ressources sur les projets réalisés au sein des communautés étrangères et ayant un impact positif sur le rayonnement du Québec.

DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Mandat

La Direction des organisations internationales est concernée par l'ensemble des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, à vocation universelle. Les organisations internationales à caractère régional (ex.: Conseil de l'Europe, Banque asiatique de développement) sont traitées par les directions géographiques.

Les objectifs prioritaires de la direction sont:

- a) favoriser l'implantation au Québec d'organisations internationales;
- b) accroître l'offre de biens et services québécois auprès des organisations internationales;
- c) favoriser le détachement de Québécois auprès d'organisations internationales, notamment les institutions financières internationales;
- d) favoriser la participation de l'ensemble des instances gouvernementales québécoises aux activités des organisations internationales.

Bilan 1991-1992

Au cours de la dernière année financière, la Direction des organisations internationales a procédé à la mise en oeuvre de la politique envers les organisations internationales non gouvernementales (OING) en administrant les accords conclus avec la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) et l'Association du transport aérien international (IATA). La Direction a négocié un nouvel accord avec la SITA et négocié des accords avec l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) et avec l'International Business Aviation Council (IBAC). La direction a élaboré un accord Québec-OACI qui sera signé et entrera en vigueur au cours de la prochaine année financière.

Dans le cadre de cette politique d'accueil des organisations internationales, la direction a obtenu que le Secrétariat international de l'eau (SIE) s'implante à Montréal de même que le Secrétariat des Nations Unies sur la criminalité. En organisant un séminaire Québec/Nations Unies/Banque mondiale, la direction a permis aux entreprises québécoises de se familiariser avec les mécanismes d'attribution de marchés de ces deux organisations internationales majeures. La direction a aussi collaboré très étroitement avec la Société du Centre de conférences internationales de Montréal (SCCIM) en participant au comité exécutif, au conseil d'administration et au comité de coordination. La direction a, de plus, mis sur pied le Fonds de développement international de Montréal (FDIM) pour permettre le développement d'organisations internationales déjà implantées à Montréal et pour y attirer d'autres organisations.

Au cours des cinq prochaines années, le Ministère consacrera 2,5 millions \$ au FDIM. La ville de Montréal et le gouvernement du Canada y investiront des montants identiques au cours de cette période. Quant à la SCCIM, elle entrevoit une participation financière du secteur privé à partir de 1992.

L'opération "placement international" s'est révélée un succès puisque deux fonctionnaires ont été détachés auprès de la Banque mondiale. De plus, un autre fonctionnaire a été reconduit par son Ministère dans le poste qu'il occupait à la Banque qui lui verse son salaire.

Quant aux relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), les premiers contacts ont été établis au cours d'une mission effectuée à l'automne; des retombées concrètes devraient en résulter sous peu.

En ce qui a trait à la collaboration avec les institutions financières internationales (IFI), des missions de promotion commerciale ont été réalisées auprès de la Banque mondiale dans des secteurs très diversifiés: géomatique, forêt, cadastre, enseignement supérieur, transport, santé.

En plus de participer à la Conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) et à celle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la direction a représenté le Québec au sein d'une délégation canadienne à l'occasion de la 48^e session de la Commission des droits de l'homme, notamment lors de l'analyse par le Comité à Genève, des neuvième et dixième rapports du Canada sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale. La direction a coordonné les démarches qui ont conduit à l'adoption du décret par lequel le gouvernement s'est déclaré lié par la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, convention qui a été ratifiée par le Canada en décembre 1991. La direction était de plus représentée au comité exécutif et au conseil d'administration de Montréal/campus permanent/ISU. Une proposition complète a été déposée auprès de l'organisme américain, en date du 28 février 1992, pour que l'Université internationale de l'espace (ISU) choisisse de s'établir à Montréal.

La direction a coordonné les démarches qui ont conduit à la participation du Québec à la 4^e session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui se tient actuellement à New York. Rappelons que la CNUED doit avoir lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 1^{er} au 12 juin prochain. Un groupe de concertation interministérielle a également été mis en place au niveau sous-ministériel pour coordonner la participation du Québec à l'ensemble du processus intergouvernemental lié à la CNUED.

Orientations 1992-1993

L'action du Ministère vis-à-vis les organisations multilatérales se poursuivra au cours de l'exercice financier 1992-1993. Un effort accru sera consacré aux IFI et au renforcement de la présence du Québec dans les enceintes internationales traitant d'économie, de travail, d'éducation, de droits de la personne, de science et de technologie.

La politique d'accueil du gouvernement du Québec continuera à faciliter l'implantation d'OIG et d'OING au Québec. Déjà, il est prévu qu'au cours de cet exercice financier, la venue au Québec d'au moins six organisations internationales pourra être annoncée.

La venue de secrétariats de ces organisations à Montréal sera rendue possible par la présence et l'activité du FDIM. Ce fonds, doté d'un budget de 7,5 millions \$ pour les cinq prochaines années et administré par la SCCIM, par le biais d'un comité composé de représentants des gouvernements du Québec et du Canada, ainsi que d'un représentant de la ville de Montréal, permettra d'attirer ces secrétariats en leur offrant des facilités d'installation au cours de leurs premières années à Montréal. Ce fonds sert aux trois directions de la Direction générale des Institutions francophones et multilatérales, puisque la Direction de la francophonie attire des organisations francophones au Québec et que la Direction des événements internationaux voit ainsi des conférences internationales subventionnées par ce fonds.

Au cours du mois d'août 1992, ou en début d'automne, la décision de l'ISU quant à son siège social et à son campus permanent sera annoncée. La ville de Montréal se retrouve en compétition avec les villes de Toronto, Toulouse, Nice, Strasbourg, Turin (Italie) et Kitakishu (Japon). Aucun effort n'a été épargné pour que la décision soit favorable à Montréal.

Les contacts avec l'UNESCO seront poursuivis entre autres à l'occasion du Colloque du Conseil international des musées (ICOM), manifestation à laquelle participera le directeur général de cette organisation internationale, M. Federico Mayor.

Au cours du présent exercice financier, le gouvernement du Québec négociera et entérinera une première entente avec l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), une organisation des Nations Unies, établie à Montréal depuis le milieu des années 40.

Une politique de placement au sein des organisations internationales sera proposée au cours du prochain exercice financier.

BUREAU DES ENTENTES INTERNATIONALES

Mandat

Le Bureau des ententes internationales du MAI est chargé, en concertation avec les directions, délégations et ministères concernés, d'évaluer la pertinence des projets d'entente internationale. Il participe aux négociations et assure l'expertise-conseil nécessaire auprès des intervenants. Il dirige et coordonne la négociation des ententes et il veille à leur signature et à leur mise en oeuvre. Enfin, il est chargé de la publication, de la révision périodique, de l'enregistrement et de la conservation des ententes internationales du Québec.

Bilan 1991-1992

En matière de fiscalité, des négociations ont eu lieu avec l'Italie en vue de la conclusion d'une entente permettant d'éviter la double imposition et d'empêcher l'évasion fiscale.

Au chapitre de la sécurité sociale, une entente a été signée à Montréal le 5 avril 1991: il s'agit de l'Entente Québec-Malte touchant les prestations de retraite, d'invalidité et de survivants. Cette entente a été mise en vigueur le 1^{er} mars 1992. L'entente Québec-Chypre a pour sa part été mise en vigueur le 1^{er} septembre 1991. Des discussions ont, par ailleurs, été formellement menées en vue de l'entrée en vigueur de l'Entente complémentaire avec le Portugal signée en 1990 ou en vue de négociations à organiser (Belgique, Philippines et quelques pays des Caraïbes). Des négociations ont été amorcées ou poursuivies avec l'Australie, l'Autriche, l'Irlande, l'Islande, l'Italie (complémentaire), Jersey/Guernesey, le Maroc, les Pays-Bas, le Sénégal et la Suisse. Le Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS), formé de représentants des ministères et des institutions intéressés sous la coordination du MAI, a tenu des réunions en juin et en novembre 1991. L'un de ses responsables a aussi pris part, à titre d'observateur, aux réunions du Comité directeur pour la sécurité sociale (CDSS) du Conseil de l'Europe tenues à Strasbourg en mai et en octobre 1991.

En matière d'adoption internationale, des démarches se sont poursuivies avec l'Équateur et la Colombie en vue d'assurer, par le biais d'une entente avec ces pays, que le processus d'adoption d'un enfant étranger par des parents québécois se réalise dans le plein respect des droits des personnes concernées autant au Québec qu'à l'étranger.

Dans le domaine de l'immatriculation automobile, 11 ententes en vigueur avec autant d'États américains ont été modifiées afin d'en élargir la portée et de favoriser ainsi la fluidité du transport routier.

Un groupe de travail a effectué en collaboration avec le BEI une typologie des ententes internationales du Québec et a dégagé, pour l'avenir, des suggestions administratives, réglementaires et législatives quant à la gestion et au traitement de ces instruments. Les conclusions de ce travail seront soumises à l'appréciation des décideurs.

Un autre mandat spécifique du BEI relatif aux permis de travail des conjoints et membres de la famille des conseillers et conseillères en affaires internationales en poste à l'étranger a aussi été réalisé. Les conclusions de cette recherche ont été remises aux autorités et aux unités administratives concernées au Ministère.

Plusieurs autres ententes de coopération ont également été conclues par le Québec au cours de l'année 1991-1992 dans les domaines de l'économie, de la science et de la technologie, des transports, de l'éducation, de la culture, de la santé, des valeurs mobilières et de l'environnement. Il s'agit:

- de l'Entente de coopération entre le ministère de l'Environnement du Québec et le ministère bavarois pour l'Environnement et le Développement du Land, le 29 avril 1991;
- de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de la Caroline du Sud concernant la location d'un avion-citerne amphibie CL-215, le 3 mai 1991;
- de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de la Caroline du Nord concernant la location d'un avion-citerne amphibie CL-215, le 3 mai 1991;
- du Protocole d'entente sur les relations cinématographiques entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Pologne, le 6 mai 1991;
- du Procès-verbal d'entrevue entre le gouvernement du Québec et la Région Émilie-Romagne, le 7 mai 1991;
- du Procès-verbal de la rencontre entre le ministre des Affaires internationales du Québec, M. John Ciaccia, et le sous-secrétaire aux Affaires étrangères de la République italienne, le sénateur Ivo Butini, le 8 mai 1991;
- de l'Entente de coopération en matière linguistique entre le gouvernement du Québec et le Conseil supérieur de la langue française et la Délégation générale à la langue française de la République française, le 15 mai 1991;
- du Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à la revue Médecine-Sciences, le 21 mai 1991;
- de l'Entente de coopération dans le domaine de la formation universitaire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Colombie, le 4 juin 1991;
- de l'Avenant à l'entente de fourniture de service-conseil entre la Société de l'assurance automobile du Québec et le "Department of Licensing" de l'État de Washington, le 19 juin 1991;
- du Communiqué conjoint entre le ministre-président de l'État libre de Bavière, Dr Max Streibl, et le premier ministre du Québec, monsieur Robert Bourassa, le 24 juin 1991;
- de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République tchèque concernant la coopération et l'installation du Centre de commerce et de la culture du Québec à Prague, le 2 juillet 1991;
- de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Maine concernant les permis de conduire et les infractions aux règles de la circulation routière, le 25 septembre 1991;
- du Protocole d'entente de coopération professionnelle et technique entre la Commission des valeurs mobilières du Québec et l'Agence de supervision des valeurs mobilières de Hongrie, le 2 octobre 1991;

- de l'Entente de coopération dans le domaine de l'énergie entre le gouvernement du Québec et le ministère de l'Énergie du gouvernement de la République islamique d'Iran, le 29 octobre 1991;
- du Protocole d'entente de coopération en matière d'information, de recherche et de formation de ressources humaines entre la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail du Québec et le gouvernement de l'État de Mexico, le 5 novembre 1991;
- de l'Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique, technologique et de la formation entre le gouvernement de la République du Yémen et le gouvernement du Québec, le 7 novembre 1991;
- du Protocole d'entente en matière de cinématographie entre le Centre national de la cinématographie, la Cinq, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, la Société générale des industries culturelles et la Société de radio-télévision du Québec, le 22 novembre 1991;
- de l'Entente de coopération dans le domaine de la santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de l'Équateur, le 26 novembre 1991;
- des "Minutes of the talks between Hubei provincial people's government and Quebec government delegation led by Mr. John Ciaccia, minister of International Affairs", le 10 janvier 1992;
- des "Minutes of the working meeting between the Shanghai municipal people's government delegation led by Mr. John Ciaccia, minister of International Affairs", le 13 janvier 1992;
- de l'Entente de coopération économique et technologique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam, le 16 janvier 1992;
- du Protocole d'entente sur les relations cinématographiques entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Tunisie, le 27 janvier 1992;
- de l'Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique, technologique et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République gabonaise, le 27 janvier 1992;
- du Compte rendu des entretiens entre le président de la Roumanie, M. Ion Iliescu, et le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, le 2 février 1992;
- de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'École allemande "Alexander Von Humboldt-Schule Montreal", le 7 février 1992;
- du Protocole d'entente sur les relations cinématographiques entre la Société générale des industries culturelles et l'Institut danois de la cinématographie, le 24 février 1992;
- de l'Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de Zacatecas, le 27 février 1992;
- de l'Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de Querétaro, le 28 février 1992;

de l'Accord d'échange d'informations conclu en application du Protocole d'entente de coopération professionnelle et technique entre la Commission des valeurs mobilières du Québec et l'Agence de supervision des valeurs mobilières de Hongrie, le 4 mars 1992.

Orientations 1992-1993

La conclusion d'ententes en matière d'**adoption internationale** est le meilleur moyen d'assurer aux Québécois et Québécoises des conditions d'adoption qui respectent les droits des personnes en cause et de garantir que le processus s'effectue conformément aux procédures internationales reconnues. Les efforts se poursuivront, en coordination avec le Secrétariat à l'adoption internationale, en vue de la négociation d'ententes avec la Colombie et l'Équateur. Des démarches seront également entreprises avec la Roumanie en vue d'encadrer l'adoption avec ce pays.

En matière de **fiscalité**, le Québec a intérêt à poursuivre ses démarches en vue de conclure des ententes avec les pays avec lesquels le Canada a déjà conclu de telles ententes. Ces ententes permettent d'éliminer les iniquités résultant de l'application des systèmes fiscaux en déterminant à quel pays appartient le droit d'imposer certains contribuables et en éliminant les fraudes et les évasions fiscales. Les négociations se poursuivront avec l'Italie pour la conclusion d'une entente fiscale avec ce pays.

Les ententes internationales en matière d'**entraide judiciaire** permettent au Québec d'assurer l'exécution des procédures judiciaires malgré la distance géographique et facilitent la coordination des législations relatives à des actes en matière civile, commerciale et administrative. Pour ce faire, le Québec a donc avantage à cibler des pays dans lesquels de nombreux Québécois résident ou séjournent et inversement pour les ressortissants étrangers. La désignation des partenaires penche par conséquent du côté de la France, de la Belgique et du Rwanda (qui a logé une demande en ce sens). En concertation avec le ministère de la Justice, les négociations entamées avec certains pays seront poursuivies et d'autres seront amorcées avec les pays qui ont signifié leur intérêt.

Dans le domaine de la **sécurité sociale**, le Québec signe des ententes depuis plus de 10 ans. Il s'est, à ce jour, lié avec 17 pays. Près de 40 000 Québécois ainsi que plusieurs entreprises en retirent maintenant d'intéressants avantages financiers sur une base annuelle. À l'initiative du MAI, le Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS), formé de représentants des ministères (MMSRFP-Travail, MSSS, MCCI, Revenu) et des organismes compétents (RRQ, RAMQ, CSST), continue d'endosser les orientations suivantes établies depuis quelques années: conclure des ententes avec les pays susceptibles d'être la source du plus grand nombre de pensions payables à des résidents québécois et avec les pays qui sont ou qui deviendront les principaux territoires d'affaires des Québécois; conclure sans délai avec les pays se liant d'abord avec le Canada afin que le même traitement avantageux assuré aux résidents canadiens cotisant au Régime de pensions du Canada (RPC) soit aussi assuré aux résidents québécois cotisant au Régime de rentes du Québec (RRQ); élargir, si possible, à d'autres champs de juridiction québécoise les termes de toute entente portant d'abord sur les rentes. Il est prévu, avec l'assentiment des partenaires étrangers, d'accélérer le rythme des rencontres de négociations avec les pays qui nous intéressent et réduire les délais dans les procédures visant la mise en oeuvre des ententes. Seront poursuivies les négociations engagées avec l'Australie, l'Islande, Jersey/Guernesey, les Pays-Bas, le Maroc, le Sénégal, la Suisse et quelques pays des Caraïbes. Par ailleurs, des négociations avec la Belgique, la Nouvelle-Zélande et les Philippines seront entreprises. Les ententes avec l'Autriche et l'Irlande, de même que l'Avenant à l'Entente avec le Luxembourg, devraient être signées au cours de l'année.

S'agissant des ententes susceptibles de promouvoir son développement économique, le Québec entend continuer à développer des instruments à **caractère commercial et industriel** avec les pays de l'Europe de l'Est et certains pays du Moyen-Orient. Ces ententes permettent aux entreprises et aux firmes québécoises d'accéder à de nouveaux marchés et d'y occuper une position concurrentielle.

La **protection de l'environnement** constitue un objectif hautement prioritaire pour le gouvernement du Québec qui entend prendre les moyens requis, tant au plan national qu'international, pour lutter efficacement contre les différentes formes de pollution. La conclusion d'ententes internationales peut constituer un moyen efficace pour avoir accès à une telle technologie disponible dans un autre pays. Par ailleurs, le gouvernement du Québec doit continuer, par le biais d'ententes avec certains États américains limitrophes, à lutter contre les précipitations acides et la pollution des cours d'eau.

En matière de **santé et de services sociaux**, il est bon de rappeler que le Québec a mis sur pied, à partir des années 60, un système socio-sanitaire original et efficace caractérisé par une approche où se retrouvent les volets sanitaire, social et communautaire. L'excellence de nos structures socio-sanitaires et des services qui y sont offerts a été mise en évidence notamment grâce à la participation sans cesse croissante d'experts québécois à des congrès, des colloques et des projets multilatéraux. De plus en plus de pays souhaitent bénéficier du savoir-faire québécois notamment dans les domaines de la planification, de l'organisation, de la gestion et de l'évaluation des services de soins primaires, de la formation du personnel socio-sanitaire et de la mise en place de systèmes nationaux de services de santé et de services sociaux. Les projets d'ententes avec la Tunisie, le Chili, la Hongrie et le Bénin visent ce dernier domaine.

En ce qui concerne les **transports**, les accords de réciprocité en matière d'immatriculation automobile conclus depuis 1981 entre le Québec et une quarantaine d'États américains ont permis aux transporteurs, tant américains que québécois, d'éviter la multiplication des frais d'immatriculation tout en favorisant la libre circulation des personnes et des marchandises et une utilisation plus rationnelle de leur flotte de véhicules.

En 1991, le Québec amorçait la modification de l'ensemble de ces ententes afin d'en élargir la portée et d'exempter d'une double immatriculation tout véhicule commercial immatriculé sur un territoire autre que celui des parties à l'entente et qui effectue du transport entre un point sur le territoire d'une partie et un autre point sur le territoire de l'autre partie. Ces modifications visent également à inclure dans les ententes des dispositions permettant une réciprocité pour certaines opérations intrajuridictionnelles non commerciales. À ce jour, 11 ententes ont déjà été modifiées et le processus se poursuit pour les quelque 23 autres.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a entrepris d'élargir sa coopération en matière de transport avec les États américains aux domaines de la sécurité routière et de la reconnaissance des permis de conduire. C'est ainsi qu'une première entente a été conclue en ces matières avec l'État du Maine. Il se propose également de conclure de telles ententes avec d'autres États américains, notamment la Floride et le Vermont. Ces ententes devraient permettre de promouvoir le respect des lois relatives à la circulation routière et de renforcer la sécurité routière au Québec et aux États-Unis.

Depuis 1969, le Québec a conclu des ententes en matière de **droits de scolarité** avec plus de 40 pays et cinq organisations internationales. La très grande majorité de ces ententes ont été conclues avec des pays en développement ne disposant pas de compétences ou d'infrastructures suffisantes au plan de la formation de niveaux collégial et universitaire.

Pour la prochaine année, le MAI entend poursuivre cette forme d'aide au développement en favorisant le rayonnement des institutions québécoises d'enseignement et de recherche à l'étranger. La poursuite de cette politique s'inscrira toutefois dans le prolongement du processus de révision de ces ententes présentement en cours et qui vise, notamment, à évaluer le niveau des quotas de bourses accordés et leur utilisation et à faire disparaître les dispositions concernant leur tacite reconduction. Ce sera notamment le cas pour le Gabon et la Chine en 1992.

Par ailleurs, dans le cadre d'une mise à jour de sa politique à l'égard des étudiants étrangers, le MESS, de concert avec le MAI, entend également favoriser la conclusion d'ententes entre le Québec et des pays développés, notamment des pays d'Europe, afin de permettre à un plus grand nombre d'étudiants québécois d'avoir accès à des grandes écoles ou à des universités renommées ou de poursuivre des études supérieures ou des recherches poussées, sans que les droits de scolarité élevés représentent un obstacle à leur formation.

DIRECTION DE LA FORMATION
ET DE LA GESTION DES PROGRAMMES FINANCIERS

Mandat

La Direction de la formation et de la gestion des programmes financiers a pour mandat de :

- concevoir, organiser et coordonner des activités de formation en matière de commerce international à l'intention des entreprises québécoises exportatrices ou potentiellement exportatrices;
- assurer la gestion administrative et financière des programmes d'aide APEX et Acheteurs étrangers.

Bilan 1991-1992

Gestion des programmes financiers

La répartition du budget APEX et EMPLOI en marketing international était la suivante :

	<u>Volets</u>	<u>Budget</u>
A)	APEX	2 212 100 \$
	1- Mission individuelle	
	2- Exposition	
	3- Etudes et Stratégies	
	4- Adaptation au marché	
	5- Préparation de soumissions	
B)	EMPLOI en marketing international	<u>2 350 000 \$</u>
	TOTAL :	<u>4 562 100 \$</u>

Pour l'ensemble des volets, le Ministère a reçu, au cours de l'exercice 1991-1992, 1 011 demandes comparativement à 777 en 1990-1991. Une augmentation de 30% qui serait reliée, selon les premières constatations, à la conjoncture économique difficile qui prévaut actuellement. Les entreprises cherchent de nouveaux débouchés pour leurs produits ou services et sont plus sensibles aux aides gouvernementales disponibles pour permettre la prospection de nouveaux marchés extérieurs.

Au 1992-03-21, le Ministère avait reçu pour les cinq premiers volets 940 demandes dont 155 étaient encore à l'étude. Des 785 demandes traitées :

- 542 (69,0 %) ont été approuvées;
- 171 (22,2 %) ont été refusées;
- 69 (8,8 %) ont été annulées par les demandeurs.

La compilation des résultats fournis par les entreprises dans 455 projets (incluant 81 dossiers approuvés en 1990-1991), dont les dossiers sont terminés, indiquait des ventes sur place de 11 millions \$ et des ventes projetées sur 12 mois de 156,2 millions \$. Les coûts des contributions accordées pour ces 455 projets a été de 1 343 000 \$.

Pour le volet **EMPLOI en marketing international**, le Ministère avait reçu au 1992-03-21 71 demandes dont 17 étaient encore à l'étude. Des 54 demandes traitées, 32 ont été acceptées, 18 refusées et 4 annulées à la demande des entreprises.

Les 32 demandes acceptées représentent la création d'autant d'emplois de spécialistes en marketing international dans des PME québécoises.

Au 1992-03-21, le Ministère, dans le cadre du volet EMPLOI, a effectué 41 versements dans 33 dossiers pour un déboursé total de 655 400 \$. Ces résultats sont à prime abord nettement inférieurs à ceux présentés à pareille date l'an dernier; il faut toutefois prendre en compte un changement majeur apporté à la gestion du programme en 1991-1992 : le Ministère ne verse plus les différentes tranches de la subvention au début, mais à la fin de la période de 6 mois. Ainsi, toutes les demandes acceptées depuis le 1^{er} octobre 1991 n'ont pas engendré de déboursés cette année, contrairement à la situation qui prévalait antérieurement. Le premier versement dans ces dossiers se fera au cours de l'exercice financier 1992-1993. La compilation des résultats de 19 entreprises montre qu'elles ont réalisé des ventes de 722 000 \$ au cours de la période précédente (6 à 12 mois) et en prévoyaient de nouvelles au montant de 22,5 millions \$.

En ce qui concerne le programme **ACHETEURS ÉTRANGERS**, 308 demandes ont été reçues, 280 projets ont été réalisés et 28 annulés ou refusés. Les missions réalisées ont rejoint 508 entreprises québécoises et ont engendré des déboursés de 260 000 \$.

Ces acheteurs étrangers ont soit rencontré directement des entreprises québécoises, soit visité des salons à caractère international, comme la Foire de la botte et chaussure, le Salon de la mode masculine, soit rencontré des industriels lors de séminaires comme celui de l'agro-export de Saint-Hyacinthe ou d'activités comme Québec Gourmet. Les résultats connus au 1992-03-21 de 153 missions d'acheteurs, impliquant 319 entreprises québécoises rencontrées, indiquaient des achats sur place de 5,1 millions \$ et des achats projetés sur un an de 35,7 millions \$.

Formation

La DFGPF a procédé à la révision du contenu des cours de formation qu'elle diffuse en collaboration avec différents partenaires québécois. La révision des documents a permis de mieux faire ressortir leur origine gouvernementale.

Un accord avec le Centre international des marchandises a permis la présentation du cours «**Le transport dans la mise en marché du produit**» à Montréal et à Québec, à partir du mois d'octobre 1991.

Des sessions spéciales des cours «**L'importance du contexte culturel dans les négociations internationales**» et «**Le négociant international : introduction**» se sont tenues à l'intention des formateurs des Cégeps Rosemont, Lionel-Groulx, Sainte-Foy, Bois-de-Boulogne et F.-X. Garneau.

La participation aux différents cours en 1991-1992 s'établit à 291 personnes comparative-ment à 234 en 1990-1991, soit une augmentation de près de 20 %.

L'activité «**Rendez-vous international**», organisée en collaboration avec le Bureau de commerce de Montréal, a connu un bon succès et le séminaire développé et diffusé conjointement avec le MICT «**Exporter dans le marché du Nord-Est américain**» a été tenu à cinq reprises entre avril et juin 1991 successivement à Saint-Jérôme, Victoriaville, Trois-Rivières et Québec (à deux reprises). Les petits déjeuners d'affaires organisés avec le Bureau de commerce de Montréal ont porté sur la Corée, la Communauté économique européenne, le Wisconsin, les Pays-Bas, le Chili, la Malaisie, l'Australie et la Suisse. En collaboration avec l'Association des exportateurs canadiens, se sont tenues des rencontres d'affaires portant sur la Chine, «**Le développement du commerce international et de l'exportation québécoise**» et les pays du Maghreb.

Le séminaire «**Comment tirer le maximum d'un agent manufacturier**» a été présenté successivement à Montréal à deux reprises, Laval et Québec, alors que les autres séminaires techniques «**Exposer à une foire commerciale**» et «**Préparer un voyage d'affaires**» ont eu lieu à Drummondville, Longueuil, Montréal et Québec.

Le séminaire sur «**La Nouvelle-Angleterre : porte d'accès au marché américain**», tenu avec le Bureau de commerce de Montréal, a enregistré une bonne participation. De plus, la mise sur pied des ateliers de partenariat, organisés avec l'Association des maisons de commerce extérieur du Québec, a permis de mettre en contact les PME et les maisons de commerce extérieur du Québec.

Le MAI a également organisé des séminaires sur l'Inde, le Brésil et la Colombie respectivement avec la Chambre de commerce du Canada, l'Association des professionnels en commerce international et le Centre de commerce mondial.

De même, en collaboration avec le Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec, le Ministère a organisé un forum traitant de la nouvelle situation économique en Tchécoslovaquie et des occasions d'affaires pour les PME. De plus, s'est tenu à Montréal, avec l'appui de l'Association des manufacturiers du Québec, un séminaire de formation pratique sur les moyens d'améliorer la capacité concurrentielle des entreprises sur le marché nord-américain. Avec ce même partenaire (AMQ), a été organisé un colloque traitant des occasions d'affaires avec les institutions financières internationales.

Le ministère des Affaires culturelles a participé à l'organisation de deux activités portant sur le marché international de l'édition et sur les *arts de la scène sur le marché américain*.

Malgré la conjoncture économique difficile, le nombre de participants aux divers séminaires, rencontres et colloques s'est maintenu à 2 287 personnes alors que l'année dernière, à la même période, il atteignait 2 319 personnes.

La DFGPF a été responsable de l'organisation d'Export-Action 1991 qui a attiré près de 350 personnes d'affaires. Elle a aussi participé à la préparation de trois sessions spéciales de formation avec la Caisse centrale Desjardins destinées à ses cadres en région et a permis au Ministère de diversifier sa clientèle et d'accroître son action en dehors des grandes régions urbaines.

Le Ministère a procédé à la distribution de «**Le contrat international**» et lancé «**La filière portant sur les contrats de transfert de technologie à l'international**». Les versions française et anglaise des filières de l'exportation ainsi que celles du transport international ont été actualisées.

Orientations 1992-1993

Gestion des programmes financiers

Le Ministère a procédé au cours du dernier exercice financier à la révision du programme APEX et déposé au Conseil du trésor une demande d'approbation des modifications souhaitées.

En 1992-1993, un effort particulier sera consenti pour diffuser aux clientèles le programme APEX révisé.

La DFGPF continuera à gérer l'ensemble des dossiers avec efficacité et à informer adéquatement la direction du Ministère sur l'évolution des dossiers et des budgets. De plus, elle développera une expertise en matière de financement international.

Formation

La programmation de la DFGPF pour 1992-1993 prend en compte les objectifs et les priorités de la politique d'affaires internationales. Elle vise d'abord à rejoindre une clientèle élargie, non seulement dans le secteur manufacturier, mais aussi dans d'autres secteurs d'activités.

La réalisation du mandat de formation en commerce international cherche à atteindre les objectifs suivants : **favoriser la participation des Québécois aux débats sur les enjeux internationaux et encourager leur participation aux activités internationales.**

Pour ce faire, il est important de contribuer à la formation des gens d'affaires du Québec en leur offrant des activités qui les aideront à mieux se préparer à l'exportation, aux fusions, aux acquisitions, aux alliances stratégiques et aux prises de participation qui leur permettront de percer et de se maintenir sur les marchés internationaux.

Les cours préparés par le Ministère traitant de la vente des biens et services et animés par des praticiens issus du milieu des affaires ainsi que les séminaires techniques déjà développés constituent un ensemble de moyens pour répondre à ces besoins de formation.

La direction développera un cinquième séminaire technique qui portera spécifiquement sur les règles régissant l'accueil de partenaires étrangers et qui devrait être utile non seulement aux dirigeants d'entreprises mais aussi à tous les intervenants qui sont impliqués dans la prospection des investissements et la négociation d'alliances.

En appui à la programmation de la Direction générale des États-Unis et en accord avec le ministère des Affaires culturelles, la diffusion culturelle et artistique québécoise aux États-Unis sera soutenue par l'organisation d'un séminaire dans le domaine des arts visuels et des métiers d'art haut de gamme.

En 1992-1993, deux séminaires spécifiques seront consacrés aux immigrants entrepreneurs. Le premier, en collaboration avec le MCCI et le MICT, les informera sur les services disponibles au Québec pour aider l'exportation de produits québécois. Le second permettra aux dirigeants d'entreprises québécoises de développer leurs contacts avec les immigrants entrepreneurs et possiblement de profiter de leur expertise et de leur réseau d'action internationale.

Afin d'appuyer les efforts de formation déployés dans les séminaires et les cours, la direction rééditera en français et en anglais **la Filière de l'exportation et la Filière du transport international.**

Des sessions spéciales de formation à l'intention de groupes régionaux de PME seront également organisées avec des collaborateurs des secteurs privé et public. Les territoires visés sont particulièrement Sherbrooke, Victoriaville, Québec, Trois-Rivières, Saint-Jean, la Beauce et Montréal.

La direction se propose de réaliser, en collaboration avec Radio-Québec, une série de six émissions télévisées sur le développement des affaires internationales. Cette opération vise à la fois à faire connaître le Ministère et son expertise, à développer un intérêt pour l'action internationale et à atteindre de nouveaux exportateurs potentiels, particulièrement en région.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités définies et approuvées par la Direction du Ministère, élaborer et proposer une politique commerciale permettant, par tous les moyens appropriés, de maintenir et d'améliorer l'accès aux marchés extérieurs tout en protégeant l'accès au marché québécois de façon compatible avec la constitution canadienne et les obligations internationales du Canada et du Québec; concevoir et proposer aux différents partenaires les mesures appropriées et en évaluer la pertinence et les résultats.

DIRECTION DES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'AMÉRIQUE DU NORD

Mandat

Cette direction assume les responsabilités de la Direction générale de la politique commerciale en ce qui touche les échanges avec l'Amérique du Nord. Son mandat consiste à examiner le contexte législatif aux États-Unis, à traiter les différends commerciaux qui surviennent entre le Canada et les États-Unis et ayant une incidence sur l'économie québécoise, à remplir le mandat confié au ministère des Affaires internationales dans le suivi et le développement de l'Accord de libre-échange et à coordonner le développement de la position du Québec dans le cadre de la négociation d'un accord trilatéral de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. La direction est également impliquée directement dans certains dossiers des négociations commerciales multilatérales. Elle a aussi la responsabilité de coordonner la définition de la position du Québec dans le cadre des négociations entre le Canada et les États-Unis sur le transport aérien.

Bilan 1991-1992

Les activités de la direction ont principalement porté sur l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, la négociation visant à libéraliser davantage le transport aérien entre ces mêmes partenaires, sur les négociations commerciales multilatérales, sur les discussions et les négociations concernant la libéralisation du commerce entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, et sur les conditions d'accès aux marchés des États-Unis, notamment les dossiers du bois d'oeuvre et du magnésium, et à ceux des autres provinces canadiennes.

Accord de libre-échange canado-américain

En ce qui concerne l'Accord de libre-échange canado-américain, la direction a assumé la coordination de l'ensemble de ce dossier au sein du gouvernement du Québec et elle a participé aux activités et aux réunions du Comité fédéral-provincial de l'Accord de libre-échange. Parmi les dossiers qui ont retenu l'attention, mentionnons l'élimination accélérée des droits de douane, les différends sur la viande de porc et le contre-plaqué, les travaux du Comité sélect sur l'industrie automobile, les travaux préparatoires aux négociations sur les subventions et le dumping. La direction a également amorcé des travaux d'analyse de la mise en oeuvre de l'Accord.

Négociations sur le transport aérien

En ce qui regarde la libéralisation du transport aérien entre le Canada et les États-Unis, la DRCAN, en collaboration avec les ministères concernés, a développé la position du Québec dans ce dossier. Elle a participé aux réunions fédérales-provinciales qui se sont tenues en marge des séances de négociations entre les deux pays. En outre, elle a formé et coordonne un Comité consultatif où siègent des représentants de l'industrie, des consommateurs et des experts. Ce comité est chargé de conseiller le gouvernement sur la position à adopter au cours de la négociation.

Accord de libre-échange nord-américain

Les négociations de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique ont suscité beaucoup d'intérêt au cours des derniers mois. La DRCAN a coordonné le développement de la position du Québec à ce sujet. Les analyses se poursuivent afin de préciser cette position en tenant compte des plus récents développements. La DRCAN a aussi participé aux réunions fédérales-provinciales tenues sur ce dossier.

Négociations commerciales multilatérales

Bien que la responsabilité du dossier des négociations commerciales multilatérales incombe à la Direction des relations commerciales intercontinentales, la DRCAN, en collaboration avec plusieurs ministères, a poursuivi ses analyses et a précisé la position du Québec dans plusieurs dossiers importants de ces négociations, notamment les marchés publics, les subventions et les droits compensateurs, les mesures d'investissement liées au commerce et à la propriété intellectuelle.

Conditions d'accès au marché des États-Unis

En ce qui concerne les conditions d'accès au marché des États-Unis, suite à l'annonce de l'abrogation unilatérale de l'entente canado-américaine sur le bois d'oeuvre par le Canada, les États-Unis ont initié une enquête en droits compensateurs. La DRCAN a élaboré, avec l'aide de conseillers juridiques et du ministère des Forêts, la stratégie de défense des intérêts québécois. Une nouvelle enquête en droits compensateurs et antidumping a également retenu l'attention de la direction, celle relative aux exportations de magnésium vers les États-Unis de la compagnie Norsk Hydro. La DRCAN coordonne le travail d'un groupe où sont représentés le MICT, le MER, la SDI et Hydro-Québec, afin de concerter l'action gouvernementale en collaboration avec Norsk Hydro.

Autres

Dans le domaine du commerce interprovincial, la direction a contribué aux travaux de manière à s'assurer que les analyses québécoises tiennent compte de l'évolution des relations commerciales internationales et que les positions québécoises dans ce dossier soient cohérentes avec celles prises sur le plan international.

De façon à obtenir de l'information spécialisée pour les besoins du MAI et des autres ministères sur la politique commerciale américaine, la direction a maintenu le lien contractuel avec VanGrasstek Communication pour la production du Washington Trade Report.

Orientations 1992-1993

Au cours de 1992-1993, les orientations de la direction seront de nouveau axées sur le maintien et l'amélioration de l'accès des biens et services québécois aux marchés nord-américains, tout en défendant les intérêts des producteurs québécois qui sont aux prises avec des problèmes causés par les importations. Les priorités seront évidemment l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, la conclusion d'une entente trilatérale de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, les différends canado-américains sur le bois d'oeuvre et le magnésium, la libéralisation du transport aérien entre le Canada et les États-Unis et les négociations commerciales multilatérales pour les sujets dont la direction a la responsabilité de la coordination.

Il faudra également défendre les intérêts québécois lorsque les politiques, les législations et les mesures prises par les partenaires commerciaux de l'Amérique du Nord sont susceptibles de libéraliser ou de freiner les échanges de biens et services du Québec. Les politiques, législations et réglementations québécoises ou fédérales qui pourraient affecter les conditions d'accès au marché québécois retiendront aussi l'attention.

La direction maintiendra et développera ses liens avec l'administration fédérale, les autres administrations provinciales ainsi que les États américains afin de faire valoir et défendre les intérêts québécois en matière de relations commerciales. Elle continuera également à assurer la coordination, à l'intérieur de l'administration québécoise, de la définition et de la défense des intérêts du Québec dans les divers dossiers dont elle a la responsabilité.

DIRECTION DES RELATIONS COMMERCIALES INTERCONTINENTALES

Mandat

Cette direction assume les responsabilités de la Direction générale de la politique commerciale en rapport avec les organisations multilatérales, ainsi que les pays autres que les États-Unis et le Mexique.

Ses préoccupations portent surtout sur le maintien et l'élargissement du système multilatéral des échanges et sur l'amélioration du cadre réglementaire de ce système; cette direction assume ainsi le mandat du ministère des Affaires internationales dans la préparation et le suivi des positions du Québec dans l'actuelle ronde de négociations commerciales multilatérales (GATT). Cette approche globale se double d'une préoccupation touchant particulièrement l'accès aux marchés de régions spécifiques (CEE, Asie-Pacifique, Europe de l'Est) et, à l'inverse, aux difficultés d'accès de ces pays au marché canadien. Les dossiers touchent des secteurs industriels majeurs du Québec (Accord multifibre sur les textiles et vêtements, agriculture, chaussures, ...), les services, ou encore ont trait à des aspects spécifiques des pratiques commerciales, telles celles des sociétés des alcools.

Bilan 1991-1992

Négociations et accords commerciaux internationaux

On retrouve sous cette rubrique le noyau des activités de la DRCI. En ce qui a trait aux négociations commerciales multilatérales (NCM) en cours, la DRCI a assuré la coordination des travaux engagés à l'intérieur du gouvernement du Québec suite au projet d'Acte final déposé par le directeur général du GATT en décembre 1991. La DRCI a aussi participé aux travaux du Comité fédéral-provincial permanent des négociations commerciales

multilatérales, assumé le secrétariat du Comité technique interministériel et celui du Groupe restreint de coordination et préparé la participation du Québec aux réunions des ministres responsables du Commerce extérieur du Canada en ce qui a trait aux NCM.

Par ailleurs, bien que la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange négocié avec les États-Unis relève surtout, au Québec, de la Direction des relations commerciales avec l'Amérique du Nord, la DRCI a particulièrement été impliquée à l'égard des secteurs suivants : les textiles et vêtements, les boissons alcooliques, l'agriculture, les mesures tarifaires et les meubles. On peut faire le même constat sur la contribution de la DRCI en ce qui concerne la préparation des positions québécoises sectorielles dans le contexte des négociations trilatérales Canada / États-Unis / Mexique.

Conditions d'accès aux marchés étrangers

La DRCI a poursuivi ses travaux visant à cerner les principaux éléments de politiques commerciales nationales et régionales de divers pays et entités. À ce titre, la contribution de la DRCI s'est traduite, notamment, par un suivi étroit des travaux de la CEE qui aboutiront au Marché unique de 1992. Elle a en outre collaboré à l'élaboration d'un plan de travail ministériel sur l'Europe de 1992 et participé à des tables de concertation sectorielles coordonnées par la Direction générale Europe. De plus, une dizaine d'études ayant trait aux politiques commerciales nationales ou à l'intégration économique régionale ont été réalisées.

Le Québec s'est par ailleurs préoccupé des conditions d'accès aux marchés étrangers sur un plan sectoriel, notamment pour les exportations de porc et de boissons alcoolisées aux États-Unis ainsi que de lait UHT à Porto Rico. Les représentations ont tantôt visé les instances fédérales canadiennes, tantôt les autorités étrangères concernées.

Conditions d'accès aux marchés québécois et canadien

À l'issue d'un litige entre le Canada et la CEE sur les pratiques des monopoles provinciaux des alcools, le Québec s'était engagé à mettre en oeuvre, à compter du 1^{er} avril 1989, les termes d'un accord intervenu entre le Canada et la CEE. La mise en oeuvre de l'accord a donné lieu jusqu'ici à diverses consultations fédérales-provinciales auxquelles a continué d'être associée la DRCI. De récentes négociations Canada-CEE visant à bonifier l'accord de 1988 ont également fait l'objet de représentations du Québec à l'endroit du gouvernement fédéral.

Le suivi de la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange (ALE) a aussi donné lieu à une attention de la part de la DRCI sur la question des boissons alcooliques. Les principales mesures ont été prises pour assurer la mise en oeuvre des dispositions de l'ALE et plusieurs rencontres ont eu lieu à cet égard au niveau fédéral-provincial et canado-américain. Dans le dossier de la bière, les États-Unis ont toutefois choisi de porter leur désaccord devant les instances du GATT. Le Groupe spécial chargé d'étudier la plainte a rendu son rapport, lequel implique des modifications aux pratiques québécoises.

Orientations 1992-1993

En 1992-1993, quatre (4) types de dossiers occuperont principalement les activités de la DRCI : les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, la défense des intérêts du Québec dans le contexte des différends commerciaux, l'avènement d'un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, le suivi des politiques commerciales nationales et régionales.

Le calendrier actuel d'achèvement des négociations de l'Uruguay Round prévoit un accord définitif sur les termes du projet d'Acte final avant l'été, avec une mise en oeuvre débutant en janvier 1993. La DRCI poursuit son travail de coordination à l'égard des positions

défendues par le Québec. En plus de coordonner l'ensemble des travaux du gouvernement du Québec à cet égard, la DRCI fournira l'appui nécessaire au fonctionnement des comités de concertation et de coordination que sont le Comité technique interministériel sur la libéralisation des échanges et le Groupe restreint de coordination. Elle devra aussi produire un document public sur les résultats de l'Uruguay Round et participer à la mise en oeuvre d'un éventuel accord à l'égard des questions de juridiction québécoise.

C'est au cours de la prochaine année que des décisions seront prises, en vertu du mécanisme de règlement des différends de l'Accord de libre-échange, sur les droits compensateurs frappant les exportations de porcs vivants. La DRCI s'assurera du suivi nécessaire à la défense des intérêts du Québec dans ce dossier. Elle veillera également à l'application du rapport du GATT sur les pratiques canadiennes de commercialisation de la bière, et s'assurera de la défense des intérêts québécois dans le litige sur les exportations de lait UHT à Porto Rico et dans tout autre différend commercial pouvant survenir.

L'avènement d'un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique intéressera par ailleurs la DRCI sur des aspects particuliers: agriculture, services, textiles et vêtements, barrières tarifaires et mesures de sauvegarde. Ce dossier devrait accaparer une part croissante des énergies de la DRCI au cours des prochains mois.

Le suivi des politiques commerciales nationales et régionales retiendra aussi l'attention de la DRCI. Les conditions d'accès aux marchés des partenaires commerciaux sont définies par les politiques commerciales mises en oeuvre individuellement par les pays ou, de plus en plus, établies au sein de blocs commerciaux régionaux. Dans cette perspective, le dossier de l'Europe 1992 continuera, notamment, à retenir l'attention au cours des prochains mois. Les politiques commerciales dans les pays d'Europe de l'Est et chez les partenaires commerciaux asiatiques feront aussi l'objet d'une attention particulière.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES ET PRIORITÉS

Mandat

Elaborer, avec le concours des directions bilatérales, multilatérale et de la politique commerciale et en concertation avec les autres ministères concernés ainsi qu'avec les partenaires privés, et proposer une politique cohérente et des stratégies d'affaires internationales devant favoriser le rayonnement du Québec et son développement, notamment sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social. Définir les priorités entre les secteurs d'activités, ainsi qu'entre les régions.

Bilan 1991-1992

Les activités de la direction générale ont été concentrées sur : l'élaboration de la politique d'affaires internationales rendue publique par le gouvernement en septembre 1991 et sur le début de sa mise en oeuvre, la coordination du processus de programmation intégrée et la diffusion d'information sur les partenaires étrangers et sur les échanges internationaux du Québec.

La direction générale a contribué à la préparation et au suivi des réunions du Comité de coordination des Affaires internationales, du Comité consultatif du ministre et des groupes de travail constitués pour l'élaboration de la politique. Une fois la politique approuvée et diffusée, la direction générale a tenu des réunions d'information et de concertation avec les directions du Ministère et avec les ministères et organismes impliqués dans l'action internationale du Québec, afin de favoriser une compréhension commune des orientations, des priorités et des objectifs de la politique.

La politique d'affaires internationales a servi de cadre à la préparation de la programmation 1992-1993. Un guide de préparation de la programmation a été remis aux divers ministères. Des rencontres de travail entre les représentants du MAI et de chaque ministère ont eu lieu pour discuter des propositions de priorités et convenir des projets à retenir.

La structuration et la diffusion d'information sur les échanges internationaux du Québec et l'analyse stratégique constituent également des mandats de la DGPP. La direction générale a poursuivi ses travaux sur les secteurs prioritaires de chacun des sous-domaines et un certain nombre d'analyses ont été soumises pour information et discussion. D'autres textes ont été mis en circulation, notamment l'évolution mensuelle des échanges extérieurs du Québec, l'évolution des échanges de biens du Québec avec chacune des régions du monde et des fiches pays préparées à la demande des autorités et des directions du MAI.

Orientations 1992-1993

La mise en oeuvre de la politique constituera un objectif majeur de la direction générale. L'élaboration d'un plan d'action pour la mise en oeuvre de la politique s'appuiera d'abord sur les éléments majeurs que constituent ce que l'on pourrait appeler des **plans d'action sectoriels**, notamment pour les domaines science et technologie, culture et communications, rayonnement et pour certains secteurs du domaine de l'économie. Ces plans d'action à perspective triennale devraient être disponibles, pour faciliter la préparation de la programmation intégrée de l'exercice 1993-1994.

La mise en oeuvre de la politique appelle également la traduction opérationnelle d'autres propositions de la politique concernant les moyens d'action : bourses pour les Québécois étudiant à l'étranger, volet international du FCAR, soutien au développement des études au Québec sur les États-Unis, l'Europe et l'Asie suivant des formules à préciser avec les divers partenaires, l'adaptation de la configuration du réseau en y intégrant les propositions de la politique relatives notamment aux conseillers en science et technologie et, l'examen des instruments de soutien à l'action internationale du Québec.

La direction générale portera une attention particulière au développement de l'analyse **stratégique** qui est l'une des orientations majeures de la politique. On identifiera, pour chacune des trois directions de la direction générale, les thèmes qui seront abordés essentiellement sous l'angle des facteurs structurels et dans la perspective des intérêts du Québec et de son action internationale. Ces thèmes ou sujets seront validés au cours de discussions avec les représentants de milieux extérieurs concernés. C'est dans cette perspective que sera envisagée la constitution d'un groupe de travail québécois, que sera poursuivie la collaboration avec la Deutsche Bank et que seront développés des liens fonctionnels avec l'OCDE et l'IDATE. Le produit de ces analyses devrait servir en premier lieu aux autorités du MAI et du gouvernement et, dans une certaine mesure, aux divers milieux québécois concernés par l'action internationale.

C'est essentiellement à travers ces travaux d'analyse stratégique que sera poursuivi le développement de l'expertise professionnelle, laquelle implique l'établissement de liens et de contacts directs entre les professionnels et les organismes extérieurs, québécois et étrangers.

Le processus de programmation intégrée sera discuté avec les principaux intervenants, notamment les ministères partenaires, afin de convenir de la préparation de plans d'action sectoriels et d'un calendrier normalisé. L'exercice annuel de programmation sera donc concentré sur la mise au point de stratégies et activités découlant des priorités convenues dans les plans d'action, ce qui en facilitera la préparation.

DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Bilan 1991-1992

Les six premiers mois de l'année ont été principalement consacrés à la mise en forme finale du document de politique d'affaires internationales.

Les travaux d'analyse de la Direction des affaires économiques ont porté principalement sur les transferts de technologie, les produits électriques et électroniques, les nouveaux matériaux, les biotechnologies, l'analyse des marchés mondiaux et les services aux entreprises. Des textes ont été produits sur ces sujets afin d'assurer une information de base sur l'évolution du contexte économique mondial et sur les relations économiques internationales du Québec.

En outre, la direction a participé à divers colloques et séminaires dans les domaines de sa compétence (les transferts de technologie, l'industrie de l'environnement et l'Europe 92) et au développement de dossiers sur les transferts technologiques, le mandat des conseillers en science et technologie, la révision du programme d'aide à l'exportation de la SDI, la stratégie des grappes industrielles du MICT et les analyses des informations de la Deutsche Bank Capital Markets.

Orientations 1992-1993

Les tâches principales de la direction seront axées au cours de l'exercice sur la mise en oeuvre de la politique d'affaires internationales dans les domaines de sa compétence. Cette contribution s'articulera autour de trois fonctions principales :

- **la mise en oeuvre de la politique d'affaires internationales** dans les domaines de l'économie et de la technologie et la mise en place des moyens d'action prévus (programmes d'aide à l'exportation, maison de commerce et programme d'identification des occasions de transferts de technologie);
- l'examen des **processus et modes d'opération** du Ministère afin de s'assurer qu'ils permettent et favorisent la mise en oeuvre des orientations de la politique;
- l'élaboration, avec les directions concernées au Ministère, les intervenants ministériels et les partenaires privés ou institutionnels, de **plans d'action** dans différents domaines ou secteurs d'activités économiques.

La préparation de plans d'action touchera les principaux dossiers suivants: la filière forêt-bois, les produits électriques et électroniques, les technologies de l'information, l'aluminium-magnésium, les biotechnologies et les technologies de l'environnement.

La direction continuera en outre d'assurer un suivi des grandes questions économiques internationales et à approfondir deux dossiers déjà traités en 1991-1992 dans le cadre des travaux reliés à l'élaboration de la politique soit, le rôle des PME sur la scène internationale et le rôle des firmes transnationales dans les échanges internationaux.

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES, POLITIQUES ET SOCIALES

Bilan 1991-1992

Au cours des six premiers mois de l'exercice, la Direction des affaires culturelles, politiques et sociales a consacré l'essentiel de ses activités à l'élaboration des chapitres de la politique d'affaires internationales relevant de sa responsabilité: science et technologie, culture et communications, ressources humaines, affaires sociales et environnement, rayonnement, relations intergouvernementales et institutionnelles.

Par la suite, la direction s'est employée à amorcer la mise en oeuvre des orientations et objectifs de la politique. Dans cette perspective, elle s'est impliquée activement dans le processus de consultation et de concertation qui visait à assurer la traduction concrète de ces orientations dans la programmation intégrée d'activités internationales pour le prochain exercice. Elle a poursuivi, en outre, différents travaux reliés à la mise en oeuvre de la politique dans les différents domaines d'activités relevant de sa responsabilité: élaboration, en collaboration avec le FCAR, d'un programme de soutien à la coopération scientifique internationale; définition, en collaboration avec le MCQ, d'un projet de cueillette d'informations visant à accroître la connaissance du potentiel de distribution à l'étranger de la production audiovisuelle québécoise; élaboration, en collaboration avec le MCCI, d'un projet de recherche sur l'identification des bassins d'immigration; révision, en collaboration avec le MESS, des programmes de bourses d'excellence et des mesures d'exemption de frais majorés de scolarité pour les étudiants étrangers; coordination de la participation du Québec à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement; participation à l'élaboration d'une stratégie visant à assurer le rayonnement du Québec à l'étranger et à

contrer les effets négatifs sur l'image du Québec des démarches menées par les opposants au projet Grande-Baleine; élaboration d'un projet visant à adapter la configuration du réseau de représentations du Québec à l'étranger aux orientations et objectifs de la politique.

Orientations 1992-1993

Au cours du prochain exercice, la direction consacrera l'essentiel de ses activités à la mise en oeuvre de la politique, à l'élaboration de plans d'action et de stratégies ainsi qu'à la réalisation d'un certain nombre d'analyses stratégiques.

Dans le sous-domaine de la **coopération scientifique**, les principaux travaux porteront sur l'élaboration d'un plan d'action permettant de prioriser les secteurs et territoires d'intervention pour les trois prochaines années ainsi que sur la mise en oeuvre des principales mesures retenues par la politique pour accroître la coopération scientifique avec certains pays industrialisés.

Dans le domaine de la **culture, des communications et de la langue**, les principaux dossiers seront les suivants: contribution au développement d'une expertise en matière de recherche, de formation et de perfectionnement appliquée aux industries de la culture et des communications évoluant dans un environnement international; élaboration de plans d'action adaptés aux enjeux auxquels sont confrontées les industries culturelles, celles de l'audiovisuel et celles des technologies de l'information; cueillette et analyse de données sur l'action internationale des entreprises québécoises, notamment celles du secteur de l'audiovisuel; analyse de l'évolution des marchés étrangers et identification des perspectives de partenariats et d'alliances qu'offrent les politiques et programmes adoptés par différents pays étrangers, dont les pays européens et les pays latino-américains.

Dans le domaine des **ressources humaines**, l'accent sera mis sur la mise en oeuvre des principales mesures retenues par la politique pour favoriser la formation à l'étranger d'étudiants québécois, assurer l'accueil au Québec d'un plus grand nombre d'étudiants étrangers originant de pays industrialisés et favoriser l'internationalisation de la formation.

Dans le sous-domaine de l'**environnement**, l'accent sera mis sur l'élaboration d'un plan d'action en matière de développement des technologies environnementales ainsi que sur l'analyse des politiques adoptées par les pays de l'OCDE en matière de récupération, de recyclage et de valorisation des déchets et l'évaluation de leur impact prévisible, notamment pour le commerce extérieur du Québec.

Dans le domaine du **rayonnement**, l'accent sera mis sur l'élaboration d'un plan d'action et de stratégies, notamment en matière de communications, visant à traduire concrètement au cours des trois prochaines années le positionnement adopté par le gouvernement pour promouvoir et défendre l'image du Québec à l'étranger.

Enfin, dans le domaine des **relations intergouvernementales et institutionnelles**, la direction consacrera l'essentiel de ses activités à des dossiers reliés à la mise en oeuvre de la politique. Au cours de la prochaine année, les principaux dossiers qui seront traités sont les suivants: l'examen de la configuration actuelle du réseau de représentations du Québec à l'étranger et l'élaboration de propositions visant à assurer l'adaptation du mandat sectoriel et territorial de ces représentations aux priorités déterminées par la politique; l'examen de la répartition actuelle des ressources humaines par secteur et aire géographique et l'élaboration de propositions visant à assurer l'adéquation entre l'affectation de ces ressources humaines et les priorités déterminées par la politique; l'identification de mécanismes et de mesures contribuant à assurer une meilleure planification des visites ministérielles; l'élaboration de propositions visant à développer la concertation avec les différents acteurs publics au Québec ainsi qu'avec les ministères et organismes du gouvernement fédéral.

DIRECTION DES ÉTUDES ET ANALYSES RÉGIONALES

Bilan 1991-1992

La Direction des études et analyses a poursuivi durant l'exercice 1991-1992 la structuration de séries statistiques sur la plupart des domaines et sous-domaines de l'action internationale du gouvernement du Québec. Ces séries ont fait l'objet d'analyses dont les résultats ont été pris en compte dans les documents produits par la Direction générale des politiques et priorités dans le cadre de l'élaboration de la politique d'affaires internationales.

La direction a par ailleurs continué à fournir aux intervenants du Ministère, des autres ministères et organismes et du secteur privé des informations sur l'action internationale du Québec et de ses partenaires étrangers.

Parmi les réalisations les plus significatives, autres que celles touchant la politique d'affaires internationales, se retrouvent la préparation et la diffusion à l'intérieur du Ministère d'un bulletin mensuel sur l'évolution du commerce international de marchandises du Québec, d'un bulletin semestriel sur l'évolution des échanges de marchandises par région géographique (États-Unis, Amérique latine, Europe, Afrique et Moyen-Orient et Asie et Océanie) et de fiches par pays destinées aux autorités du Ministère et faisant le point sur la situation politique, économique, scientifique, technologique, sociale, commerciale, financière et sur les échanges commerciaux de ces pays avec le Québec.

Orientations 1992-1993

Les principales activités de la direction porteront sur un certain nombre de dossiers d'analyse stratégique, la préparation de perspectives d'action à moyen terme sur chacune des régions du monde et la diffusion sur une base régulière d'informations aux unités du Ministère et à certains intervenants extérieurs.

Les thèmes d'analyse stratégique envisagés pour l'exercice 1992-1993 feront l'objet d'une consultation auprès des unités concernées du MAI et des intervenants extérieurs en vue d'assurer qu'ils correspondent à des intérêts stratégiques du Québec. Une première série d'analyses pourrait porter sur l'évolution prévisible des grandes variables influençant le développement à l'intérieur et entre les grands blocs que sont les Amériques, l'Europe et l'Asie, tout en couvrant également l'Afrique et le Moyen-Orient. Une vision d'ensemble de l'évolution des principales composantes géographiques du globe s'avère utile pour bien orienter l'évolution des politiques de développement interne et d'action internationale. Parmi les variables qui seront considérées figurent la démographie, la production industrielle, le commerce international, l'investissement, les flux financiers, la formation des ressources humaines, les capacités scientifiques et technologiques et l'évolution politique et sociale.

D'autres analyses sont aussi prévues pour compléter celles mentionnées précédemment, entre autres dans le cadre de collaborations extérieures. Une première vise l'évolution structurelle de la Nouvelle-Angleterre et du Midwest américain, notamment en raison du déplacement de l'activité vers l'Ouest aux États-Unis et de la réduction probable de l'importance de la production du matériel de défense et de l'automobile dans ces régions privilégiées par l'action du Québec. Une seconde touche les politiques de diversification et d'ouverture en Amérique latine; l'intégration éventuelle de l'Amérique latine au bloc centré sur les États-Unis oblige le Québec, qui doit se mieux positionner dans les Amériques, à sérieusement analyser les efforts de privatisation et d'ouverture des économies dans le contexte à la fois des regroupements régionaux en Amérique latine et d'une plus grande intégration aux États-Unis et au Canada. De plus, la direction se penchera, en concertation avec la Direction générale de la politique commerciale, sur l'analyse de l'impact du libre-échange Canada-États-Unis et Canada-États-Unis-Mexique. L'évolution des politiques communau-

taires en Europe suscite également de l'intérêt, car les politiques de la CEE et de la CEI auront un effet structurant qui doit être pris en compte dans l'analyse de l'évolution de l'Europe, tant à l'Est qu'à l'Ouest, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l'action du Québec. L'Asie est un pôle en émergence rapide qui se positionne avantageusement dans plusieurs secteurs face à l'Europe et l'Amérique. Cependant, l'Asie n'est pas un continent homogène et il est important pour le développement de l'action internationale du Québec d'apprécier les résultats des politiques, des stratégies et des actions gouvernementales et privées qui permettront à quelques grands pays comme le Japon, la République de Corée, la République populaire de Chine et l'Inde de se positionner les uns par rapport aux autres. La question de l'appartenance du Québec «aux pays nordiques» sera également analysée afin d'en dégager un certain nombre d'implications pour l'action internationale du Québec.

Par ailleurs, pour chacun des territoires, la Direction des études et analyses régionales s'attachera à articuler, en concertation avec les unités de la DGPP, du MAI et des collaborateurs extérieurs, des perspectives d'action à moyen terme dans les domaines et secteurs prioritaires de la politique d'affaires internationales afin d'appuyer les unités bilatérales et multilatérales dans la préparation de leurs stratégies et de leur programmation intégrée. À cette fin, chacune des cinq grandes régions du monde et les pays qui sont des partenaires privilégiés seront couverts.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique, la DEAR veillera à soutenir, en collaboration avec la DAE et la DACPS, le développement d'études spécialisées sur les États-Unis, l'Europe et l'Asie suivant des formules qui restent à déterminer avec les partenaires concernés. Un soutien financier, dont les modalités restent à définir, sera accordé pour le développement de synergies entre équipes ou centres s'intéressant à une même région autour de thèmes importants pour le développement de l'action internationale du Québec.

Les principaux produits de la Direction des études et analyses régionales, outre une contribution importante à la publication annuelle de la DGPP, consisteront principalement en perspectives annuelles par région, bulletin semestriel par région et fiches révisées semestriellement sur les pays priorisés par la politique.

Des énergies seront également consacrées à la structuration des données par pays et région et à la préparation de fiches sur les pays, essentiellement en relation avec la préparation des missions ministérielles ou sous-ministérielles.

DIRECTION DE LA COORDINATION ET DE L'ÉVALUATION

Mandat

Élaborer, en concertation avec les directions concernées, le cadre général des relations avec le gouvernement fédéral pour les affaires internationales et veiller à la cohérence des interventions faites dans ce cadre par les différentes directions; élaborer, en concertation avec les directions concernées, un cadre général d'évaluation des programmes et activités et conseiller les directions dans l'évaluation effective de leurs activités; servir de canal d'entrée au Ministère pour les villes et municipalités.

Bilan 1991-1992

Relations fédérales-provinciales

Le travail courant de liaison avec le MAECE s'est poursuivi dans le cadre du mandat général de la DCÉ conformément aux orientations retenues.

La liaison a porté sur le traitement de questions courantes à l'occasion, en particulier, des sessions de divers organes de l'ONU où il allait être question du Québec. Les dossiers les plus connus ont touché l'environnement, les droits de l'Homme (personnels et collectifs), les Autochtones, l'énergie, les forêts, la justice, l'OCDE, etc.

La direction est également responsable des liens entre le MAI et le SAA (Secrétariat aux affaires autochtones), une liaison qui prend d'autant plus d'importance que le dossier Grande Baleine occupe l'avant-scène de l'actualité.

La direction a poursuivi ses négociations concernant l'installation de fonctionnaires du Québec dans des locaux fédéraux à l'étranger, tant en Corée que dans d'autres missions canadiennes à l'étranger. Les aspects administratifs sont négociés par la Direction générale de l'administration.

La publication de la politique d'affaires internationales est venue ajouter, particulièrement au chapitre 10, des balises qui complètent les règles de communications avec le gouvernement fédéral. Les prochains mois seront employés à inscrire ces éléments dans la mise en oeuvre de la politique.

Évaluation

Trois dossiers en cours devraient connaître des développements dans les prochains mois. Une proposition de politique interne d'évaluation a été présentée aux autorités du Ministère après consultation auprès du Conseil du trésor. Pour faire suite à la présentation de cette politique, un plan d'évaluation sera préparé pour l'année 1992-1993.

Un de ces dossiers concerne l'élaboration d'indicateurs. La DCÉ collabore à la réalisation du PDGI en coordonnant les travaux du comité de travail sur l'élaboration d'indicateurs de performance. Ce comité a débuté son travail au cours du mois de novembre 1991.

Ces trois dossiers ont permis d'intégrer davantage la fonction évaluation au processus de gestion et à la programmation annuelle des activités du MAI, ce qui est un objectif fondamental de la programmation de la DCÉ.

Activités internationales des villes

La direction s'est employée à assurer l'interface entre les villes et les différentes directions du Ministère en continuité avec les actions amorcées au cours de l'année antérieure. Ces actions avaient permis de recenser les nombreux dossiers actifs impliquant la ville de Montréal, et d'en faire le point avec ses représentants (Secrétariat aux affaires internationales) et ceux des directions géographiques et multilatérale du MAI.

Orientations 1992-1993

- Améliorer la concertation avec les institutions fédérales en matière d'affaires internationales;
- favoriser la diffusion de l'information disponible au gouvernement du Canada aux différentes directions concernées du MAI;
- mettre en place un processus d'évaluation au Ministère; dans cet esprit, finaliser le cadre général d'évaluation qui a déjà été soumis, en s'inspirant de la directive 170407 du Conseil du trésor. Proposer l'évaluation d'un certain nombre d'activités, notamment celles qui pourraient faire l'objet de remarques suite au dépôt du rapport du vérificateur général;
- dans le cadre du mandat relatif aux relations avec les municipalités, canaliser les interventions de ces organismes publics auprès des différentes directions du Ministère chargées d'y donner suite en tenant compte des compétences et de la capacité réelle d'intervention de ces organismes.

PROTOCOLE

Mandat

Assurer les relations officielles entre le gouvernement québécois et les membres du Corps diplomatique et consulaire établis à Ottawa et au Québec; administrer les immunités et privilèges qui leur sont accordés dans l'esprit des Conventions de Vienne; planifier et organiser les visites officielles au Québec de chefs d'État et de gouvernements étrangers; participer à l'organisation des missions effectuées par le premier ministre, le ministre des Affaires internationales et le ministre délégué à la francophonie; entretenir les relations appropriées dans ce cadre avec les gouvernements d'Ottawa et des autres provinces; participer à l'organisation d'événements spéciaux au Québec.

Bilan 1991-1992

Plusieurs activités marquantes se sont déroulées au Québec au cours de la présente année. Soulignons parmi les plus importantes : la visite du secrétaire général de l'A.C.C.T., monsieur Jean-Louis Roy; du président de la Banque africaine de développement, monsieur Babacar Ndiaye; du premier ministre du Burundi, monsieur Adrien Sibomana; du premier ministre de la République Tchèque, docteur Petr Pithart; du gouverneur de Riyad, Son Altesse Royale, le Prince Salman Bin Abdulaziz; du ministre de l'Environnement de la Roumanie, monsieur Valeriu Eugen Pop; du ministre-président de l'État libre de la Bavière, docteur Max Streibl; du ministre des Affaires étrangères de France, monsieur Roland Dumas; de son Altesse Royale la Reine du Danemark, Margreth II; du président de la Hongrie, monsieur Goncz; du président d'Haïti, monsieur Jean-Bertrand Aristide; de la ministre des Affaires étrangères du Gabon, madame Pascaline Bongo.

En outre, il faut souligner la visite de quelque 25 chefs d'État et/ou de gouvernement, 23 ministres étrangers, 18 ambassadeurs et 13 consuls généraux ainsi que plusieurs autres dignitaires de différents pays.

Enfin, le Protocole a été associé à la réalisation d'activités dans le cadre d'événements importants, notamment : la Journée annuelle du Corps consulaire, la Journée mondiale de la francophonie, la Fête nationale, la Conférence des ministres européens de la Justice du Conseil de l'Europe, le 3^e Sommet des grandes villes du monde, la XXXVIII^e séance du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.

Orientations 1992-1993

Le Protocole poursuivra la préparation des programmes d'activités des visiteurs étrangers avec comme objectif de faire valoir les principales caractéristiques économiques, socio-culturelles et institutionnelles du Québec de façon à :

- solidifier les assises en matière d'expertise protocolaire et en faire bénéficier les différentes clientèles en vue de favoriser une concertation suivie avec les institutions publiques et parapubliques;
- maintenir un dialogue constant avec le Bureau du protocole du ministère des Affaires extérieures du Canada pour préserver les intérêts québécois dans ses relations avec l'étranger;
- demeurer une autorité fiable pour l'application des règles diplomatiques et protocolaires dans le respect des traditions québécoises tout en souscrivant aux pratiques et aux usages sur le plan international;

- administrer l'octroi des privilèges et immunités à l'égard des diplomates exerçant leur juridiction au Québec, en fonction des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et des législations et réglementations québécoises adoptées en conséquence;
- appliquer le régime de prérogatives de courtoisie non prévu aux Conventions précitées à l'intention des représentants des gouvernements étrangers, des organismes internationaux établis au Québec ainsi que des membres de leur personnel identifiés à cet effet par le ministère des Affaires internationales;
- développer des outils permettant de répondre à des besoins pressants et rendre l'organisation du travail plus efficace (ex.: procédurier à l'usage du personnel du MAI).

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

Mandat

La Direction des communications a pour mandat de planifier et coordonner, en concertation avec les directions, les délégations et les ministères concernés, la stratégie de communication du gouvernement à l'étranger. À cet effet, la direction doit faire valoir les réalités, les produits et services du Québec et fournir aux bureaux et délégations les instruments d'information et de promotion appropriés. Au Québec, la direction doit faire connaître les programmes et les services du Ministère et sensibiliser les divers intervenants à l'importance de la dimension internationale.

Bilan 1991-1992

En 1991-1992, la Direction des communications a principalement fait porter ses efforts sur deux fronts: d'une part, la promotion économique du Québec sur la scène internationale et, d'autre part, l'image du Québec à l'étranger.

Sur le plan économique, la direction a assuré la mise en oeuvre du plan de promotion élaboré conjointement avec le MICT. Ainsi, en conjuguant les efforts et les ressources des deux ministères, elle a pu produire une série de publications destinées à mettre en valeur les secteurs et avantages concurrentiels du Québec. Elle a mené des campagnes publicitaires aux États-Unis et dans certains pays d'Europe et elle a accueilli plus d'une trentaine de journalistes étrangers en plus d'assurer la présence du Québec lors de foires ou salons commerciaux.

Sur le plan institutionnel, des efforts considérables ont été menés pour assurer la diffusion d'information et la rectification des faits sur des questions qui ont affecté l'image du Québec à l'étranger: le développement hydroélectrique, la question autochtone, le dossier linguistique, le débat constitutionnel, la gestion des forêts, etc. Ainsi, tout au long de l'année, les délégués et chefs de poste ont reçu une documentation abondante et factuelle leur permettant de répondre aux allégations et erreurs de faits véhiculées sur le Québec. Presque tous les correspondants de médias étrangers en poste à Montréal, Toronto et Ottawa ont été rencontrés au cours de l'année. Dans la même veine, a été poursuivie, avec l'aide des bureaux et délégations, l'analyse de la presse étrangère et au besoin des répliques ou rectificatifs à certains articles ont été suggérés.

Au Québec, les efforts de la direction ont surtout contribué à faire connaître la nouvelle politique d'affaires internationales à Montréal et dans les régions et à inciter, tant les gens d'affaires que les intervenants du milieu de la culture, de la recherche ou de l'éducation, à inclure la dimension internationale dans leurs perspectives de développement.

Orientations 1992-1993

L'année 1992-1993 sera marquée par le débat constitutionnel et il importe à cet égard de poursuivre les efforts relatifs à la promotion économique et à l'image du Québec.

Sur le plan économique, il sera prioritaire de témoigner de la vitalité et du dynamisme de l'économie québécoise tout en assurant la mise en valeur des grappes concurrentielles que sont notamment l'aéronautique, la pharmaceutique et les technologies de l'information. Le secteur de l'environnement occupera également une place de plus en plus importante tant sur le plan industriel, pour la recherche d'investissements et de partenariats, que sur le plan institutionnel alors que le Québec peut se positionner comme agent d'innovation et source d'inspiration pour d'autres pays. La collaboration des ministères et organismes, de même que celles des grandes villes et des sociétés d'État, devrait permettre de renforcer ce positionnement.

Le débat constitutionnel devrait également être un sujet suivi à l'étranger. La direction souhaite à cet égard développer son travail auprès des correspondants étrangers en poste au Canada et des journalistes couvrant les secteurs politiques et économiques dans les grands quotidiens et magazines étrangers. À cet égard, la Direction des communications compte mettre de l'avant un important programme d'accueil de journalistes étrangers, grâce à la collaboration de plusieurs ministères et organismes du gouvernement québécois. Elle compte également mettre en valeur le caractère profondément démocratique de toute la démarche constitutionnelle et accroître la diffusion d'information provenant de sources québécoises.

Enfin, au Québec, seront poursuivis, notamment en régions, les efforts pour sensibiliser les milieux d'affaires et les intervenants socio-économiques à l'importance de la dimension internationale.

DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE

Mandat

Assurer une appréciation objective et indépendante de la gestion des activités du Ministère afin d'en informer la direction et la conseiller sur la mise en place des contrôles internes requis pour s'assurer que les décisions soient prises conformément aux lois, règlements, directives et que les ressources soient gérées avec économie, efficience et efficacité.

Bilan 1991-1992

Sept (7) mandats de vérification ont été réalisés durant l'exercice écoulé. Concernant le réseau à l'étranger, la Délégation générale du Québec à Mexico et les bureaux du Québec au Venezuela (Caracas) et en Colombie (Bogota) ont fait l'objet d'une vérification financière, de conformité et d'utilisation des ressources allouées. Au siège, des vérifications ont porté sur le processus de programmation intégrée du Ministère, sur la gestion de l'assiduité, des heures supplémentaires, du règlement sur les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec et de l'adjudication des contrats de services.

Orientations 1992-1993

Afin de fournir aux autorités du Ministère une information utile à la gestion des activités du MAI, le plan de travail de la direction sera élaboré en collaboration avec la DGA, la DGPP et la DCE, à la lumière de la directive 170407 du Conseil du trésor concernant l'analyse des programmes et la vérification interne. Le plan de travail définitif prendra en compte les activités de vérification que le Vérificateur général est à réaliser présentement dans le cadre de son mandat de vérification intégrée.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

Mandat

La Direction générale de l'administration assure le développement, l'organisation, la mise en oeuvre et le contrôle des services de soutien administratif, technique, d'expertise et de conseil requis par les gestionnaires du Ministère et les organismes centraux de gestion afin d'administrer avec efficacité et efficience les ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles.

Bilan 1991-1992

Au cours de cet exercice budgétaire, les principaux objectifs de la Direction générale de l'administration consistaient à poursuivre la rationalisation des processus administratifs dans la perspective de l'amélioration des services à la clientèle, à améliorer et développer des outils de gestion simples, à poursuivre la modernisation de ses équipements et de ses instruments de communication et enfin, à décentraliser la préoccupation gestion vers les directions bilatérales et vers le réseau.

Dans le secteur des **ressources humaines**, les principales activités réalisées en regard de ces objectifs ont été le développement d'une philosophie de gestion et la mise en place des éléments d'un plan directeur en gestion des ressources humaines, l'élaboration d'un processus pour gérer la mobilité "siège - réseau" et le développement d'un plan de formation spécifique aux personnes affectées dans le réseau. Cette direction a, de plus, procédé à la mise en oeuvre de la gestion de la fiscalité pour les recrutés locaux d'origine québécoise et à la mise en place d'un processus d'intégration des professionnels au corps d'emploi de conseillers en affaires internationales. Elle a en outre élaboré avec le secrétariat du Conseil du trésor des modalités de mise en place d'un corps de cadres en affaires internationales pour le réseau.

En matière de **gestion financière**, les principaux projets réalisés en rapport avec les grands objectifs de la direction générale ont été la finalisation d'un manuel de gestion portant sur le réseau, la mise en opération du Fonds de développement international et la participation à l'élaboration du Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger. La Direction de la gestion financière a aussi procédé à la mise au point d'un certain nombre de rapports de suivi budgétaire devant faciliter la prise de décision par les gestionnaires.

Dans le secteur de la **gestion de l'information**, les activités majeures ont consisté à : ajuster les propositions du PDGI pour les rendre conformes aux besoins formulés dans les dossiers d'infrastructure et aux recommandations du Conseil du trésor; élaborer des mécanismes de gestion des bénéfices intégrés au cadre ministériel de gestion des technologies de l'information; implanter un système de gestion documentaire dans le réseau des délégations américaines et à Mexico.

Au plan de la **gestion des biens et services**, les principales réalisations à souligner au cours de cet exercice budgétaire sont le parachèvement des règles de mise en opération du Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIE), la relocalisation du Service de l'immigration du Québec à Paris de même que celle des Services culturels. La Direction de la gestion des biens et services a également procédé à l'élaboration de scénarios de rénovation de l'immeuble de la Délégation générale du Québec à Paris (66, rue Pergolèse) et à la finalisation des travaux de rénovation majeure à la résidence du délégué général à Bruxelles, ainsi qu'aux bureaux des Délégations générales du Québec à Londres et à Bruxelles. Elle a enfin élaboré des normes de logement pour New York et Londres et implanté un système de gestion des titres de transports.

Orientations 1992-1993

Le rôle de la Direction générale de l'administration sera, au cours de l'exercice budgétaire 1992-1993, particulièrement important puisqu'elle devra, en collaboration avec plusieurs autres directions impliquées : procéder à la mise en oeuvre de la politique d'affaires internationales, notamment les mesures de réduction approuvées en vue de dégager les crédits requis pour la politique d'affaires internationales; effectuer des démarches auprès des organismes centraux pour obtenir les postes prévus de façon spécifique par la politique; préparer, en collaboration avec d'autres directions du MAI, le(s) décret(s) relatif(s) à l'élargissement du mandat des représentations tel qu'approuvé par le Conseil des ministres en septembre 1991; prendre les actions pour concrétiser cette décision tant au chapitre des ressources humaines que des ressources matérielles.

En matière de **ressources humaines**, les principales orientations à signaler pour l'exercice 1992-1993 concernent la mise en oeuvre des propositions découlant du plan de développement des ressources humaines sont la mise au point d'une politique permettant de mieux planifier et organiser la mobilité du personnel et la participation avec les autres directions concernées pour compléter la définition du mandat des chefs de poste de manière à faire apparaître encore plus clairement leur responsabilité de gestion sur les ressources humaines. Sur le plan de la formation, la Direction des ressources humaines verra à mettre en place des moyens permettant le développement au sein des effectifs du Ministère de l'expertise en matière d'affaires internationales et à concevoir en ce sens quelques actions liées à certains besoins nouveaux identifiés dans la politique. Elle mettra aussi en opération le plan de formation développé au cours de l'exercice précédent pour répondre aux besoins des conseillers affectés à l'étranger.

Au chapitre de la **gestion financière**, la direction poursuivra ses efforts pour parfaire la formation du personnel du réseau chargé des questions administratives, et pour poursuivre le développement des manuels de gestion du MAI en y intégrant notamment les responsabilités de gestion des chefs de poste en matière de ressources financières. Elle procédera aussi au développement d'un modèle visant à améliorer les prévisions et la budgétisation en dollars canadiens des dépenses effectuées en devises étrangères. Elle continuera d'améliorer ses outils de suivi budgétaire et démarrera un projet pilote visant à assumer la décentralisation de la saisie des données SYGBEC.

La **Direction de la gestion de l'information** entend pour sa part procéder à la mise en place graduelle du PDGI révisé et à la promotion du nouveau cadre ministériel de gestion des technologies de l'information, notamment en ce qui a trait aux mécanismes de gestion des bénéfices. Elle poursuivra d'autre part l'implantation du système de gestion documentaire dans le réseau, soit à Boston, Washington, Bruxelles, Londres, Düsseldorf, Stockholm et Tokyo. En termes d'amélioration et d'entretien des systèmes d'information, cette direction complétera les fonctions du système INFO-DEL et améliorera la qualité de la documentation des systèmes opérationnels. Au plan de la technologie, la priorité consiste à maintenir à jour l'architecture technologique alors qu'au niveau du support aux utilisateurs, la direction sera particulièrement attentive aux besoins réels des directions du Ministère de manière à pouvoir y répondre adéquatement.

En matière de **gestion des biens et services**, une des principales activités projetées au cours de l'exercice 1992-1993 consiste à coordonner les opérations liées aux déménagements des bureaux du Ministère à Montréal et à Québec. Cette direction procédera en outre à la mise en opération du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQE) en fonction des modalités de gestion dictées par le Conseil du trésor. Elle verra en outre à cet égard à la mise sur pied d'un comité consultatif. Elle procédera à la détermination d'un programme d'interventions sur le parc immobilier à l'étranger en tenant compte du contexte budgétaire gouvernemental actuel. Elle entend aussi procéder à une analyse des coûts des télécommunications de même que de ceux des services relatifs aux voyages.)

CRÉDITS VOTÉS 1991-1992 VS CRÉDITS A VOTER 1992-1993 (EN K \$)

ÉLÉMENT	CRÉDITS VOTÉS 1991-1992	VARIATIONS	CRÉDITS A VOTER 1992-1993
1	26 417,2	3 429,6	29 846,8
2	50 815,4	6 226,4	57 041,8
3	33 161,0	(440,7)	32 720,3
4	2 164,3	(129,6)	2 034,7
5	4 496,6	219,0	4 715,6
TOTAL:	117 054,5	9 304,7	126 359,2

CRÉDITS VOTÉS 1991-1992 VS CRÉDITS A VOTER 1992-1993
Par super-catégorie et catégorie de dépenses (en k \$)

NO	SUPER-CATÉGORIES/CATÉGORIES	CRÉDITS VOTÉS 1991-1992	CRÉDITS A VOTER 1992-1993	VARIATION
	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL			
01	Traitements	38 397,7	41 157,2	2 759,5
02	Autres rémunérations	16 538,3	19 082,5	2 544,2
	Sous-total:	54 936,0	60 239,7	5 303,7
	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES			
03	Communications	18 776,9	17 592,7	(1 184,2)
03	Permanents	109,3	109,6	0,3
04	Services	9 577,2	10 254,9	677,7
05	Entretien	1 320,1	1 603,3	283,2
06	Loyers	9 784,9	14 474,4	4 689,5
07	Fournitures	1 461,6	1 370,9	(90,7)
08	Équipement	522,6	828,0	305,4
11	Autres dépenses	878,1	1 328,6	450,5
	Sous-total:	42 430,7	47 562,4	5 131,7
	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES			
08	Équipement	2 081,5	1 490,1	(591,4)
09	Immobilisation	1 018,2	39,5	(978,7)
	Sous-total:	3 099,7	1 529,6	(1 570,1)
	TRANSFERT			
10	Transfert	16 288,1	16 715,0	426,9
	PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES			
13	Prêts, placements et avances (1)	300,0	312,5	12,5
	TOTAL:	117 054,5	126 359,2	9 304,7

(1) A noter que les PPA ne sont pas des crédits budgétaires

CRÉDITS 1991-1992 VS DÉPENSES PROBABLES 1991-1992
Par super-catégorie et catégorie de dépenses (en k \$)

NO	SUPER-CATÉGORIES/CATÉGORIES	CRÉDITS 1991-1992 AU 91-04-01	CRÉDITS 1991-1992 AU 92-03-31	DÉPENSES PROBABLES 1991-1992	CRÉDITS PÉRIMÉS 1991-1992
	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
01	Traitements	38 397,7	37 560,6	36 403,0	1 157,6
02	Autres rémunérations	16 538,3	16 174,1	15 675,7	498,4
	Sous-total:	54 936,0	53 734,7	52 078,7	1 656,0
	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
03	Communications	18 776,9	19 367,3	18 142,1	1 225,2
03	Permanents	109,3	131,3	123,0	8,3
04	Services	9 577,2	9 880,6	9 256,0	624,6
05	Entretien	1 320,1	1 355,7	1 269,9	85,8
06	Loyers	9 784,9	10 112,8	9 473,3	639,5
07	Fournitures	1 461,6	1 487,0	1 392,9	94,1
08	Équipement	522,6	524,2	491,8	32,4
11	Autres dépenses	878,1	918,0	859,9	58,1
	Sous-total:	42 430,7	43 776,9	41 008,9	2 768,0
	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES				
08	Équipement	2 081,5	1 830,3	1 564,2	266,1
09	Immobilisation	1 018,2	893,4	763,5	129,9
	Sous-total:	3 099,7	2 723,7	2 327,7	396,0
	TRANSFERT				
10	Transfert	16 288,1	16 688,1	14 838,1	1 850,0
	TOTAL (1)	116 754,5	116 923,4	110 253,4	6 670,0

(1) Excluant les PPA

VENTILATION DES CRÉDITS VOTÉS 1991-1992 VS CRÉDITS A VOTER 1992-1993

PROGRAMME 01: PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

		1991-1992	1992-1993
		91-04-01	92-04-01
ÉLÉMENT 01:	DIRECTION ET SOUTIEN ADMINISTRATIF		
	TOTAL ÉLÉMENT 01:	26 417,2	29 846,8
ÉLÉMENT 02:	REPRÉSENTATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER		
	. RÉSEAU - ÉTATS-UNIS	9 498,4	9 859,5
	. RÉSEAU - EUROPE	12 485,1	14 256,3
	. RÉSEAU - ASIE ET OCÉANIE	7 916,8	7 857,5
	. RÉSEAU - AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	918,8	1 300,7
	. RÉSEAU - AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES	2 231,8	2 491,6
	. RÉSEAU - FRANCE	8 780,5	10 478,6
	. RÉSEAU - CANADA	787,5	1 237,0
	. RÉSEAU - SOUTIEN QUÉBEC	8 196,5	9 560,6
	TOTAL ÉLÉMENT 02:	50 815,4	57 041,8
ÉLÉMENT 03:	DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES BILATÉRALES ET MULTILATÉRALES		
	. DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTATS-UNIS	3 635,2	3 616,6
	. DIRECTION GÉNÉRALE EUROPE	4 079,0	3 812,0
	. DIRECTION GÉNÉRALE ASIE ET OCÉANIE	2 103,7	2 294,2
	. DIRECTION GÉNÉRALE AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT, AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES	2 629,1	2 429,6
	. DIRECTION GÉNÉRALE FRANCE	3 933,4	3 820,1
	. DIRECTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS FRANCOPHONES ET MULTILATÉRALES	9 836,6	8 538,4
	. DIRECTION DE LA FORMATION ET DE LA GESTION DES PROGRAMMES FINANCIERS	6 501,3	7 789,2
	. BUREAU DES ENTENTES INTERNATIONALES	415,9	392,3
	. BUREAU DE LIAISON DE L'EST DU QUÉBEC	26,8	27,9
	TOTAL ÉLÉMENT 03:	33 161,0	32 720,3
ÉLÉMENT 04:	OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE (OFQJ)	2 164,3	2 034,7
ÉLÉMENT 05:	COORDINATION DES AFFAIRES INTERNATIONALES		
	. DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES ET PRIORITÉS	2 145,9	2 303,7
	. DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	2 032,0	2 096,7
	. DIRECTION DE LA COORDINATION ET DE L'ÉVALUATION	318,7	315,2
	TOTAL ÉLÉMENT 05:	4 496,6	4 715,6
	TOTAL MINISTÈRE:	117 054,5	126 359,2